

هنا من الأول

ENTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 9799

24 PAGES

MARDI 27 JUILLET 1976

LES XVII^{ES} JEUX OLYMPIQUES

Le 100 mètres nage libre en moins de cinquante secondes.

Deux médailles pour la France (argent et bronze)

LIRE PAGES 8 ET 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algerie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 m. Algériens, 1 DA; Arabie, 10 sat.; Belgique, 12 fr.; Canada, 0,65; Danemark, 3 kr.; Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 10 dr.; Iran, 43 rials; Italie, 300 l.; Japon, 125 y.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 120 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din. Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ÉCLAIRÉS
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Rég. Paris n° 55672
Tél. : 246-72-23

LETTIN DE L'ÉTRANGER

M. ANDREOTTI J'AI LE PIED DU MUR

ressenti par le président de la République italienne pour former son gouvernement, M. Giulio Andreotti a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme.

À la fin de ses consultations, il s'est vite rendu compte qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme. M. Andreotti a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme.

À la fin de ses consultations, il s'est vite rendu compte qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme.

À la fin de ses consultations, il s'est vite rendu compte qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme.

À la fin de ses consultations, il s'est vite rendu compte qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme.

À la fin de ses consultations, il s'est vite rendu compte qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme.

À la fin de ses consultations, il s'est vite rendu compte qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme.

À la fin de ses consultations, il s'est vite rendu compte qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme.

À la fin de ses consultations, il s'est vite rendu compte qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme.

À la fin de ses consultations, il s'est vite rendu compte qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de chef de cabinet des ministres et d'un programme.

Les combats ont repris dans tout le Liban

- Le parti de M. Chamoun exige la capitulation des forces de gauche
- M. Joumbatt fait passer l'avenir des Palestiniens avant les réformes

Les combats faisaient rage, lundi 26 juillet, à Beyrouth et dans le reste du Liban. La trêve, entrée en vigueur la veille à 7 heures, heure de Paris, a été rompue d'un accord conclu entre les deux camps antagonistes, n'a pas duré, en effet, plus d'une heure.

La responsabilité de la reprise des combats est imputable au Parti national libéral de M. Camille Chamoun, qui n'avait pas souscrit à l'accord. Des miliciens appartenant à cette formation ont ouvert le feu, dimanche, sur la « force de la paix arabe » qui tentait, conformément à l'accord intervenu entre les phalangistes et les Palestiniens, de s'installer sur la ligne de démarcation séparant les deux

secteurs de Beyrouth. Un porte-parole du P.N.L. a affirmé que le choix désormais était entre la capitulation du camp adverse et la « guerre totale ».

D'une part, le pillage du camp palestinien de Taï-El-Zastar se poursuit. À la suite de l'effondrement d'un immeuble, cinq cents personnes, dont des vieillards, des femmes et des enfants, sont bloquées dans un abri.

Le chef de file de la gauche, M. Kamel Joumbatt, a déclaré pour sa part, dimanche, que les dirigeants progressistes étaient disposés à renouer au besoin à leur programme de réformes afin de préserver l'avenir de la résistance palestinienne au Liban.

Damas entend faire reconnaître sa suprématie

Damas. — « Regardez », dit le général en indiquant une carte. Sur le mur, la Syrie montre son désert immense traversé par l'Euphrate et sa petite ouverture — environ 150 kilomètres — sur la Méditerranée. Le Liban semble avoir été créé pour isoler Damas de la mer. Chargé d'un département technique de l'armée syrienne, mais fier d'historien, l'officier met le doigt sur le Sandjak d'Aleppo, zone côtière de quelque 8 000 kilomètres carrés, comprenant Antioche, capitale antique de la Syrie, remise par la France à la Turquie, il y a près de quarante ans, pour la pousser à signer un traité d'alliance avec Paris et Londres.

« Ce qui se passe actuellement dans la région, c'est la remise en cause d'un accord Sykes-Picot, conclu pendant la première guerre mondiale par Paris et Londres pour délimiter leurs sphères d'influence respectives dans la Grande-Syrie, alors ottomane, ajoute le général.

« Voulez-vous dire que Damas va tenter d'annexer le Liban et le Sandjak ?

« Je ne dis pas cela, et du reste la nouvelle carte du Proche-Orient ne sera dessinée qu'avec l'assentiment de l'Amérique et de la Russie, mais je vous rappelle que la Syrie n'a jamais reconnu diplomatiquement le Liban. Quant au Sandjak, vous voyez que sur toutes les cartes officielles syriennes il fait partie de la Syrie et non pas de la Turquie. Trois vous-même les conclusions.

Dans le grand discours politique qu'il a prononcé à Damas, le 20 juillet dernier, le président Assad a déclaré : « La Syrie et le Liban ont formé tout au long de leur histoire un seul peuple, un seul pays. Nous avons autant de cousins de ce côté-ci de la frontière que de l'autre côté. »

Le mois passé à Beyrouth, M. Joumbatt, président du parti socialiste progressiste, nous affirmait : « Tout Syrien veut annexer le Liban. »

Annexion ou hégémonie ? D'une manière ou d'une autre, avec ses huit millions d'habitants, son aérologie de la « glorieuse guerre d'octobre » (1973) et son régime à peine vieux de six ans, mais qui bat le record de longévité politique depuis 1945, paraît décidé à faire triompher sa volonté de puissance dans sa « zone d'influence naturelle ». Les Palestiniens en savent quelque chose, qui discutent d'arrache-pied depuis près d'une semaine à Damas pour essayer

de parvenir à un modus vivendi avec les Syriens.

Malgré le secret qui entoure les entretiens syro-palestiniens, divers plans de règlement en plusieurs points circulent sur les bords du Barrada. En fait, bien qu'un retour à la situation d'avant la guerre n'est pas envisagé, une réconciliation entre « frères ennemis » est toujours possible. Il apparaît plus que jamais que le seul objectif permanent des dirigeants syriens est de faire reconnaître par les fédératifs la suprématie politique de Damas dans la région.

L'évolution des discussions palestino-syriennes est suivie de très près par les responsables du « petit Liban chrétien ». Depuis cinq jours, une délégation comprenant notamment un membre influent du bureau politique du parti phalangiste fait le va-et-vient entre Damas et Joumbatt (une route passant par Ayoun-El-Sinane, dans la montagne libanaise, met le « réduit chrétien » en liaison directe avec la Syrie). L'hypothèse d'une crise qui éclaterait dans l'avenir entre les dirigeants de Joumbatt et le régime du général Assad n'est pas écartée par certains observateurs politiques

syriens, surtout si un accord palestino-syrien venait à être signé et appliqué.

Pour le moment, on n'en est pas là, et Damas s'emploie plutôt à détacher des Palestiniens un certain nombre de politiciens libanais musulmans. Le président de la Chambre, M. Kamel El-Asaad, et l'imam Moussa Sadr, chef spirituel des chiites, a des degrés divers, approuvent l'intervention syrienne au Liban.

Le décalage entre la prise de fonctions du nouveau chef de l'Etat libanais, M. Elias Sarkis, élu au printemps dernier avec la caution syrienne, n'est plus que de deux mois. Le président Assad ne voudrait pas qu'il soit reconnu seulement par la communauté chrétienne. Toutefois, nombreux sont à Damas ceux qui restent sceptiques quant aux chances qu'ont les Syriens de réussir au cours des prochaines semaines à mettre un terme à la « nouvelle guerre d'Espagne ». La seule chose dont tout le monde s'accorde dans l'ancienne capitale omeyyade, notamment lorsqu'on évoque les futures relations syro-palestiniennes, c'est qu'au Liban « la Syrie ne lâchera pas la proie pour l'ombre ».

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Lire nos informations page 2.

M. Chirac invite les Français à la « discipline contractuelle » pour freiner la hausse des prix

Le franc, qui avait paru se stabiliser à la veille du week-end après le relèvement du taux de l'escompte, s'est à nouveau affaibli lundi matin 26 juillet. Le dollar s'est traité à 4,3550 F (contre 4,3275 F) et le deutschemark à 1,92 F contre 1,9150 F.

M. Chirac, qui inaugure dimanche en Corrèze le salon des négociants voyageurs de Bort-les-Orgues, a lancé « un appel au bon sens traditionnel et à la discipline contractuelle des titulaires de revenus salariaux et non salariaux pour lutter contre la hausse des prix », estimant que c'était là « le seul moyen de maintenir sinon d'améliorer le niveau de vie » des Français qui ont, selon lui, « vécu au-dessus de leurs moyens ».

M. Chirac a raison d'être inquiet de la permanence de l'inflation et des menaces qu'elle continue à faire peser sur le franc.

Si est vrai que la croissance a été vive l'été dernier et ce printemps, elle tend maintenant à s'essouffir ; les prévisions des chefs d'entreprise donnent même à penser que la décelération de la production s'accroîtra à l'automne (voir page 11). Le chômage a donc de fortes chances de demeurer à son étage actuel, sans que cela entraîne pour autant de redressement de la balance commerciale ou de ralentissement de la hausse des prix.

Les armes que compte utiliser le gouvernement pour faire face à la situation paraissent devoir rester d'un effet limité, si, comme il semble, elles continuent à être maniées avec d'innombrables précautions. L'équilibre budgétaire promis au Parlement en décembre se traduira, probablement, cette année par un déficit d'une quinzaine de milliards. Le recul du franc, qui facilite les exportations, renchérit les achats à l'étranger et pèse sur l'indice des prix, déjà stimulé à la hausse par la montée continue des cours des matières premières.

Le gouvernement voudrait pouvoir agir sur la chaîne clévisse en limitant la progression des rémunérations. La nouvelle formule du premier ministre — « discipline contractuelle des revenus » — peut sans doute porter

des fruits dans des pays où le consensus national est plus grand que chez nous et l'inégalité des revenus moins forte (voir p. 11). Mais en l'état actuel des relations sociales en France, elle risque fort de demeurer un slogan creux.

Comment convaincre les syndicalistes de modérer leurs revendications, pour freiner la hausse des prix, tant que n'existe aucun mécanisme contractuel garantissant que les non salariés auront une attitude tout aussi civique ? Ce n'est pas la loi sur les plus-values qui incitera les représentants des salariés à plus de compréhension, puisque d'énormes brèches ont été opérées dans la voie libérale, en recourant au profit de catégories sociales bien déterminées.

Répugnant à la contrainte comme aux contrôles, les pouvoirs publics rencontrent assez vite les limites de leur action. Une fois écartées les méthodes dirigistes, le gouvernement pouvait s'engager résolument dans la voie libérale, en recourant aux moyens de l'économie de marché pour juguler l'inflation. La menace d'une aggravation du chômage, à l'approche d'une échéance électorale, le conduit présentement à recourir à la manière forte.

Restent les incantations. Le recul du franc montre leur insuffisance.

G. M.

(Lire nos informations page 21.)

AU JOUR LE JOUR

LE BOUCHON

Le franc flotte un peu comme le bouchon d'un pichet à la ligne : il s'enfonce, remonte, plonge à nouveau, provoquant chaque fois l'émotion des pêcheurs en eau trouble.

Quel requin malin, quel brochet féroce, d'un coup d'œil à l'anguille dans la surface ? Ou peut-être simplement la ligne est-elle prise dans les herbes pousseuses du fond et dans-elle au gré du courant, jusqu'au moment où le pêcheur ayant ferré un peu trop brusquement, elle casse.

ROBERT ESCARPIT.

« LA TETRALOGIE » SELON CHEREAU

Scandale à Bayreuth

Il n'est pas possible, à mi-parcours, de dire si Patrice Chéreau a réussi dans son entreprise effrayante de monter la Tétralogie avec toutes ses exigences intellectuelles, poétiques et théâtrales ; mais sera-ce davantage possible, au soir du « Crépuscule des dieux » ? Car tout dépendra du point de vue auquel on se placera, Chéreau ayant le génie de déplacer complètement le centre de gravité de la représentation théâtrale quelle qu'elle soit, de se trouver toujours ailleurs qu'au coin du bois où on l'attend...

Deux choses sont sûres après ces deux soirées. D'abord, le scandale attendu s'est produit et les huées qui saluent Chéreau, au balais de rideau, chaque soir, sont assourdissantes ; certains critiques allemands s'expriment d'indignation. Mais beaucoup de spectateurs, sans être très bruyants, se montrent enchantés d'une vision aussi radicalement renouvelée, d'ailleurs être possédée, d'un chef-d'œuvre qui a souvent couronné les traditions. Et le scandale à Bayreuth n'a jamais tué personne, ni Wieland Wagner ni Gutz Friedrich, pour ne citer que des plus récents.

Ensuite, quel que soit le juge-

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 15.)

Jean Pinget

JEAN ZIEGLER

Une Suisse au-dessus de tout soupçon



« L'occasion d'une réflexion sur la nouvelle stratégie des pouvoirs financiers et la forme moderne de la réplique qui s'impose »

JACQUES ATTALI - LE MONDE

« Un livre violent comme un pamphlet, argumenté comme un traité d'économie et de sociologie »

MAX GALLO - L'EXPRESS

« Provocant, juste, injuste, passionnant »

OLIVIER TODD

SEUIL

EUROPE

Portugal

L'exercice du pouvoir devrait renforcer l'unité difficile du parti socialiste

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Comme il l'avait annoncé durant la campagne électorale, et en dépit de toutes les pressions ultraléonardes, le secrétaire général du P.S. a tenu son engagement socialiste « homogène », avec trois « indépendants » favorables au programme socialiste et trois militaires.

Le P.S., choisi par un peu moins de 25 % des électeurs inscrits lors du scrutin pour l'Assemblée, et qui s'approprie à conduire seul les destinées du Portugal, est un mouvement jeune. Il a été fondé en 1973 en Allemagne fédérale. Le 25 avril 1974 le P.S. se réduisit à quelques dizaines de personnalités antifascistes, membres de professions libérales pour la plupart.

Certains sont en exil, comme M. Mario Soares lui-même, qui vit à Paris. Les autres habitent Lisbonne ou Porto. « Un petit parti de cadres, faiblement implanté dans les couches populaires », selon l'expression de son propre leader. Dans les mois qui suivent le renversement de l'ancien régime, c'est l'« avalanche » de centaines de milliers de gens venant, entraînés, s'inscrire sans que l'on ait pu contrôler quoi que ce soit (...). Des gauchistes et des socialistes des catholiques et des franc-maçons, des marxistes et des personnalités. Sans oublier les ralliés de la vingt-cinquième heure soucieux de faire alors oublier leurs compromissions. Asses rapidement, le mouvement approche les 100 000 adhérents.

La dissidence de M. Manuel Serra

Comment s'y retrouver dans ce parti où l'on ne parait pas le même langage à Faro et à Braga, où la formation d'élites plus ou moins ignorantes ? Parmi les cadres issus de la clandestinité, beaucoup « ne tiennent pas le choc ». Ne fallait-il pas tout à la fois construire le parti et assurer sa présence partout, dans l'appareil d'Etat et au niveau local ?

Le seul ciment de l'édifice est M. Soares, connu pour son plaidoyer de nombreux procès politiques. Mais, ministre des affaires étrangères des premiers gouvernements provisoires, il n'a que peu de temps à consacrer à la construction du parti. Il charge son chef de cabinet, M. Victor Cunha Rego, d'organiser un congrès du P.S. pour décembre 1974.

Cette première « grand-messe » du parti est l'occasion d'un séminaire « coucou » à M. Manuel Serra,

militant antifasciste de renom, s'oppose sérieusement à M. Soares. Une liste qu'il patronne obtient plus de tiers des mandats. Finalement, il quitte le parti pour former le Front socialiste populaire. L'alerte est sérieuse car M. Soares est alors un des rares cadres socialistes qui aient du prestige auprès des sympathisants ouvriers du P.S.

Le F.S.P. de M. Serra n'obtient pourtant que 1,2 % des suffrages lors des élections à l'Assemblée constituante du 25 avril 1975, contre 37,9 % pour les sympathisants de M. Soares.

Mais de cet épisode il reste des traces aujourd'hui. D'abord une grande méfiance envers tout ce qui pourrait s'apparenter à l'organisation d'une tendance : une autre conséquence est une très nette « intolérance » envers la simple évocation par les socialistes de toute espèce de contestation au sein du parti. Pour le secrétaire général du P.S. l'affaire du F.S.P. a été réglée par le P.C.P. détruisant d'affaiblir sa formation. Le mouvement de M. Soares va devoir esquiver peu après une « croc-en-jambe » qui le fait jeter en prison en 1975. L'ancien Rosa Continho en appelant à la création d'un « véritable parti socialiste ». Cet officier avait l'intention de favoriser la naissance d'une formation regroupant, outre de petits groupes se situant entre le P.S. et le P.C. (F.S.P. et M.E.S.), l'aile gauche du parti socialiste l'échec du M.E.S. et du F.S.P. aux élections à l'Assemblée constituante met un terme au « projet » de l'ancien.

En revanche, c'est « l'été chaud » de 1975 ressuscitant l'unité du P.S. — au nom de l'antifascisme. Aujourd'hui encore, même les militants socialistes les plus résolument hostiles au capitalisme proclament qu'il est impossible d'avoir quel que ce soit en commun avec le P.C.P. tant que la formation de M. Cunha Rego n'a pas complètement rompu avec le « stalinisme ». Cette attitude les place, depuis le « retour de flamme » du 25 novembre, en position difficile pour défendre les « conquêtes de la révolution ». On l'a vu l'hiver dernier lors du débat sur la réforme agraire, où le ministre de l'Agriculture, M. Lopes Cardoso, considéré comme le représentant le plus éminent de l'aile gauche du P.S., a dû se battre le dos au mur dans sa propre formation pour que les paysans de l'Alentejo ne soient pas dépouillés de l'essentiel des acquis de l'été. Cependant, ce courant, quoique

minoritaire, a souvent bénéficié des arbitrages de M. Soares. On le vit par exemple lorsqu'il fut décidé que la Constitution ne pourrait pas être modifiée pendant la première législature. De même, la stratégie du P.S. pour les législatures — gouverner seul ou entrer dans l'opposition — a été acquiescée par un fort courant qui souhaitait faire alliance avec le parti populaire démocratique.

Une nouvelle alerte a eu lieu il y a quelques jours. Deux journaux, le *Diário de Lisboa* et le *Diário Popular*, ont annoncé la constitution d'un « groupe de défense du programme socialiste » qui réunirait des membres de la commission nationale, des députés et des militants de base du P.S. Ses membres auraient pour objectif de lutter contre les progrès des éléments favorables à la social-démocratie au sein du parti.

Dans anciens députés à l'Assemblée constituante, MM. Amarino Sabino et Kamadas Barreto ont admis qu'il y avait eu à l'instar du secrétariat du P.S. des réunions « informelles » en vue d'arrêter une ligne de défense du programme socialiste face à l'infirmité de la social-démocratie au sein de la formation de M. Soares. Ces deux personnalités, qui ne figuraient plus, le 25 avril dernier, sur les listes des candidats du P.S. pour l'Assemblée de la République, ont cependant précisé que leur action ne visait pas à diviser le mouvement ni à contester ses instances dirigeantes actuelles.

Les « rebellions » de Viseu et Aveiro

Y a-t-il réellement anguille sous roche dans la formation de M. Soares ? Il est certain que de nombreux militants ont eu du mal à accepter de faire campagne en faveur du général Spínola aux côtés de sympathisants du C.D.S. et du P.P.D. Ils sont à même, en effet, de juger sur le terrain l'action de ces deux formations qu'ils considèrent « de droite ». Les réactions ont été particulièrement sensibles dans des zones où ces deux formations ont l'habitude la plus « rétrograde ». Il y a eu de « petites » rebellions à Viseu et Aveiro au nord du pays, et à Madère où la Jeunesse socialiste a même suspendu. « Comment le même candidat à la présidence peut-il à la fois défendre les intérêts des travailleurs et ceux des capitalistes ? » ont demandé des sympathisants de Viseu. Et il est

certain que beaucoup d'électeurs ont voté, contre les consignes de leur parti, pour le commandant Otelo de Carvalho ou pour l'amiral Pinheiro de Azevedo.

L'approche du pouvoir contribue sans doute à renforcer plus qu'à mettre en péril l'unité de la formation de M. Soares. Les éléments progressistes sont convaincus qu'une scission au sein du P.S. les laisserait en mauvaise position, minoritaires et sans possibilité d'alliance à gauche.

Dans les zones où les socialistes, fante d'adversaires communistes, se situent très à gauche — ce qui est le cas des districts périphériques et insulaires — les militants ne peuvent qu'attendre avec angoisse les mesures que va devoir prendre le P.S. Car les restrictions et les hausses de prix et d'impôts annoncées le 7 juillet dernier ne sont à l'évidence qu'un préambule. D'autres suivront. M. Almeida E Costa, premier ministre par intérim, M. Soares lui-même a d'ailleurs parti annoncé des mesures qui seront forcément mal reçues dans les milieux populaires où le P.S. est implanté : en particulier une législation facilitant les licenciements, et l'indemnisation des victimes d'expropriations.

Les dirigeants du parti socialiste arborent un air tranquille. « Notre division, tout le monde la sent, en particulier ceux qui comme le P.P.D. ou le P.C. sont bien plus démunis que nous », nous déclare M. Jorge Campino, ministre du commerce extérieur du sixième gouvernement. Mais tous ceux qui ont une responsabilité au parti gardent la tête froide, sans méconnaître le danger qui résulterait pour la démocratie portugaise d'une division même apparente du P.S.

Tout compte fait, l'unité du P.S. ne paraît pas en danger à court terme, même si des « sensibilités » différentes, selon le mot de M. Soares, s'y expriment. Mais cette unité même sera-t-elle suffisante pour résoudre les deux plus graves problèmes qui se posent aujourd'hui au pays : la crise économique et le retour en force de la droite ? Il faut bien, en effet, constater que cette dernière a littéralement investi Lisbonne ces derniers temps, se montrant partout, exerçant dans de nombreux journaux — où il est devenu de bon ton de traiter dans la boue les principaux acteurs du 25 avril — et figurant en bonne place dans les librairies — où trois des best-sellers du moment traitent des « nostalgiques de l'ancien ordre ».

JEAN-PIERRE CLERC.

Espagne

Les dirigeants de l'opposition démocratique posent nettement les conditions du dialogue avec le gouvernement

Cinq mille personnes ont manifesté dimanche 25 juillet dans le centre de Saint-Jacques-de-Compostelle pendant la visite du roi Juan Carlos. La police a dispersé les manifestants qui réclamaient l'amnistie pour tous. Il y a eu une trentaine d'arrestations.

C'est le 30 juillet que le roi proclamerait

De notre correspondant

Le gouvernement a annoncé le 23 juillet qu'il présentera au roi la proposition d'amnistie vendredi prochain 30 juillet. Le gouvernement a affirmé qu'il ne fera plus état de ce que cela ne coïncide pas avec la Saint-Jacques, l'occasion de laquelle le général Franco avait l'habitude d'accorder des remises de peine à tous les condamnés. Pour le Castille, il n'y avait pas de prisonniers politiques, mais seulement des délinquants. Or, cette année, l'amnistie s'appliquera exclusivement aux prisonniers politiques.

Un texte positif

A Madrid, trente-deux personnalités démocrates ont publié le 24 juillet un document qui donne les bases et les conditions du dialogue entre l'opposition et le gouvernement. Le texte, ouvert et positif, tranche avec celui publié il y a quelques jours par la Coordination démocratique. Le document est signé par des libéraux, des démocrates chrétiens et des socialistes-démocrates, qui n'appartiennent pas à la Coordination démocratique, ainsi que par les dirigeants des grands partis membres de celle-ci, comme MM. Joaquín Ruiz-Giménez (Gauche démocratique), Enrique Barón (Fédération des partis socialistes), Felipe González (Parti socialiste ouvrier espagnol), Enrique Tierno Galván (parti socialiste populaire) et Manuel Aznar (parti communiste espagnol). Des partis membres de la Coordination démocratique sont absents ceux qui sont le plus à gauche, comme le Parti du travail et l'Organisation révolutionnaire des travailleurs, ainsi que le Groupe des démocrates indépendants que dirige M. Antonio García-Trerriano et Rafael Calvo Serer.

Le document des 32 rappelle que le gouvernement n'a pas été

désigné selon un procédé démocratique mais relève dans sa déclaration d'intention « l'emploi d'un langage différent de celui des autres formations politiques » par d'autres équipes ministérielles et le fait que « non seulement l'opposition n'est pas dissoute, mais qu'elle continue à exister avec elle ».

Les trente-deux signataires du texte affirment, d'autre part, que les graves problèmes économiques exigent une coopération politique pour créer les conditions indispensables au redressement économique ; « la participation de tous les Espagnols est nécessaire dans le cadre d'un processus constituant ».

Le document signale les points de nature à faciliter le dialogue entre le pouvoir et l'opposition : reconnaissance et garantie des libertés démocratiques ; accès de toutes les forces politiques aux moyens de communications (notamment la télévision) ; organisation de syndicats libres ; reconnaissance des différents peuples et des diverses régions qui forment l'Espagne ; organisation d'un processus électoral avec la participation de toutes les forces politiques et constitution d'un gouvernement largement représentatif dont l'objectif serait de garantir des élections générales « qui permettraient le passage pacifique à la démocratie au moyen d'un processus constituant ».

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

● RECTIFICATION. — L'accord de Vergara marqué par l'échec du général Franco n'a pas eu lieu en juillet 1976, ainsi que nous l'avons indiqué par erreur (le *Monde* du 23 juillet) mais le 31 août 1899 à la fin de la première guerre carliste commencée en 1833. Le 21 juillet 1876, les Cortes espagnoles approuveront la loi qui supprimait les « fueros », les droits particuliers des provinces basques.

Politique, économie

6

J.C. GUILLERAUD LES CONFETTIS DE L'EMPIRE

Djibouti, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Tahiti, Nouvelle-Calédonie, Guyane : la France, dernière puissance coloniale ?

Jean-Claude Guillebaud Les confettis de l'Empire

Djibouti, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Tahiti, Nouvelle-Calédonie, Guyane : la France, dernière puissance coloniale ?

Collection « Histoire immédiate dirigée par J. Lacouture 320 pages (12 cartes) 39 F.

SEUIL

GUNNAR MYRDAL LE DRAPEAU DE L'ASIE

Enquête sur la pauvreté des nations

Gunnar Myrdal Le drame de l'Asie

Une étude de la Fondation du X^e siècle condamnée par Seth S. King. Prix Nobel 1974, G. Myrdal prend le contre-pied des aspirations banales du sous-développement, en étudiant le cas particulièrement angoissant de l'Asie du Sud. Coll. Esprit dirigée par J.-M. Domenach 416 pages 52 F.

SEUIL

LA GUERILLA ECONOMIQUE

LES CONDITIONS DU DEVELOPPEMENT

François Partant La guérilla économique

Comment abattre les deux blocs qui s'opposent au développement non pas des états mais des peuples. Collection Economie & Société dirigée par E. Blanc 224 pages 35 F.

RAPPEL : Gérard Chailand Mythes révolutionnaires du tiers monde 272 pages 35 F.

SEUIL

Charles Levinson La démocratie industrielle

Pourquoi la démocratie s'arrête-t-elle à la porte des entreprises ? Les salariés seraient-ils incapables de participer aux décisions qui engagent leur avenir ?

Traduit de l'anglais par D. Bortin et D. Birckel. Collection Economie & Société dirigée par E. Blanc 304 pages 39 F.

SEUIL

Sociologie

7

Pierre Grémion Le pouvoir périphérique

Bureaucrates et notables dans le système politique français

Où comment leur jeu complexe apprivoise, grâce au mécanisme peu connu du pouvoir local, le jacobinisme parisien.

430 pages 53 F.

SEUIL

Science

8

Georges Menahem La science et le militaire

Comment, depuis que la seconde guerre mondiale s'est terminée à Hiroshima, l'armée a pris en main le développement scientifique, en France comme aux U.S.A.

Collection Science ouverte dirigée par J.-M. Levy-Leblond 320 pages 45 F.

RAPPEL : Benjamin Goriat Science, Technique et Capital 336 pages 39 F.

SEUIL

Demain : Grands débats

AFRIQUE

Algérie

Alger s'inquiète du resserrement des liens entre le Maroc et la Mauritanie

De notre correspondant

Alger. — Le président de la République populaire du Bénin, M. Mathias Kérékou, a déclaré, le 14 juillet, au cours d'une séance de vingt-quatre heures à Alger, rencontrer le premier ministre de la République arabe sahraouie démocratique, M. Amine Larzouk. Cet échange de vues aurait porté sur l'action diplomatique qui sera menée à propos du Sahara occidental lors de la prochaine conférence des pays non alignés, à Colombo (Sri Lanka). Le Bénin a déjà été à l'origine d'une résolution en faveur du retrait des troupes marocaines et mauritaniennes du Sahara occidental et de l'autodétermination du peuple sahraoui, qui a été présentée au cours de la conférence de l'O.U.A. à l'île Maurice.

Alger suit, d'autre part, avec beaucoup d'attention l'évolution des relations entre le Maroc et la Mauritanie. La dernière rencontre entre le président Moktar Ould Daddah et le roi Hassan II n'a pas été commentée officiellement, mais on déclare officiellement que les deux pays ont « en fait conclu un pacte d'agression contre le peuple sahraoui et la révolution algérienne ». Dans l'immédiat, on prévoit « une escalade de plusieurs degrés » dans la tension et on s'inquiète notamment des demandes réitérées de l'état-major de l'armée marocaine qui désire exercer « un droit de suite » contre les réfugiés sahraouis de Tindouf, en territoire algérien.

Les dirigeants de la R.A.S.D. assurent de leur côté que le quotidien *le Matin*, proche du palais royal, préconise un « véritable Anschluss marocain sur la Mauritanie » en proposant, en marge des entretiens Hassan II - Ould Daddah de « tout mettre en œuvre » pour que les biens, les idées et les hommes puissent circuler « dans les meilleures conditions entre les deux pays ». Ils ajoutent que l'action militaire menée par le Polisario sera intensifiée. (Interim.)

DIPLOMATIE

Libres opinions Le défi du Parlement européen

par FRANCIS DORÉ (*)

Il est non seulement légitime, mais opportun, de s'interroger sur les pouvoirs qui seront susceptibles d'être revendiqués par la nouvelle assemblée européenne dont on ne saurait méconnaître la force qu'elle tirera de son élection.

Nous comprenons donc fort bien les préoccupations qui animent M. Maurice Duverger (1). Il nous est cependant difficile de suivre l'éminent professeur dans la construction juridique qu'il estime utile de devoir nous proposer pour s'opposer en fait à la construction européenne.

De deux arguments complémentaires, M. Duverger tire une conclusion. Pour lui, les députés qu'il convient d'élire au Parlement européen ne doivent pas être considérés comme des députés européens, mais comme les représentants nationaux de chaque pays délégués dans une organisation internationale, possédant « un certain caractère de diplomates, parlant chacun au nom de son pays » ; la France étant une République indivisible, comme le dit l'article 2 de la Constitution, il lui apparaît alors que l'on ne saurait procéder à une élection au suffrage universel que dans le cadre d'une circonscription nationale unique, sauf à porter atteinte à cette indivisibilité.

Il ressort de ces considérations que seule la représentation proportionnelle sera évidemment praticable au niveau national. De la sorte, on est à peu près sûr d'empêcher la formation de majorité homogène au sein du Parlement européen, et par conséquent la manifestation d'une volonté quelconque susceptible de modifier utilement l'équilibre établi par le traité de Rome. Pour faire bonne mesure, il est enfin suggéré d'organiser « une révocation des représentants français au cas où ceux-ci voteraient des dispositions contraires aux principes de la Communauté ». Premières et conclusions adoptées, nos préoccupations sur l'avenir du Parlement européen n'ont plus qu'à disparaître. Le tour est joué : l'Europe est dans la poche et pourrait bien ainsi ne plus en sortir.

Mais revenons au traité de Rome. Son article 137 dit que l'Assemblée parlementaire est composée « de représentants des peuples des Etats réunis dans la Communauté », ce qui veut clairement dire que le fait qu'ils sont, aujourd'hui, nommés par les Parlements nationaux et, demain, au suffrage universel ne constitue en soi qu'une modalité de désignation et qu'une fois désignés ils sont indifféremment, tout au moins sur le plan juridique, les représentants des peuples des Etats membres. Que signifierait autrement les clauses qui prévoient l'adoption de décisions à des majorités numériques qualifiées et les représentants des Etats constituant des délégations nationales distinctes ? Prenant acte des dispositions du traité de Rome, les députés au Parlement européen ne se sont-ils pas regroupés depuis plusieurs années en formations politiques constituées selon leurs affinités idéologiques qu'elles soient leur nationalité d'origine ? Considérer les députés européens comme des députés nationaux délégués dans une organisation internationale, européenne en l'occurrence, va donc aujourd'hui à l'encontre des textes et de la pratique communautaire, et constituerait demain une régression considérable sur le droit acquis : ce serait un mauvais coup porté à l'Europe.

Nous voyons mal, par ailleurs, comment la professeur Duverger peut écrire que l'indivisibilité de la République va nécessairement empêcher l'établissement d'une circonscription électorale nationale unique alors même qu'il nous a expliqué à d'autres moments que, dans la conception de la souveraineté nationale, « chaque député ne représente pas ses électeurs et sa circonscription, mais [que] l'ensemble des députés représente l'ensemble de la nation » (2) ; et l'on sait bien que les députés d'Alsace-Lorraine avaient, comme leurs collègues, continué de représenter la France au Parlement national après la guerre de 1870. A supposer même qu'il s'agisse de désigner une délégation nationale française à une institution internationale, on ne voit pas en quoi l'indivisibilité de la République serait affectée par l'existence de circonscriptions intérieures multiples pour servir de cadres électoraux aux mécanismes de cette désignation, alors que de tels cadres existent aussi bien pour les élections nationales sans lui porter atteinte. A moins qu'on ne veuille délibérément faire naître des arguments juridiques, les profits de l'indifférence et du détachement. Est-ce là l'Europe des peuples ?

Il importe que le Parlement français puisse se prononcer librement sur la procédure qui lui paraîtra la meilleure, en échappant dans toute la mesure du possible aux finalités souvent étranges et étrangères d'un juridisme trop habile. Et c'est, enfin, dès aujourd'hui qu'il faut songer, certes, aux pouvoirs du futur Parlement, non pas en supprimant le problème, mais en l'affrontant ouvertement dans un véritable débat national auquel devraient participer chez nous tous ceux qui se soucient de l'indépendance de la France et de l'indépendance de l'Europe ; ce problème doit être évidemment abordé et traité en liaison permanente avec nos partenaires, les Parlements nationaux et le Parlement européen lui-même, étant entendu que rien ne saurait être modifié aux traités qui nous lient sans un consentement unanime. Les peuples n'ont jamais rien gagné à écarter les défis qui se sont présentés à eux au cours de leur histoire : leur progrès est, au contraire, lié aux réponses qu'ils ont su leur donner.

(*) Secrétaire national des républicains indépendants chargé des affaires européennes.

(1) *Le Monde* du 20 juillet.
(2) Maurice Duverger, *Institut politique et droit constitutionnel*, PUF, 1974, page 102.

Ethiopie

Deux officiers auraient été « exécutés » par leurs troupes pour complot

Le gouvernement militaire éthiopien a annoncé, dimanche 25 juillet, l'échec d'une deuxième tentative de soulèvement en moins de deux semaines. Selon le conseil militaire, le lieutenant-colonel Berhanu Talle, commandant du 26^e bataillon de la première division, à Assal, sur la mer Rouge, et un de ses subordonnés, le lieutenant Hailé Mariam Hassan, ont tenté de soulever cette unité contre le régime mais ont été exécutés par leurs troupes demeurées loyales.

Selon un communiqué, les deux officiers étaient impliqués dans le complot ourdi par le général Gétachew Nadesu, administrateur de la loi martiale en Erythrée, qui a été tué en résistant aux militaires quelques jours après que le gouvernement ait annoncé, le 13 juillet, l'arrestation d'une première tentative de soulèvement et l'exécution de dix-huit personnes. Le lieutenant-colonel a aussi été passé réactionnaire, il a recherché le pouvoir pour lui-même et a attendu le moment favorable pour trahir la révolution », précise le texte.

Par ailleurs, les condamnations à mort d'un fonctionnaire du ministère du commerce et de l'industrie et d'un commerçant pour

« sabotage économique » ont été confirmées par le général Teferi Bante, chef de l'Etat éthiopien. Dans les milieux diplomatiques d'Addis-Abeba, on confirme la disparition, signalée le 25 juillet par l'hebdomadaire britannique *Sunday Times*, de son envoyé spécial en Ethiopie, Jon Swain. Il faisait un reportage sur les milices paysannes levées par le gouvernement contre les rebelles d'Erythrée. Jon Swain, ancien collaborateur de l'agence France-Presse, a été désigné « journaliste de l'année » en 1975, en Grande-Bretagne, pour ses reportages sur la chute de Phnom-Penh. Il est le huitième ressortissant britannique porté disparu en Ethiopie depuis six mois.

● A SANAA, M. Tasew Desta, ambassadeur d'Ethiopie en République arabe du Nord-Yémen, ancien commandant de la marine éthiopienne, a demandé l'asile politique aux autorités. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

Ouganda

LE PRÉSIDENT AMIN MENACE LE KENYA D'UNE « ACTION DÉSPÉRÉE »

Le président Idi Amin, cité par la radio de Kampala, a déclaré, dimanche 25 juillet, que « son pays n'a plus que pour cinq jours de réserve de pétrole et d'essence, en limitant l'approvisionnement aux services essentiels ». Dans une télégramme adressé à MM. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, et William Eteki, secrétaire général de l'O.U.A., il indique que l'Ouganda pourrait être contraint à « une action désespérée » contre le Kenya si celui-ci ne lève pas son blocus pétrolier.

La radio ougandaise avait fait état, samedi 24 juillet, d'une pénurie de carburants qui a des effets sur les transports aériens et sur la production d'électricité. Elle avait démenti que des unités de l'armée se soient mutinées, comme l'affirment des journaux kenyans.

● A NAIROBI, le gouvernement ougandais a appelé ses ressortissants vivant encore en Ouganda à évacuer le pays « sans attendre d'être massacrés ». Selon le quotidien *Nation* du 24 juillet, un millier de Kenyans, harcelés par des militaires ougandais, s'efforcent de regagner à pied leur pays. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Angola

● LE FRONT NATIONAL DE LIBÉRATION DE L'ANGOLA (F.N.L.A.) assure, dans un communiqué, que ses guérilleros se sont emparés, le 18 juillet dernier, des localités de Lucunga et Toto, dans le nord du pays, et que les « forces d'occupation cubaines » ont eu quarante et un tués. — (A.F.P.)

Chine

● LES FONCTIONS DE M. WU TSIEN, Vice-président de l'Assemblée nationale, membre du bureau politique du P.C. et président du comité révolutionnaire de Pékin, M. Wu Tsi, qui est âgé de soixante-deux ans, assume de fait les fonctions protocolaires qui étaient exercées par l'ancien président de l'Assemblée, le maréchal Chu Teh, décédé le 6 juillet. Il a reçu, samedi 24 juillet, les lettres de créances des ambassadeurs de Guinée et d'Inde. — (A.F.P.)

● M. HSU CHIN-CHIANG, MINISTRE DE L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE, est décédé le 21 juillet, à l'âge de soixante et un ans, a annoncé dimanche 25 juillet Chine nouvelle. M. Hsu s'occupait depuis 1956 de questions énergétiques avant de devenir ministre de l'Industrie charbonnière, en janvier 1975. — (A.F.P.)

Corée du Nord

● LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DE CORÉE a rejeté, dimanche 25 juillet, la proposition de M. Kissinger d'une convocation d'une conférence quadripartite en vue de régler le problème coréen (*le Monde* du 24 juillet). L'observateur permanent de la R.P.D.C. auprès des Nations unies a qualifié cette proposition de « tentative de perpétuer le statu quo et de maintenir la présence des troupes étrangères en Corée du Sud ». — (Tass.)

Côte-d'Ivoire

● M. NORBERT SEGARD, MINISTRE FRANÇAIS DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, est attendu mercredi 28 juillet à Abidjan, où il examinera avec son homologue ivoirien les problèmes d'assistance technique, de formation professionnelle et d'industrialisation des postes et télécommunications en Côte-d'Ivoire. — (Reuter.)

Etats-Unis

● TROIS CUBAINS ANTI-CASTRISTES ont été arrêtés

samedi 24 juillet, à New-York, alors qu'ils se préparaient à mettre à feu un engin explosif à l'entrée d'un théâtre où devait se tenir une réunion de partisans de M. Fidel Castro. — (A.F.P.)

Indonésie

● LA SITUATION DES PRISONNIERS POLITIQUES. Amnesty internationale a protesté, dimanche 25 juillet, à Londres, contre l'envoi par les autorités de plus de mille prisonniers politiques supplémentaires dans l'île de Buru. L'organisation affirme que dix mille prisonniers s'y trouvent déjà. Ils ont été déportés entre 1968 et 1971. La plupart des détenus n'ont jamais été jugés. En raison de l'éloignement de l'île, située à plus de 2 000 kilomètres de Djakarta, toute communication est impossible entre les prisonniers et leurs familles. L'organisation assure qu'il y a cent cinquante-cinq mille et cent mille détenus politiques dans le pays. — (A.F.P.)

Philippines

● LE PRÉSIDENT MARCOS A ANNONCE, dimanche 26 juillet, que les personnes coupables d'incitation à la rébellion ou à la sédition encourraient désormais des peines allant jusqu'à vingt ans de prison. D'autre part, le ministre de la Justice a déclaré qu'il allait « rappeler à la discipline » certains prêtres « coupables » d'avoir dénoncé en chaire la loi martiale. L'archevêque de Manille, le cardinal Jaime Sin, a répondu que les prêtres continueraient de dénoncer toutes les injustices. Une enquête publiée dimanche par la Croix-Rouge à Manille, mentionne des cas de tortures dans les prisons. — (A.F.P., A.P.)

Rhodésie

● UNE VINGTAINNE DE PARLEMENTAIRES DU FRONT RHODESIEN, parti de M. Ian Smith, se sont concentrés récemment et sont « décidés à évincer le premier ministre et à imposer en Rhodésie un système d'apartheid » analogue à celui de l'Afrique du Sud, écrit dimanche 25 juillet le *Sunday Mail* de Salisbury. — (Reuter, A.P.)


L'OPPOSITION DÉNONCE BOUMEDIENE

dans le No 82 d'*Africa*, la grande revue indépendante d'Afrique noire, où elle est entièrement faite (c'est mieux pour bien en parler). Rens. écrire BP. 1826 Dakar.

REGARDEZ CE QUI SE PASSE SI TOUT LE MONDE PART EN VACANCES A LA MEME HEURE AU MEME MOMENT.

Cette année vous aurez les moyens de ne pas partir à la même heure que les autres.

Une enquête menée auprès de 80.000 personnes vous indique précisément, pour les 30, 31 juillet, 1^{er} et 2^e Août, les heures de pointe où vous risquez les bouchons.



Elle vous donne aussi les heures encore libres.

La bonne heure de départ, c'est l'heure H.

Vous la trouverez dans ce même numéro.

HEURE H.

La meilleure heure de départ en fonction de votre région.

هكزام الأول

RELIGION

LA « SUSPENSE A DIVINIS » DE Mgr LEFEBVRE

Le supérieur du séminaire d'Ecône est désormais privé de toutes ses fonctions sacerdotales

Le pape Paul VI a suspendu « a divinis » Mgr Marcel Lefebvre, supérieur du séminaire traditionaliste d'Ecône (Suisse), a-t-on appris samedi 24 juillet. Cette sanction est la plus grave qui puisse être prise contre un ecclésiastique sans l'exclure de l'Eglise. Un communiqué, publié ce même jour au Vatican, qualifie de « douloureuse » la mesure de suspension prise à l'encontre de l'ex-archevêque de Tulle, et précise qu'elle est la conséquence de son « attitude consciente de se placer en opposition au pape et à l'Eglise ».

Suspendu de toutes ses fonctions sacerdotales, le prélat ne peut plus désormais célébrer la messe, ni administrer les sacrements, ni prêcher. Selon le droit canonique, seul le souverain pontife peut révoquer cette sanction, contre laquelle l'intéressé ne dispose d'aucune possibilité d'appel.

UNE LONGUE OPPOSITION

En 1962 déjà, le départ de Mgr Lefebvre, dont il était archevêque, de Mgr Lefebvre, n'avait surpris personne : les positions du prélat avaient plus d'une fois heurté le socialisme muraliste des dirigeants du Sémaphore de l'époque. A peine nommé évêque de Tulle, le prélat avait, en 1962, avec le journal la Croix, une polémique au sujet de la cité catholique et de son organe Verbe.

En 1963, Mgr Lefebvre se prononce en faveur du maintien de la soutane en France, estimant que « cette disparition de tout témoignage par le costume apparaît clairement comme un manque de foi dans le sacerdoce, une méconnaissance du sens religieux du vêtement et du surplis une décadence, une marque de décadence dans les convictions ».

En 1968, Mgr Lefebvre recommande une brochure intitulée *Vade mecum du catholique fidèle*, qui insistait sur la nécessité de célébrer en latin la messe et qualifiait de « moyens démocratiques » les sessions de recyclage destinées aux fidèles. Le Vatican s'était ému au début de l'année 1974 des activités de la congrégation « Fraternité sacerdotale de Saint Pie X », fondée et dirigée par Mgr Lefebvre, et de son émanation, le séminaire d'Ecône, connu pour ses tendances traditionalistes.

Au terme d'une longue enquête ordonnée par le Vatican, Mgr Lefebvre est convoqué à Rome le 24 janvier 1975 ; il y rencontrera à plusieurs reprises la commission cardinaline. Le 9 mai 1975, Mgr Lefebvre, évêque de Tulle, Mgr Mamie, évêque de Fribourg, Lausanne et Genève, retire l'opposition canonique à la congrégation fondée par Mgr Lefebvre.

La congrégation romaine pour les évêques, qui a fait connaître à Mgr Lefebvre sa « suspension a divinis », l'avait invité, au début du mois de juillet, à revenir sur son attitude intransigeante. Un délai de dix jours était accordé au prélat, qui, selon le Vatican, n'a durant cette période « adressé au Saint-Père qu'une seule lettre qui, loin de donner un signe ou tout au moins quelque espoir de repentir, a constitué une attitude renouvelée de défi ».

La mesure qui frappe aujourd'hui Mgr Lefebvre, traditionaliste de longue date, apparaît comme la suite logique de la longue série de mises en garde et de condamnations adressées au prélat depuis qu'il avait entamé son combat contre l'Eglise issue du concile Vatican II et les réformes qui l'avaient suivie, notamment le nouveau rite de célébration de la messe.

LA FAIBLE

« Le schisme, quel schisme ? », a déclaré à la télévision Mgr Ducaud-Bourget, « curé de la paroisse » des traditionalistes de Paris, qui se retrouvent tous les dimanches dans la salle Wagram, pour entendre la messe en latin, selon le rite prescrit de Pie V. Ce prêtre irréductible de 62 ans, qui commentait ainsi la sanction qui vient de frapper Mgr Lefebvre, « Le schisme, c'est le concile : ce sont ceux qui ont quitté l'Eglise, pas nous ».

L'argument est classique. La désobéissance à un ordre jugé illégitime devient obéissance à Dieu. « En refusant le nouvel Ordo mis imposé par les évêques, nous ne désobéissons pas, disent Mgr Lefebvre et ses fidèles. Nous nous soumettons simplement à l'ordre de Dieu, à l'ordre de la messe, à l'ordre de la messe, à l'ordre de la messe... ».

Si le raisonnement peut impressionner au premier abord — car il est indéniable que nul n'a le droit d'obéir à un ordre illégitime ou immoral, fût-il donné par le pape — la faiblesse apparaît aussitôt. Dans une affaire de discipline et de législation ecclésiastique, telle que la forme canonique de la liturgie de l'Eglise, la légitimité de l'ordre prend son origine dans l'autorité du pape. Or, l'autorité de Pie V contre celle de Paul VI n'a aucun sens, puisque les contradictions dans l'enseignement non doctrinal de la papauté à travers l'histoire sont manifestes.

Mgr Ducaud-Bourget, l'un des plus reconnus impitoyables lors d'un dit : « Il ne reste à Mgr Lefebvre que de faire appel à Rome. Or comment faire appel à celui qui est en même temps

La mort du cardinal Doepfner

Le cardinal Julius Doepfner, archevêque de Munich et président de la conférence épiscopale d'Allemagne fédérale, est décédé, le 24 juillet, à Munich, d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-trois ans. (Notre dernière édition datée 25-26 juillet.) Avec lui disparaît le chef incontesté de l'Eglise en Allemagne de l'Ouest et un des artisans du concile Vatican II qui a façonné le nouveau visage du catholicisme.

Le chef incontesté de l'Eglise allemande

Ce solide fils de paysans bavarois était un enthousiaste de l'écologie. Il atteignit le sommet du mont Cervin dans les Alpes suisses (4800) à l'âge de cinquante-deux ans. Sa ténacité et son courage lui ont également servi dans son ascension au sommet de la hiérarchie catholique pour faire face à des obstacles de toute nature : politiques, religieux, humains — dans une Eglise durablement ébranlée par le nazisme, puis ébranlée par la tempête déchaînée par le Vatican II.

Nommé évêque de Berlin en 1958 par Pie XII, qui le créa cardinal, Mgr Doepfner s'est aussitôt signalé par une prise de position claire et courageuse sur le problème passionnant des relations germano-polonaises. Marquant ses distances avec le chancelier Adenauer, qui avait souhaité que « la Prusse-Orientale recouvre sa liberté », le cardinal avait lancé un appel au peuple allemand pour qu'il renonce à la vengeance et à la violence, en acceptant « les sacrifices nécessaires », car la communauté des peuples et des thèses est « plus importante que les questions de frontières ».

S'il devait considérer comme « positives » les nominations par le Vatican en 1973 de trois administrateurs apostoliques dans les portions des diocèses allemands situées en République démocratique, consacrant ainsi la division de l'Eglise catholique allemande, le cardinal Doepfner a toujours mené une vigoureuse campagne en faveur de la liberté religieuse en Allemagne de l'Est. Il a également publié plusieurs mises en garde contre la propagation du parti nationaliste d'extrême droite, le N.P.D., faisant remarquer qu'« une fois de plus la réaction a été trop faible » — allusion à l'attitude de l'Eglise face au nazisme.

Un lion en caoutchouc

Mais il fut lui-même critiqué très sévèrement en 1969, tant par la presse allemande que par certains milieux du Vatican, quand il nomma évêque auxiliaire de Munich son ami Matthias Dreyer. Celui-ci, capitaine à la Wehrmacht pendant la deuxième guerre mondiale, avait été jugé responsable de l'exécution de dix-sept otages dans le village italien de Flieders (Abruzzes). On reprochait à l'archevêque de Munich moins sa solidarité avec l'ancien capitaine que son silence sur le passé trouble de son collaborateur, tant à Munich qu'à Rome.

Sur le plan doctrinal, le cardinal Doepfner était placé, dès le concile, à la tête de l'alle ouverte de l'Eglise allemande. Un des quatre « médiateurs » au concile, puis en tant que membre des différents synodes romains, du synode d'évêques européens à Cologne (Suisse) et, finalement, enfin, du synode national allemand, il a toujours soutenu les tendances

● RECTIFICATIF. — Dans l'article de Bruno Strappat consacré à l'homme au psychologue genevois Jean Piaget (*Le Monde* daté 25-26 juillet), le sens d'une phrase a été inversé. Au lieu de « un jeune enfant n'admettra pas qu'un carré qui lui est présenté sur la pointe n'est pas un carré », il fallait lire : « n'admettra pas qu'un carré qui lui est présenté sur la pointe est un carré ». Cet exemple illustre la force des « pseudo-nécessités » à l'œuvre, selon Piaget, dans l'esprit des enfants comme dans le développement des connaissances scientifiques.

POINT DE VUE

QUE l'Eglise soit aujourd'hui au bord du schisme, il est difficile de le contester. Qu'il soit encore temps de l'éviter, nous le croyons. Mais il est alors urgent d'agir et de penser clairement.

Or la question est loin d'être claire, d'un côté tout au moins. On nous dit qu'il s'agit d'accepter ou de « refuser le concile » selon les termes de la déclaration du cardinal Marty au sujet de Mgr Lefebvre (*le Monde* du 17 juillet).

De ce côté, la chose est nette : c'est la refus. Refus de la nouvelle liturgie. Refus du concile. Refus des avertissements et de la condamnation du pape. Ce refus conduira-t-il au schisme ? Souhaitons de tout cœur que la sagesse finalement l'emporte. Mais, sur ce point, le problème nous dépasse.

En revanche, il est une question qui doit être posée en toute clarté comme en toute objectivité. Ce schisme des « traditionalistes » se serait-il produit... n'aurait-il été provoqué par un autre latent, insidieux, mais profond, qui s'est peu à peu glissé dans l'Eglise, non plus contre le concile, mais sous couvert du concile ? D'un côté, on a dressé un mur, parce que, de l'autre, on va à la dérive.

La grande masse des fidèles qui avaient très sincèrement accepté le concile, et salué avec joie le renouveau qu'il promettait, se demandent, ce renouveau n'est pas trahi par tant de nouveautés, si la nouvelle Pentecôte ne fait pas surgir une nouvelle Babel. Ils souhaitent connaître ce qu'ils doivent encore croire. Ils souhaitent savoir, en bref, ce qu'est le concile et ce qu'on lui fait dire.

Quand le Centre national de pastorale liturgique s'efforce d'introduire la « créativité » dans la liturgie, va-t-il dans le sens ou à contre-sens du concile ? Quand il suggère : « 1) La créativité d'invention... par exemple, on projette des diapositives pendant une célébration » (ce mot remplace le mot de « messe ou d'eucharistie ») ou bien « on chante une chanson tout à fait profane... » 2) La créativité d'innovation : la modification des « fondements mêmes » dans un domaine donné. On bouleverse l'ordre, — le Centre en question, très officiel, répète-t-il, prolonge-t-il ou trahit-il le concile.

L'Eglise au bord du schisme

par ANDRÉ PIETTRE (*)

N'est-ce pas le pape qui a déclaré le 24 mai, après son administration à Mgr Lefebvre : « Avec la même fermeté, nous devons dire que nous n'admettons pas l'attitude de ceux qui se croient autorisés à créer leur propre liturgie » ?

Quand un aumônier national de la JOC procède — en présence de deux évêques, de diverses personnalités dont M. Séguin, — à une « célébration-messe » — en suite et sans autres ornements, sur une simple table recouverte d'une nappe orange, avec quelques fleurs, un calice et des corbeilles remplies de petits morceaux de pain — et que cette célébration prend la forme d'un dialogue avec l'assemblée, au milieu duquel est intercalée la prière eucharistique — cet aumônier, officiellement nommé par les autorités religieuses, est-il en accord ou en désaccord avec le concile ? Et l'on ne parle pas du nouvel Evangile l'entendant celui de Marx et de la lutte des classes, qui, d'un bout à l'autre, animé — chants, paroles, gestes — cette manifestation.

Ces faits sont loin d'être isolés. Quand on sait qu'il existe à la disposition du clergé français cinq recueils de « célébration » différents rédigés par des clercs, qu'ils totalisent 105 (cent trois) canons tous différents, sauf sur deux points : qu'aucun ne parle de sacrifice mais de repas et de repas de fête, et que les mots de « péché » et de « péché » n'y figurent qu'à de rares exceptions : quand les prières consécutoires se trouvent tronquées ou englobées dans un contexte qui — selon les termes de l'un de ces recueils — « franchit le seuil des conventions et des langages autorisés » — applique-t-on Vatican II ou prépare-t-on Vatican III ?

Par-delà les rites et les adaptations, n'est-ce pas la signification même de l'Eucharistie qui se trouve remise en cause ? Et ne faut-il pas reconnaître qu'en de telles « célébrations », et la messe de Paul VI, il y a une distance infiniment plus grave qu'entre cette messe et celle de Pie V ?

Allons plus loin. Quand des théologiens parlent gravement de la « mort de Dieu », quand ils jettent la suspicion sur la résurrection du Christ, quand ils laissent planer une certaine équivoque sur sa divinité, quand ils nient l'immortalité de l'âme comme une notion purement platonicienne, quand ils font peser sur la Vierge un silence indigne ; quand des aumôniers de lycées commencent par se déclarer « en recherche » devant des adolescents avides de certitudes ; quand on se garde d'apprendre aux enfants le Pater et la salutation angélique ; quand on déconseille aux mères de mettre un crocifixe dans la chambre de leurs enfants de crainte de les traumatiser, mais de le remplacer par une gravure de leur âge, par exemple celle d'un chien symbole de la fidélité (sic), tout cela est consigné dans certains livres imprimés, illustrés et fort bien présentés : est-ce obéir au concile ?

S'agit-il des sacrements ? L'incertitude n'est pas moindre. Quand certains prêtres conseillent de remettre le baptême à l'âge du « choix conscient », refusant de croire à la grâce du sacrement — quand incertains du mystère qu'ils célèbrent, ils refusent leur doute par une délinquance d'attitude, par la distribution égyptienne de l'Eucharistie par les laïcs, — quand les remplacent la confession individuelle par une cérémonie pénitentielle collective, tout l'effort bien avoué, séparé de l'autre, elle est infiniment comode — explicitent-ils ou réduisent-ils le concile ?

Allons plus loin encore. C'est l'essence même de toute vie religieuse, à savoir la liaison (religieuse), la relation de l'homme et de l'infini qui est remise en question. La se situe peut-être le schisme — qui dépasse tous les autres : pour les uns, la religion regarde d'abord vers l'en-dehors ; pour les autres (c'est sans doute la première fois dans l'histoire des religions) l'annonce du royaume concerne essentiellement cette terre.

Or, la terre du premier de tous les commandements ? Qu'a-t-on fait de la prière ? Est-ce du concile qu'est venu le mystérieux mot d'ordre qui a prescrit de nos églises l'attitude la plus intime et la plus humble de l'oraison, sous prétexte qu'elle était un héritage des souverains d'Orient, comme si David ne l'avait pas de longue date pratiquée, mais dont un clerc novateur m'a donné la clé : « L'agenouillement favorise la prière personnelle ».

(*) Membre de l'Institut.

Qu'a-t-on fait du sens du sacré ? La nécessaire et très souhaitable « ouverture au monde », demandée par le concile, exige-t-elle qu'on sacrifie le sens de Dieu au culte de l'homme ? Et cet homme même, comment le concevoir ? A la manière de la Bible ou à celle de Rousseau ? Y a-t-il encore un péché personnel, tout tout n'est-il plus que faute collective ?

Sous prétexte de prolonger le concile se développe une évolution socialiste qui en arrive à saper les bases de la foi chrétienne. Et l'on comprend mal, condamnant ceux qui fient la tradition, on laisse parler, écrire, agir, ceux qui la renient.

On ne conteste certes pas qu'il y ait eu, depuis Vatican II, d'excitantes nouveautés. On ne nie pas qu'il y ait eu et il y a de jeunes et ardentes ferveurs. Mais ont-elles, elles n'ont d'autre guide que leur propre ferveur ? En présence des immenses problèmes de notre temps, l'Eglise n'a-t-elle rien de mieux à faire qu'à se raidir ou à se perdre ?

Il ne s'agit pas d'accumuler les uns pour abroder les autres. Nous croyons qu'il y a d'un côté comme de l'autre d'immenses bonnes volontés, égarées par leur zèle.

Simple fidèle, nous demandons seulement d'y voir clair. Si l'on ne veut pas qu'éclate sur l'autre bord un schisme plus étendu et plus profond que celui qu'on redoute, alors l'heure est venue de sortir de l'alignement ou prudents ou complaisants. Les avertissements personnels ne suffisent plus. Il s'agit de stopper tout un courant de pensée, de pratiques, d'attitudes, qui, de créativité en créativité, finira par réduire la vie chrétienne en un spontanéisme anarchoïque.

Qu'on donne à l'Evangile de tous les temps le langage de notre temps si tant est qu'il éclaire mieux que d'autres d'incompréhensibles mystères ; qu'on danse devant l'Arche si dans ce n'est prière mais, de grâce, qu'on nous dise ce qu'il y a dans l'Arche (et la danse en sera probablement changée...) ; qu'on nous indique clairement : « Voilà ce que, toujours, vous devez croire » ; voilà, au-delà de toute recherche, l'immuable message de la Voie, de la Vérité et de la Vie.

Après tout, Piaget, lui aussi, était « en recherche »...

(1) Du 17 juillet.

ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de cheveux châtains au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

DES SYMPTOMES

Si vous avez des pointes, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'une défiance du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale, elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

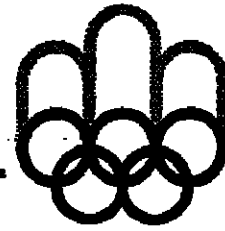
LA DIFFERENCE

possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES 4, rue de Castiglione Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84

LILLE : 18, rue Faidherbe. BORDEAUX : 34, place Gambetta. Tél. : 48-06-24. TOULOUSE : 42, rue de la Pomme. Tél. : 52-52-54.

TUNISIE CONTINUED

LES XVIII^{es}

Cris et chuchotements

De nos envoyés spéciaux

Avant de disputer les luttes homériques dont toutes les gazettes du monde rendent compte, les dieux du stade, dans l'intimité de la « chambre d'appel », n'ont pas tous la même âme. Vingt minutes les séparent de l'épreuve olympique. Déjà les cris de la multitude leur

parvenant par rafales les atteignent en plein cœur. Les glorieux, dans leur certitude organique, affectent une indifférence d'indomptables, mais beaucoup se troublent, se voyant en pensée livrés aux bêtes. C'est l'heure du vestiaire où ils confient leurs muscles cassants comme du verre pour un dernier massage, l'heure aussi où les rivalités, les ambitions, les angoisses s'épaississent dans l'âcre touffeur de l'embrocation.

Aut profils de loups, aux mines terreuses,

aux épidermes tendus sur la musculature, on pourrait désigner à l'instant les vainqueurs et les vaincus. Celui-ci, avec un orgueil de « prima donna », étouffe dans son enrouement de recordman. Celui-là rit nerveusement sans raison à la moindre remarque. Tous évitent de se regarder tandis que chacun, pour la centième fois, court en pensée son ultime ligne droite - qui s'empli de souffrance et de nuit - ou refait mentalement la même décompte de ses pas, ressentant d'imperceptibles élance-

DIEU EST PARTOUT

Montréal. — L'influence de la religion sur les Jeux n'est pas nouvelle. Dès l'époque classique, le sanctuaire d'Olympie était dominé par le culte de Zeus. Et si en l'an 399 de notre ère l'empereur Théodose supprime ces Jeux parce qu'il les trouve impies, leur renouveau en 1896 résulte d'un humanisme bourgeois pour lequel l'unité des hommes dans leur diversité sous-entend inévitablement l'existence de Dieu.

A Montréal, Dieu est partout. Sur les stades d'abord, où l'on ne compte plus les athlètes qui prient avant ou après une compétition. Le Mexicain Daniel Bautista passe-t-il en vainqueur la ligne d'arrivée du 200 mètres à la marche, il se met à genoux, et fait un signe de croix. Un boxeur thaïlandais gagne-t-il son combat, il s'incline longuement devant quelque Bouddha. Après avoir trusté les médailles d'or en natation, l'Américain John Naber n'a d'ailleurs pas caché : « Ma vie est entièrement dirigée pour être en règle avec Dieu. Si je me bats, ce n'est pas contre un adversaire, mais contre moi-même. » Et un autre athlète américain, Edwin Moses, vainqueur, dimanche, du 400 mètres haies, entraîné, il est vrai, par un pasteur, avoue : « La religion et la prière m'aident à me relaxer. C'est un besoin pour moi ; je ne saurais m'en passer. »

Ainsi se perpétue l'idée particulièrement ancrée dans l'Occident chrétien que Dieu aide l'homme à se surpasser. Au village olympique, sous le signe de l'écuménisme élargi, plusieurs prières reçoivent les athlètes dans un « salon de méditation » où vacille en permanence une flamme, symbole universel d'une présence divine. Là, prêtres catholiques, pasteurs anglicans, rabbins, pasteurs luthériens, chef de prière musulman et prêtre grec orthodoxe tentent de donner « dimension humaine » à ces Jeux. Mais c'est surtout aux portes des stades qu'est entreprise une

extraordinaire opération de relations publiques. La publicité pour une série de gadgets olympiques, qui vont des t-shirts aux tee-shirts, semble dérisoire à ses côtés. Ils sont apparemment des centaines de bénévoles à distribuer tracts, brochures et journaux.

Une vieille dame en chapeau donne ainsi un évangile selon saint Jean, « don de la ligue du testament de poche », pour que le lecteur en vienne à connaître le Seigneur et la vie, et à recevoir aussi la paix du cœur et la joie éternelle. La couverture de cet opuscule porte simplement les mentions : « Vingt et unièmes olympiades 1976, Montréal, Canada. » A la sortie du stade olympique, un jeune barbu distribue la fac-similé d'une lettre signée Jésus, qui se termine ainsi : « Je ne veux pas t'empêcher plus longtemps, tu es libre de me choisir. Cela doit être ta décision, moi je t'ai choisi et, pour cette raison, je t'attendrai parce que je t'aime. »

Quelques mètres plus loin, dans le sous-sol qui mène du stade au stade, il y a des dizaines à donner un document sur papier glacé portant l'estampille : « Programme aide olympique. » Si plusieurs pages sont consacrées à l'histoire des Jeux, les dernières le sont au prosélytisme chrétien. Un ancien lanceur de poids explique comment il a trouvé en Dieu la force de surmonter la déception de n'avoir pu concourir aux Jeux olympiques en raison d'une blessure. « Les meilleurs athlètes vont courir à Montréal, conclut le fascicule, la vie elle-même est une course qui peut être extraordinaire et qui permet à Dieu de venir avec toi. » Tout cela, sans parler d'un journal de la Canadian Bible Society, du rôle de Dieu dans la santé et des concours de chants religieux dans la rue. Grâce à ces « présences divines », ces Jeux païens, où règnent la discorde et l'argent, seront-ils sauvés ?

BRUNO DETHOMAS.

APRÈS L'EXCLUSION DE PRETORIA DE LA FÉDÉRATION DE L'ATHLÉTISME AMATEUR

Des responsables sportifs sud-africains mettent en cause la politique de M. Vorster

Correspondance

Le Cap. — La décision prise vendredi 23 juillet par la Fédération internationale de l'athlétisme amateur (F.I.A.A.) de prononcer l'exclusion de l'Afrique du Sud pour discrimination raciale dans le domaine du sport a provoqué de très vives réactions dans les milieux du sport sud-africain.

Une bonne partie de l'amertume est, en fait, dirigée contre le gouvernement de M. Vorster, qui interdit le sport « intégré » dans les clubs et dans les rencontres régionales. Certains éprouvent également du ressentiment à l'égard des États communistes et du tiers-monde qui ont provoqué le vote contre l'Afrique du Sud, feignant d'ignorer que ce sont les responsables sportifs sud-africains qui sont parvenus à briser une partie de l'« apartheid » dans le domaine du sport.

M. Lionel Murray, député chargé des questions sportives au Parti unifié (opposition), a instantanément demandé au gouvernement, samedi, de permettre aux responsables sportifs d'organiser les compétitions, tant nationales qu'internationales, comme ils l'entendent. « Il n'est pas bon, a-t-il dit, que des décisions prises par les représentants d'États étrangers au sein des organisations sportives internationales puissent avoir une motivation politique. Nos propres représentants ont été mis par le gouvernement dans le carcan de la politique, et ce sont nos sportifs qui en font les frais. »

John Van Reenan, l'ancien champion du monde au lancer du disque, prévoit la mort de l'athlétisme sud-africain si les responsables sportifs ne parvien-

nent pas à redonner confiance aux athlètes face à l'excommunication dont ils sont victimes. Il juge une telle évolution difficilement évitable.

Ewald Bonzet, champion sud-africain de demi-fond, déclare qu'il est désormais inutile que l'entraînement des athlètes sud-africains se poursuive. Le major Momborg, président de l'Association d'athlétisme amateur de la province occidentale, a exprimé son désespoir. Le major Dan Mathies, vice-président de l'Association d'athlétisme amateur du Natal, renchérit : « Je suis dégoûté. » Il a rappelé que trois rencontres multiraciales d'athlétisme ont eu lieu cette année à Durban, en plus du Marathon des camarades d'Afrique du Sud.

M. Dhanpal Naidoo, vice-président du Bureau d'athlétisme amateur sud-africain « non-racial », a déclaré, pour sa part, que la responsabilité de la situation actuelle incombait aux responsables du sport sud-africain rétrogrades. Il a rappelé qu'il y a quelques années, rencontré, en compagnie d'autres officiels « non-raciaux », le professeur James Bokha, président de l'Union sud-africaine de l'athlétisme amateur, et son état-major, mais que ceux-ci s'étaient refusés à envisager la création d'une administration unique et s'étaient retranchés derrière la politique du gouvernement.

Voir en page « Radio-Télévision » le programme de retransmission des compétitions par les chaînes françaises.

Heurs et malheurs des Américains

Montréal. — On attendait Wollhuter, ce fut Juntorena. Un long sprint sur deux tours de piste : voilà ce qu'est devenu le 800 mètres avec ce phénomène cubain. Certes, on prévoyait qu'il partirait sans se retourner, comme pour un 200 mètres, mais on se demandait comment le spécialiste du 400 mètres résisterait à Wollhuter, spécialiste du 1 600 mètres. Ronde folle : les deux hommes se suivent. L'Indien Singh, comme un lambeau, croit devoir le devancer aux 300 mètres (il finira avant-dernier). Le trio « grilles » la ligne des 400 mètres en 50 sec. 85/100. Mais le Cubain trouve le pas de second inconfortable. Il force sa foulée et passe en tête, suivi par le soubrette Américain qui lui rend la monnaie d'acier, qu'il quitte pour la Belgique. Un autochton et un tigre, c'est le tigre qui perd le souffle, qui ne peut même pas empêcher le longiligne Ivo Van Damme d'aller quérir pour la Belgique une médaille d'argent. Car la médaille d'or, c'est le bel Américain Juntorena qui s'en empare, en y ajoutant un record du monde en 1 min. 43 sec. 7/10 par l'Italien Marcello Fiascaro, le 27 juin 1973.

Le Cubain entre par la grande porte dans la légende olympique, et l'on comprend son émotion quand on y entend son hymne national saluer sa victoire. Quand on y pense ! C'est tout à fait par hasard qu'il s'est inscrit sur cette distance, comme pour voir ce dont il était capable. Sa course préliminaire, le 400 mètres, 40 sec. 7/10. En début de saison, afin d'augmenter sa résistance, il tente une expérience sur deux tours de piste. Il se sentait à l'aise sur 400 mètres à Formula et se surprend lui-même à le boucler en 1 min. 45 sec. 2/10. Le temps lui manque pour préparer le 800 mètres, qui le conduit à l'abandon. Mais quatre 800 mètres de toute sa vie. Et il gagne.

Dans le camp américain, c'est une nouvelle consternation. Les journaux new-yorkais ont parlé de désastre à l'occasion des deux premières journées. La troisième leur aura été plus favorable, mais

pas au point où ils l'espéraient. Et, déjà, les commentateurs vont bon train sur leurs méthodes de sélection. N'avaient-ils pas, avec Steve Williams et Albritton, le meilleur sprinter et le meilleur lanceur de poids au monde ? Ces deux athlètes sont restés aux États-Unis, pour avoir manqué les épreuves de sélection au mois de juin, à Eugene (Oregon), épreuves au terme desquelles on ne retient que les trois premiers dans chaque discipline.

Samedi 24 juillet, à Montréal, l'ombre de ces deux vedettes planait sur le stade. Au poids, personne pour venir inquiéter un Allemand d'Est et deux Soviétiques. Au 100 mètres, personne non plus dans les trois premiers. Un concours et une course qui furent longtemps un terrain réservé pour les Américains.

Fourtant, ne comptait-ils pas sur leur prodige de dix-neuf ans, le Noir Harvey Glance, pour reprendre au Soviétique Valeri Borzov l'un des titres les plus convoités aux Jeux olympiques, celui du 100 mètres ?

La défaite de Borzov

Les spécialistes pensent que Glance va briser en tête du départ jusqu'au fil. Ils ne voient guère à lui opposer que le vétéran soviétique, qui a semblé cacher savamment son jeu pendant les épreuves éliminatoires où, par trois fois, il terminera second, tout en donnant l'impression de mesurer ses efforts. Et c'est lui que l'on observe sur la ligne de départ, lui qui sautille de joie, comme à son habitude, mais, tandis que Glance reste assis sur son plot de départ, bras croisés, presque méditatif, Borzov s'est placé dans ses blocs de départ. Comme à son habitude, il a calé sa tête dans les épaules, à la manière d'un coureur cycliste. Les deux hommes ont été disposés côte à côte par le tirage au sort. Or, Borzov, le bassin renflé, les épaules à peine agitées, les genoux haut levés ; Glance, d'un style moins étudié et qui semble glisser sur la piste. Tous les deux ont été à l'arrêt aux 40 mètres, ont-ils vu

sur leur gauche, dans le couloir numéro un, que Crawford se détachait d'eux ? Que Don Quarrie allait le suivre ? Cinq secondes encore pour constater qu'un Trinidien et un Jamaïcain prenaient la première et la seconde place, ne leur laissant que la troisième et la quatrième.

Crawford, bien peu l'avaient mis dans le héros gagnant. Cet athlète de Trinidad n'avait inquiété l'entraîneur américain qu'une dizaine de jours avant l'ouverture des compétitions d'athlétisme, quand il l'avait vu courir à l'occasion d'un meeting pré-olympique. Dix secondes au chronométrage manuel (1) ? Walker s'était cassé le menton. « Il ira en finale et il faudra faire attention à lui. » Défaut d'attention, car Crawford, qui a obtenu un diplôme en science de l'université du Michigan, était entré aux États-Unis. Avisé, il avait seulement pris soin de n'y pas disputer de compétition.

Ainsi bousculés dans leurs fiefs — depuis quarante ans ils avaient toujours gagné au moins une médaille au poids quand ils ne prenaient pas les trois premières places — les Américains n'ont pas été fêtés avec plus d'enthousiasme leurs victoires du dimanche. D'abord Mowbray a justifié son titre de recordman du monde en lançant le disque plus loin que tout autre. Ensuite Moses a empêché que le doute subsiste quant à sa suprématie sur le 400 mètres haies, même en l'absence du célèbre vainqueur de Munich, l'Ougandais Akil Sui.

Edwin Moses est un athlète noir aussi naturellement doué que Juntorena, un être qui croit en Dieu et le dit. A le voir courir avec ses lunettes d'éclaircie maintenues par un fil on ne peut imaginer le formidable dynamisme qui habite. Conséquence, appliqué, cet étudiant en polytechnique de Dayton (Ohio) révolutionne la course de haies en parvenant à ne faire que deux foulées entre chaque obstacle. Quel exploit pouvait-il accomplir pour que l'ombre d'un coureur africain ne vienne pas ternir sa victoire ? Batire le record du monde que John Akil Sui détenait précisément depuis quatre

ans, depuis la course mémorable des Jeux olympiques de Munich. Ce qu'il fit, le descendant de 47 sec. 82/100 à 47 sec. 64/100. Exploit qui lui valut un tour d'honneur en compagnie de son compatriote Michael Shinn, délaissant de joie comme s'il avait obtenu la première place plutôt que la seconde.

La journée de dimanche ne s'est pas achevée sans une autre surprise : la championne olympique du 100 mètres féminin n'est ni l'Allemande de l'Est Renate Stecher — championne à Munich sur 100 mètres et 200 mètres — ni l'Allemande de l'Ouest Inge Heinen — recordwoman du monde, mais une autre Allemande de l'Ouest, Annegret Richter, qui est venue leur souffler la politesse sur le fil.

Des surprises, il y en aura encore sur cette piste ou tout va à grande allure. Rien que pour avoir le droit de participer à la finale, cinq athlètes ont couru plus vite, dans le 3 000 mètres steeple, que le vainqueur de Munich, c'est-à-dire qu'ils ont fait mieux que le record olympique du Kenyan Kipcho Keino. Et l'on comprend, dès lors, pourquoi le grand stade de Montréal ne désemplit pas et que ses tribunes d'acier pleines de spectateurs se remplissent de plus en plus.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Les records ou les temps qui comprennent des centièmes de seconde sont ceux du chronométrage électronique. Ceux qui sont assortis de dixièmes de seconde ont été pris au chronomètre manuel.

PREMIER CAS DE DOPAGE

Montréal (A.F.P.). — Un tirreur norvégien, Paul Cernit (soixante-cinq ans), a été disqualifié des Jeux olympiques pour dopage, a annoncé M. Alexandre de Mérode, président de la commission médicale du C.I.O. Des résidus d'amphétamines ont été décelés dans ses urines, analysées au laboratoire de contrôle, qui a ainsi signalé le premier cas positif des Jeux.

LES RÉSULTATS

Les résultats imprimés en caractères gras correspondent à des résultats décisifs (finale). Les trois premiers sont, respectivement, dans l'ordre de leur score : médaille d'or, médaille d'argent, médaille de bronze.

JAVELOT	
1. Fuchs Ruth (R.D.A.), 65,94 m.	2. Becker Marion (R.F.A.), 64,70 m.
3. Smith Karin (S.-U.), 62,94 m.	4. Hain Jacqueline (R.D.A.), 62,94 m.
5. Behroviak Sabine (R.D.A.), 62,94 m.	6. Smith Karin (S.-U.), 62,94 m.
7. Smith Karin (S.-U.), 62,94 m.	8. Smith Karin (S.-U.), 62,94 m.
Aviron	
HOMMES	
FINALES	
DOUBLE-SCULL	
1. Norvège (Frank - Alf Hansen), 7 min. 13 sec. 20.	2. Grande-Bretagne (Chris Bailles-Michael Eary), 7 min. 15 sec. 28.
3. R.D.A. (Ulrich - Schmidt-Jürgen Bortow), 7 min. 17 sec. 45.	4. R.F.A. (Peter - R.F.A.), 7 min. 17 sec. 45.
5. R.F.A. (Peter - R.F.A.), 7 min. 17 sec. 45.	6. France, 7 min. 30 sec. 18.
DEUX	
1. R.D.A. (Jörg - Bernd Landvoigt), 7 min. 30 sec. 31.	2. États-Unis (Olivier - Michael Staine), 7 min. 30 sec. 31.
3. R.D.A. (Jörg - Bernd Landvoigt), 7 min. 30 sec. 31.	4. R.D.A. (Jörg - Bernd Landvoigt), 7 min. 30 sec. 31.
QUATRE BARRE	
1. U.R.S.S. (Vladimir - Nikolai - Vladimir - Nikolai), 6 min. 40 sec. 22.	2. R.D.A. (Jörg - Bernd Landvoigt), 6 min. 40 sec. 22.
3. R.D.A. (Jörg - Bernd Landvoigt), 6 min. 40 sec. 22.	4. R.D.A. (Jörg - Bernd Landvoigt), 6 min. 40 sec. 22.
SKIIF	
1. Peritt Karsten (Fin.), 7 min. 20 sec. 03.	2. Peritt Karsten (Fin.), 7 min. 20 sec. 03.
3. Peritt Karsten (Fin.), 7 min. 20 sec. 03.	4. Peritt Karsten (Fin.), 7 min. 20 sec. 03.
DEUX BARRE	
1. Harald - Friedrich Ulrich (R.D.A.), 7 min. 30 sec. 03.	2. Harald - Friedrich Ulrich (R.D.A.), 7 min. 30 sec. 03.
3. Harald - Friedrich Ulrich (R.D.A.), 7 min. 30 sec. 03.	4. Harald - Friedrich Ulrich (R.D.A.), 7 min. 30 sec. 03.
QUATRE SANS BARREUR	
1. R.D.A. (Anke Borchmann - Jutta Lau - Viola Poley - Rosemarie Zobel), 3 min. 20 sec. 20.	2. U.R.S.S. (S.-U.), 3 min. 20 sec. 20.
3. U.R.S.S. (S.-U.), 3 min. 20 sec. 20.	4. U.R.S.S. (S.-U.), 3 min. 20 sec. 20.
Basket-ball	
MESSIEURS	
Groupes A - Canada, 82-54 ; U.R.S.S. b. Cuba, 86-73 ; Australie b. Japon, 117-79.	Groupes B - États-Unis b. Tchecoslovaquie, 81-76 ; Italie b. Porto-Rico, 85-81.
Les demi-finales le 26 juillet, la Canada s'est opposée aux États-Unis tandis que l'Union soviétique rencontrera la Yougoslavie.	
Cyclisme	
VITESSE	
Le Tchecoslovaque Anton Tkac a gagné la finale en battant le Français.	

هنا من الال



LES JEUX OLYMPIQUES (17 juillet - 1^{er} août)

ments dans ses ligaments tendus comme de la soie.

Les mécaniciens langues disent que c'est dans ces lieux que s'administrent les drogues mystérieuses et qu'on pourrait trouver des amoncelles suspectes sous les tables de massage. Mais, depuis le célèbre docteur Otto Peitzner, qui marchait à l'éther à l'époque de son record du monde du 1 500 mètres, en 1926, plus personne sur les stades — ou presque — n'oserait tâter de la pharmacopée — le contrôle

antidopage est là d'ailleurs pour interdire toute velléité.

Peu connus du public, interdits de séjour sur la piste du stade, éminences grises et souvent bêtes noires des équipes, les entraîneurs sont en cette minute les meilleurs redresseurs de courants. Souvent attachés à un seul pur-sang qu'ils courent de leurs attentions jalouses, ils incarnent les gardiens de la « forme », cette fée capricieuse qui oscille entre l'euphorie et l'inhibition. Ce sont ces sorciers qui détiennent

les secrets du record en même temps que des recettes psychiques plus cachées dont ils font bénéficier leurs poulains avant la montée en ligne.

Ainsi, sur le seuil olympique, la mécanique humaine s'élève ou accuse d'infinitésimales faiblesses.

« J'ai la vitesse en moi », a avoué un jour l'australien John Landy avant de prendre le départ du 1 500 mètres des Jeux de Melbourne, en 1956 — dont il était grand favori et où il fut

vaincu — « mais je ne sais plus l'exprimer ».

A présent, on appelle les concurrents en piste. Après la pénombre des vestiaires, les ténèbres du tunnel, le débouché hors du toril dans la rumeur de l'arène.

Breve et foudroyante mémorisation de la vitesse pure, longue épreuve de demi-fond où la tête court autant que les jambes : l'athlète clos dans une autre partie de lui-même va passer de la promiscuité à la solitude.

OLIVIER MERLIN.

NATATION

Montgomery (49" 99) : le premier homme à nager deux mètres à la seconde

Montréal. — Tout a été mené rondement pour la clôture des compétitions de natation. Samedi 24 et dimanche 25 juillet, huit records du monde ont été améliorés et la petite histoire retiendra qu'un sprinter a, pour la première fois, parcouru un 100 mètres en moins de 50 secondes.

L'Américain Jim Montgomery a le bon sens, il avait suffi d'un rien, d'une hésitation ou d'un bras nul tendu à l'arrivée pour que l'événement s'effritât. La natation soit remise à plus tard. Montgomery a d'ailleurs éclaté de rire quand il a pris connaissance de sa performance : 49 sec. 99/100. Il y avait bien sûr de la joie dans sa réaction mais aussi la parfaite compréhension du petit coup de pouce que le génie des piscines lui avait donné. Plus tard, reposé, il dira : « Je suppose qu'un nageur ayant de l'humour n'aurait pas voulu que le chronomètre choisisse un autre centième de seconde. Pour ce qui est de l'événement », il ne faut rien exagérer. Les records sont faits pour être battus et la progression n'a pas davantage de signification lorsque ce qu'on appelle un « cap » est franchi.

que le nageur le plus rapide du monde avance dans l'eau à la vitesse de 2 mètres par seconde, un peu plus vite même si l'on tient compte de ce centième en dessous des 50 secondes.

Encore que beaucoup doutaient que Montgomery soit capable d'accomplir « cet exploit », ce doit être lui ou personne à Montréal. Ce grand garçon (1,96 m, 88 kilos) exerce une domination sur le sprint comparable à celle de Spitz et aucun autre nageur de vitesse ne peut, pour l'instant, supporter la comparaison. Déjà, le 22 juillet, dans le relais 4 x 100 mètres, il avait accompli le dernier parcours en 49 sec. 57/100. Le bénéfice de la prise de relais à 50/100 lui avait permis d'approcher les 50 secondes en course individuelle. Samedi 24 juillet, en demi-finale, il battait une première fois le record du monde (50 sec. 39/100) contre 59 sec. 100/100. A l'entraînement, il lui fallait nager encore plus vite et c'est ce qu'il décida pour la finale. Dès les 50 mètres, on sut que les 50 secondes n'étaient pas loin. Le temps de Montgomery au virage (24 sec. 14/100), indiquait que le but serait atteint pour le 100 mètres.

La R.D.A. surprise dans le relais 4 x 100 mètres

Lorsque les participants de la dernière épreuve des Jeux de Montréal (le relais 4 x 100 mètres nage libre) furent appelés sur la plage de départ, tout laissait prévoir que les Etats-Unis et la R.D.A. seraient à égalité dans le décompte des médailles d'or. Les Etats-Unis s'étaient vus, en natation masculine, que le 200 mètres brasse (enlevé par le Britannique David Wilkie) et la R.D.A. s'étaient vus, en natation féminine, que le 200 mètres brasse. Pour la R.D.A., cette dernière course, le relais 4 x 100 mètres nage libre ne devait être qu'une formalité en raison de la force de son équipe de relais de loin supérieure à celle des Etats-Unis, et c'est sans doute par excès de confiance, par faute technique que la R.D.A. a perdu la grande joie d'ailleurs du public de la piscine olympique composée pour moitié de spectateurs américains et pour l'autre de canadiens.

Si l'on avait eu réellement peur, l'ordre de départ des relayeurs de la R.D.A. aurait été établi de telle sorte que les meilleurs d'entre elles, Kornelia Ender, assurée le dernier parcours pour éventuellement sauver une situation compromise. Or, dans le relais, c'est elle qui a été la plus lente. Elle n'a pas pu gagner la médaille d'or individuelle. La consolation arrivait au tout dernier moment.

VINGT-DEUX NOUVEAUX RECORDS DU MONDE

Les Etats-Unis chez les hommes, et la République démocratique allemande chez les dames ont dominé, comme prévu, les épreuves de natation. Ces deux nations viennent, en effet, nettement en tête pour la répartition des médailles.

Chez les hommes, les Etats-Unis ont gagné 27 médailles (12 en or, 10 en argent et 5 en bronze). Ils précèdent la Grande-Bretagne, avec 3 médailles (1-1-1). L'Union soviétique avec 4 médailles (0-3-1), le Canada (0-1-0), la République fédérale allemande (2 médailles de bronze), l'Australie et la R.D.A. (1 médaille de bronze).

Chez les dames, la R.D.A. a gagné 18 médailles (11 en or, 6 en argent et 1 en bronze) et précède les Etats-Unis avec 7 médailles (1-4-2), l'Union soviétique avec 5 médailles (1-2-2), le Canada avec 6 médailles (0-1-5) et les Pays-Bas (2 médailles de bronze).

Vingt-deux nouveaux records du monde ont, d'autre part, été établis à Montréal.

MESSIEURS	DAMES
100 mètres : Jim Montgomery (E.-U.), 49 sec. 99. Ancien record : 50 sec. 58, par lui-même.	100 mètres : Kornelia Ender (R.D.A.), 55 sec. 63. Ancien record : 55 sec. 78, par elle-même.
200 mètres : Bruce Furniss (E.-U.), 1 min. 50 sec. 29. Ancien record : 1 min. 50 sec. 32, par lui-même.	200 mètres : Kornelia Ender (R.D.A.), 1 min. 59 sec. 26. Ancien record : 1 min. 59 sec. 76, par elle-même.
400 mètres : Brian Goodell (E.-U.), 3 min. 51 sec. 93. Ancien record : 3 min. 53 sec. 08, par lui-même.	400 mètres : Petra Thumer (R.D.A.), 4 min. 9 sec. 89. Ancien record : 4 min. 11 sec. 69, par Barbara Krause (R.D.A.).
800 mètres : John Naber (E.-U.), 8 min. 49 sec. 40. Ancien record : 8 min. 56 sec. 66, par lui-même.	800 mètres : Petra Thumer (R.D.A.), 8 min. 37 sec. 14. Ancien record : 8 min. 39 sec. 63, par Shirley Babashoff (E.-U.).
1 600 mètres : John Naber (E.-U.), 15 min. 3 sec. 40. Ancien record : 15 min. 6 sec. 66, par lui-même.	1 600 mètres : Petra Thumer (R.D.A.), 15 min. 37 sec. 14. Ancien record : 15 min. 39 sec. 63, par Shirley Babashoff (E.-U.).
2 000 mètres : John Naber (E.-U.), 1 min. 59 sec. 19. Ancien record : 2 min. 0 sec. 64, par lui-même.	2 000 mètres : Petra Thumer (R.D.A.), 2 min. 33 sec. 35. Ancien record : 2 min. 34 sec. 99, par Karla Lanke (R.D.A.).
400 mètres brasse : John Hencken (E.-U.), 1 min. 3 sec. 11. Ancien record : 1 min. 3 sec. 88, par lui-même.	400 mètres brasse : Marina Koschewski (U.R.S.S.), 2 min. 23 sec. 35. Ancien record : 2 min. 34 sec. 99, par Karla Lanke (R.D.A.).
800 mètres brasse : David Wilkie (G.-B.), 2 min. 15 sec. 11. Ancien record : 2 min. 18 sec. 21, par John Hencken (E.-U.).	800 mètres brasse : Hannelore Hauke (R.D.A.), 1 min. 10 sec. 88. Ancien record : 1 min. 11 sec. 11, par elle-même.
1 600 mètres papillon : Mike Brunner (E.-U.), 1 min. 59 sec. 32. Ancien record : 2 min. 0 sec. 64, par Roger Pytel (R.D.A.).	1 600 mètres papillon : Kornelia Ender (R.D.A.), 1 min. 0 sec. 13. Record égalé.
400 mètres 4 nages : Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68. Ancien record : 4 min. 28 sec. 30, par Zoltan Verrasztó (Hongr.).	400 mètres 4 nages : Ulrike Tauber (R.D.A.), 4 min. 43 sec. 77. Ancien record : 4 min. 48 sec. 79, par Birgit Treiber (R.D.A.).
4 x 100 mètres 4 nages : Etats-Unis (Naber, Hencken, Vogel, Montgomery), 3 min. 44 sec. 22.	4 x 100 mètres 4 nages : Etats-Unis (Naber, Hencken, Vogel, Montgomery), 3 min. 44 sec. 22.
4 x 200 mètres : Etats-Unis (Brunner, Furniss, Naber, Montgomery), 7 min. 23 sec. 32. Ancien record : 7 min. 30 sec. 64, par Long Beach.	4 x 200 mètres 4 nages : R.D.A. (Ender, Hauke, Thumer, Treiber), 15 min. 37 sec. 14. Ancien record : 15 min. 39 sec. 63, par Shirley Babashoff (E.-U.).

Une performance « évocatrice »

A cet égard, Montgomery a eu précédemment l'autre mérite en battant plusieurs fois le record du monde du 100 mètres qu'en réalisant 49 sec. 99/100 dimanche 25 juillet. Sa performance a surtout le double avantage d'être à la fois gratuite et « évocatrice ». Il sera facile de se souvenir de ce record du monde, qui rappelle un prix de grand magasin, et on sait bien désormais

Jim Montgomery est à l'évidence exceptionnellement doué. Surtout par sa taille, son allonge de bras, par son battement de pieds ample et efficace, il est sans doute l'un des rares sprinters américains à bien nager, à posséder un style équilibré et beau à voir. Le sprint, en général, ne s'entraîne pas en notions esthétiques. L'essentiel est d'être le plus vite possible, souvent n'importe comment et d'être dans le rythme pour supporter l'effort bref et intense. Le contraste entre la nage de Montgomery, champion olympique, et celle de son second, son compatriote Jack Babashoff (le frère de

FLEURET FEMININ

DAMES

FINALES

1. Halko Schwarzenberger (Hongr.), 4 v.
2. Belova 5-3, Halko 5-4.
3. Maria Consolida Collino (It.), 4 v.
4. Belova 5-3, Collino 5-4.
5. Dumont 5-2, Belova 5-3.
6. Dumont 5-4, Collino 5-4.
7. Dumont 5-2, Belova 5-3.
8. Dumont 5-4, Collino 5-4.
9. Dumont 5-2, Belova 5-3.
10. Dumont 5-4, Collino 5-4.
11. Dumont 5-2, Belova 5-3.
12. Dumont 5-4, Collino 5-4.
13. Dumont 5-2, Belova 5-3.
14. Dumont 5-4, Collino 5-4.
15. Dumont 5-2, Belova 5-3.
16. Dumont 5-4, Collino 5-4.
17. Dumont 5-2, Belova 5-3.
18. Dumont 5-4, Collino 5-4.
19. Dumont 5-2, Belova 5-3.
20. Dumont 5-4, Collino 5-4.

200 METRES DOS

1. Ulrike Tauber (R.D.A.), 2 min. 13 sec. 43.
2. Birgit Treiber (R.D.A.), 2 min. 14 sec. 97.
3. Nancy Garapick (Can.), 2 min. 16 sec. 87.
4. Nadia Stavko (U.R.S.S.), 2 min. 16 sec. 28.

400 METRES QUATRE NAGES

1. Ulrike Tauber (R.D.A.), 4 min. 43 sec. 77 (rec. du monde, anc. rec. 4 min. 48 sec. 79, par Birgit Treiber (R.D.A.)).
2. Cheryl Gibson (Can.), 4 min. 48 sec. 10.
3. Deaky Smith (E.-U.), 4 min. 48 sec. 40.
4. Birgit Treiber (R.D.A.), 4 min. 48 sec. 40.

800 METRES

1. Petra Thumer (R.D.A.), 8 min. 37 sec. 14 (rec. du monde, anc. rec. 8 min. 39 sec. 63, par Shirley Babashoff (E.-U.)).
2. Shirley Babashoff (E.-U.), 8 min. 39 sec. 63.
3. Shirley Babashoff (E.-U.), 8 min. 39 sec. 63.
4. Shirley Babashoff (E.-U.), 8 min. 39 sec. 63.
5. Shirley Babashoff (E.-U.), 8 min. 39 sec. 63.
6. Shirley Babashoff (E.-U.), 8 min. 39 sec. 63.
7. Shirley Babashoff (E.-U.), 8 min. 39 sec. 63.
8. Shirley Babashoff (E.-U.), 8 min. 39 sec. 63.
9. Shirley Babashoff (E.-U.), 8 min. 39 sec. 63.
10. Shirley Babashoff (E.-U.), 8 min. 39 sec. 63.

Footbal

QUARTS DE FINALE

Pologne bat Rép. dém. de Corée 5-0
R.D.A. bat France 2-0
U.R.S.S. bat Iran 2-0
Israël bat Israël 4-1

ESCRIME

Medaille de bronze pour les fleuretistes français

L'équipe de France d'escrime a remporté la médaille d'or à Montréal. Les fleuretistes, qui faisaient figure de favoris dans l'épreuve par équipes, ont dû se contenter d'une médaille de bronze après avoir chuté pour deux touches, devant l'Italie, en demi-finale.

CYCLISME

Le triste anniversaire de Daniel Morelon

Montréal. — Trois jours, c'est la distance qu'il faut au pistard pour écrire une histoire à la conclusion incertaine. Mais ce sont les dernières secondes, ce jodellement de l'un ou de l'autre, geste extrême ou élégance s'allie à la puissance, qui font de la vitesse la plus belle des épreuves sur piste. Point de subtilité dans ce sport, qui qualifie souvent d'intelligent, le jeune Tchecoslovaque Andrej Tretjak, la modestie en bataille, affirme avoir utilisé « la tactique de la force » pour obtenir sa médaille d'or.

Natation

MESSIEURS

FINALES

100 METRES

1. Jim Montgomery (E.-U.), 49 sec. 99 (rec. du monde, anc. rec. 50 sec. 58, par lui-même).
2. Jack Babashoff (E.-U.), 50 sec. 81.
3. Peter Noche (R.F.A.), 51 sec. 31 (rec. Europe).
4. Klaus Steinbach (R.F.A.), 51 sec. 68.

200 METRES DOS

1. John Naber (E.-U.), 1 min. 59 sec. 19 (rec. du monde, anc. rec. 2 min. 0 sec. 64, par lui-même).
2. Peter Noche (E.-U.), 2 min. 0 sec. 35.
3. Dan Harrigan (E.-U.), 2 min. 1 sec. 35.
4. Mark Tocielli (Aus.), 2 min. 3 sec. 17.

200 METRES BRASSE

1. David Wilkie (G.-B.), 2 min. 15 sec. 11 (rec. du monde, anc. rec. 2 min. 18 sec. 21, par John Hencken (E.-U.)).
2. John Hencken (E.-U.), 2 min. 17 sec. 26.
3. Rick Colella (E.-U.), 2 min. 18 sec. 40.
4. John Hencken (E.-U.), 2 min. 18 sec. 42.

400 METRES QUATRE NAGES

1. Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68 (rec. du monde, anc. rec. 4 min. 28 sec. 30, par Zoltan Verrasztó (Hongr.)).
2. Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68.
3. Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68.
4. Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68.
5. Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68.
6. Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68.
7. Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68.
8. Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68.
9. Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68.
10. Rod Strachan (E.-U.), 4 min. 23 sec. 68.

Plongeon de haut vol

FINALES

1. Elena Vasyukhova (U.R.S.S.), 404,30 pts.
2. Deborah Wilson (E.-U.), 402,60.
3. Elena Vasyukhova (U.R.S.S.), 402,60.
4. Elena Vasyukhova (U.R.S.S.), 402,60.
5. Elena Vasyukhova (U.R.S.S.), 402,60.
6. Elena Vasyukhova (U.R.S.S.), 402,60.
7. Elena Vasyukhova (U.R.S.S.), 402,60.
8. Elena Vasyukhova (U.R.S.S.), 402,60.
9. Elena Vasyukhova (U.R.S.S.), 402,60.
10. Elena Vasyukhova (U.R.S.S.), 402,60.

Le triste anniversaire de Daniel Morelon

Montréal. — Trois jours, c'est la distance qu'il faut au pistard pour écrire une histoire à la conclusion incertaine. Mais ce sont les dernières secondes, ce jodellement de l'un ou de l'autre, geste extrême ou élégance s'allie à la puissance, qui font de la vitesse la plus belle des épreuves sur piste. Point de subtilité dans ce sport, qui qualifie souvent d'intelligent, le jeune Tchecoslovaque Andrej Tretjak, la modestie en bataille, affirme avoir utilisé « la tactique de la force » pour obtenir sa médaille d'or.

La reine d'Angleterre au secours du français

Montréal. — Au nord de la grande Amérique et du Canada anglophone, la Québec a bien du mal à maintenir son intégrité linguistique. Dès que l'on passe en Ontario, tant à Kingston, où se déroulent les épreuves de voile, qu'à Ottawa pour certains matches de football, il est difficile d'échapper à la moindre information en langue française. Mais à Montréal, les dix-huitièmes Jeux olympiques apparaissent bien comme le résultat heureux de cette bataille incertaine et difficile que mène la francophonie sur le continent américain depuis maintenant trois siècles.

N'est-ce pas en français que le pape, à la veille de la cérémonie d'ouverture, a rappelé aux athlètes que « les activités sportives doivent refléter sans cesse leur idéal de véritable promotion de l'homme et de fraternité entre tous les peuples sans exception ? Et n'est-ce pas en français encore que sont tenus les entretiens, qu'est rédigée la documentation ? En est-il autrement qu'immédiatement la presse québécoise s'empare d'un moment où l'obligation d'utiliser la langue anglaise dans l'aéronautique l'exaspère.

Mais le plus grand témoin de cette francophonie, c'est la reine d'Angleterre, souveraine du Canada, qui l'a donné. Présente aux Jeux avec toute sa famille pour assister notamment au parcours de la princesse Anne en équitation, elle était invitée, samedi 24 juillet, à un dîner officiel de cent cinquante convives dans un grand hôtel de Montréal.

Dans un discours prononcé en majeure partie en un français parfait, la reine a précisé que cette visite était « avant tout le centre de rayonnement de la langue française en Amérique », ajoutant que le Canada était le théâtre d'une expérience sociale unique, à la fois exaltante et ardue, qui représente un véritable acte de foi. Après avoir rappelé l'union sacrée avec la France promise par son arrière-grand-père Édouard VII, la souveraine a dit : « Pour que deux groupes puissent s'ouvrir l'un à l'autre en confiance et s'enrichir mutuellement, il faut qu'existe de part et d'autre un patrimoine vivant de richesses à partager. D'où la nécessité pour les deux communautés de préserver la vitalité de leur langue et de leur culture ».

Après avoir, M. Trudeau, premier ministre du Canada, avait, lui aussi, défendu l'idée de l'unité dans la diversité pour ce pays où le voisinage des cultures provoque inévitablement des frictions. Mais, selon le premier ministre, « le Canada est ce dialogue même, et c'est lui-même qui protège quand un de ses éléments lutte pour son intégrité ».

Les desseins politiques de la reine et de M. Trudeau dans un Québec que la conscience d'être minoritaire pousse vers l'indépendance sont indéniables. Mais que, dans un pays dont elle est souveraine et qui est en majorité anglophone, la reine de l'île de Shakespeare dise dans la langue de Rabelais, quel doit être le rôle du Québec dans la pénitence de la culture française sur le continent américain, voilà qui n'est pas banal. — R.D.

Loin de Montréal

Coupe Davis

LA HONGRIE MÈNE DEVANT LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Après le double, disputé dimanche 25 juillet et gagné en cinq sets (6-3, 6-4, 2-6, 2-6, 6-4) par les Hongrois Taroczy et Szoke devant Kodas et Erebek, la Hongrie mène par deux victoires à une devant la Tchécoslovaquie en demi-finale de la Coupe Davis, zone européenne.

JUSTICE

Treize incarcérations à Lyon

Les liens du proxénétisme et du grand banditisme

De notre correspondante

Lyon. — La vérification consciencieuse d'un gendarme a contraint la police judiciaire à opérer plus vite qu'elle ne le pensait un coup de filet dans le milieu du proxénétisme lyonnais. Depuis plusieurs mois les enquêteurs lyonnais surveillaient ce réseau, reconstitué après l'affaire de Lyon de 1973-1975.

Trois jeunes femmes se trouvaient le 21 juillet dans une luxueuse villa de Grésieu-le-Vieux, à l'ouest de Lyon, lorsqu'un gendarme s'avisait de vérifier une 204 en stationnement irrégulier, le long de la route, portes et fenêtres ouvertes. Dans la 204 se trouvaient 134 kilos de dynamite, des détonateurs et des mèches ; dans la villa, un matériel de spécialistes en faux papiers, ainsi que des armes.

Parce que deux hommes, dont l'un, Robert Guillard, avait été condamné en 1973 dans l'affaire des « Escrocs du Roy », s'étaient enfuis à l'approche des gendarmes, une opération fut aussitôt déclenchée, et une vingtaine de proxénètes étaient placés le lendemain en garde à vue. Samedi 24 juillet, dix d'entre eux étaient incriminés et placés sous mandat de dépôt par M. Christian Chamouton, juge d'instruction. Les trois

femmes, dont Mme Christiane Guillard, étaient incarcérées sous l'inculpation de recel, détention d'armes et explosifs, faux et usage de faux administratifs. Mais le réseau soigneusement mis au point par ces redoutables enquêteurs selon les policiers, beaucoup de personnages cités en 1973 dépassent cette fois le cadre lyonnais ou même régional : Lyon, Clermont-Ferrand, Grenoble, mais aussi Paris, l'Allemagne fédérale et l'Algérie. Les armes et les explosifs laissent à penser aux enquêteurs qu'il ne s'agit pas seulement d'une grosse affaire de proxénétisme. Un tel réseau, tenu par des hommes qui ne sont pas de simples souteneurs, risque en effet de déboucher sur des affaires de banditisme. Et c'est cela que cherchaient sans doute à établir les policiers lyonnais. Mais la gendarmerie n'était peut-être pas au courant des investigations de la police judiciaire.

Plutôt que de réurgence, terme que refuse le préfet de police de Lyon, M. Roger Chast, il semble s'agir d'une renaissance en plus grand et plus étendue de ce qu'on a appelé l'affaire de Lyon. On retrouve en effet les mêmes quantités de personnages gravitant autour du proxénétisme lyonnais et qui ont voulu reprendre en main de vieilles affaires tout en les étendant géographiquement.

(Interim.)

FAITS DIVERS

A Grenoble

Les « Brigades rouges » revendiquent un nouvel enlèvement

Grenoble. — Le « groupe 686 » des « Brigades rouges », qui avait réclamé au début du mois de juillet 400 millions de francs de rançon, après avoir revendiqué un double enlèvement, a été de nouveau manifesté. Samedi 24 juillet, à 1 heure, une jeune femme âgée de vingt et un ans, Mlle Olga Moiseenko, qui se trouvait dans sa voiture en compagnie de son fiancé, a été enlevée à Saint-Martin-d'Hères. Des coups de téléphone ont été adressés au Dauphiné libéré, des lettres ont été saluées. Elles avaient pour destinataires le maire d'Echirolles, M. Georges Kouton, le maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout, le P.-D. G. du Dauphiné libéré, M. Louis Richerot. Toutes renouvelaient les exigences formulées lors du précédent enlèvement. « Cette fois, il n'y a plus de doute, affirment les policiers. Nous sommes en présence d'une affaire criminelle tout à fait exceptionnelle. »

Le directeur de la police urbaine de l'Isère, M. Galmiche, déclarait : « Il s'agit d'une affaire extraordinaire. » On voulait croire à une opération montée par les deux jeunes gens pour « dissimuler » leur fugue. Cependant, depuis un mois, une trentaine d'inspecteurs ont tout mis en œuvre pour retrouver M. Leroy et Mme Trabelst-Ferrari. Le préfet de l'Isère, M. René Jannin, déclarait récemment : « Leroy et Trabelst-Ferrari sont poursuivis pour outrage à magistrat. »

Après ce nouvel enlèvement, les policiers estiment : « Les Brigades rouges croient avoir atteint à un mauvais canular. Ils pourraient bien découvrir une véritable tragédie. »

PLUSIEURS ATTENTATS ONT ÉTÉ COMMIS AU COURS DU WEEK-END

Cette fois, le ravisseur a laissé derrière lui un témoin : le fiancé de Mlle Moiseenko, qui a pu donner le signalement sommaire de l'homme : 1,70 mètre, jeune, brun, cheveux longs. Les policiers estiment qu'il s'agit d'un « dangereux désequilibré », d'un « maniaque ». Un psychiatre grenoblois confirme cette hypothèse : « Nous sommes en présence d'un pervers qui tient à se mettre en vedette, sans doute un dangereux paranoïaque qui veut faire triompher son orgueil et qui est prêt à tout pour cela. » Visiblement, le ravisseur a un penchant pour le spectaculaire et un sens très aigu de la mise en scène. La police attendait de nouveaux rebondissement.

Une fabuleuse rançon

Les « Brigades rouges » valent « divers » pendant huit jours, au début du mois de juillet, les Grenoblois. Le Dauphiné libéré, acteur involontaire de l'affaire, tenait régulièrement au courant son public. Il est vrai que le ou les ravisseurs de M. Christian Leroy, âgé de vingt-quatre ans, et de Mme Muriel Trabelst-Ferrari, âgée de vingt et un ans, « disparus » depuis le 19 juin, avaient entraîné la suspension. Les lettres affluèrent à la direction du journal et à la mairie de Grenoble pour exiger une fabuleuse rançon de 400 millions de francs. Quelques jours plus tard, une nouvelle lettre ne demandait plus que 50 millions « à verser aux nécessiteux par les grands magasins de la ville, mais demandait aussi la gratuité des transports en commun de l'agglomération grenobloise pendant dix jours. »

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandes du nouveau guide gratuit numéro 88
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petits-Champs, 75008 PARIS - CEDEX 02

● La cambriolage de Nice. — Une prime de 1 million de francs sera versée à quiconque fournira des renseignements permettant l'identification ou l'arrestation des cambrioleurs, a annoncé dans un communiqué publié vendredi 23 juillet la direction de la Société générale de Nice. (Nos dernières éditions.) Selon les dernières approximations des enquêteurs, le montant du cambriolage pourrait s'élever à 50 millions de francs.

M. SIMON WIESENTHAL DOUTE QUE LE COLONEL PEIPER SOIT RÉELLEMENT MORT

La disparition de Joachim Peiper suscite encore bien des remous. S'appuyant sur les derniers éléments de l'enquête, les policiers retiennent toujours comme hypothèse de travail la mort probable de l'ancien colonel nazi. Il aurait péri asphyxié en voulant sauter des documents. Cette thèse, cependant, a été mise en cause, samedi 24 juillet, par M. Simon Wiesenthal, directeur à Vienne du Centre de documentation juive. Selon lui, « il n'est pas sûr du tout » que le corps calciné trouvé à Traves pour celui de Peiper. M. Wiesenthal, qui avait raconté le crime nazi Eichmann, estime qu'il pourrait s'agir d'une « mystification ». Il compare l'histoire Peiper à plusieurs cas similaires qu'il a connus en Amérique latine, où « on annonce la mort, dans des conditions mystérieuses, d'anciens nazis sans qu'il soit possible de les identifier avec certitude ». D'autre part, le directeur du Centre juif viennois considère que Peiper n'est qu'une « souche nazie » telle qu'elle aurait pu « inspirer pareille pénétration ». Il ajoute que l'ancien colonel SS avait étonné beaucoup de monde en disant de se retirer dans un village français : « Il n'aurait rien risqué en restant en Allemagne de l'Ouest. »

« Une lourde responsabilité »

En Seine-et-Marne, l'ANACR (Association nationale des anciens combattants de la Résistance) n'en est plus à l'étonnement : elle considère que « la présence de Peiper sur le sol de la France constituait une provocation à l'égard des Français et surtout des anciens résistants ». M. Deville, membre du bureau national de cette association, a demandé au président de la République de déclarer que tous les nazis SS et membres de la Gestapo. Cette affaire se traduit aussi par des critiques de plusieurs formations de la majorité, qui estiment que « la parti communiste porte une lourde responsabilité dans l'affaire Peiper pour en avoir été le provocateur ».

● M. Michel Habib-Deloncle nous prie de le remercier du rejet de sa plainte en diffamation contre l'ouvrage B... comme barbouze et son éditeur, M. Alain Lacroix. Le Monde (24 juillet 1976) n'est que « un point de procédure, le tribunal ayant jugé que j'aurais dû agir en diffamation envers une personne publique et non pour diffamation envers une personne physique comme je l'avais fait ». M. Habib-Deloncle indique que le jugement, tout à fait appliqué, comporte un attendu de motif « qui constitue un précédent, car nous n'avons pas eu jusqu'à présent de jugement de ce genre ». M. Habib-Deloncle ajoute que « la barre du tribunal [...] ».

SOCIÉTÉ

LES CONTRÔLES DANS LE MÉTROPOLITAIN

Treize mille cinq cents personnes ont été contrôlées entre le samedi 24 et le dimanche 25 juillet dans le métro par des policiers et des gendarmes. Depuis le jeudi précédent de surveillance du réseau. Cinquante-cinq ont été appréhendés pour divers délits. Parmi ces personnes, indique-t-on à la préfecture de police, figuraient une trentaine d'étrangers et cinq repris de justice porteurs d'armes.

● La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (section de Cannes) a déposé plainte, après la profanation d'une tombe juive, le 8 juillet. Un ou plusieurs individus s'y sont introduits en brisant un vitrail, des meubles contenant des objets du culte ont été fracturés, le sol devant le tabernacle a été souillé par des excréments. La LICA dénonce « cet acte contre le symbole de l'unité des communautés religieuses de Cannes » comme « une atteinte à la liberté et une remise en cause de la dignité humaine » rappelant « les pires méthodes nazies ».

CHASSE

● L'Association de chasseurs de gibier, en coopération avec le Bureau international de recherches sur la sauvagine et l'oiseau national de la chasse, poursuit ses études sur les populations de canards, notamment par l'analyse des ailes que lui font parvenir les chasseurs. ● Rena, M. Chas, A.N.C.C.R., 25 bis, rue des Sept-Argent, 93300 Pantin.

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République d'Espagne a offert une réception le vendredi 23 juillet.

Naissances

— M. J. Myard, Mme, née Marie-Christine Bernard, et leurs enfants, ont la joie de faire part de la naissance d'Anne, le 22 juillet 1976, à l'ambassade France à Lagos.

— Clotilde, Océlie et Christelle Misset sont heureux d'annoncer l'arrivée de leur petit frère, Laurent, Basan, C.E.S. Cassand, Digne, le 29 juillet 1976.

— M. Jean-Pierre Pierre-Bloch et Mme, née Sureau, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Deborah, le 17 juillet 1976, 33, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly.

— M. Bertrand Schneider et Mme, née Ghislaine Depoutre, Thibault et Thierry, ont la joie de faire part de la naissance d'Alexis, le 21 juillet.

Mariages

— M. et Mme Henri Cazaux sont heureux de faire part du mariage de leur fille Marie-Elisabeth avec M. Raymond Basser, qui sera célébré le samedi 14 août 1976 en l'église Notre-Dame de Bonsecours, 2, rue de la République, 75012 Paris.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Michel-Marcus Doncet et de Patricia, Mian, célébré le 23 juillet 1976, dans la plus stricte intimité, 150, avenue Daumesnil, 75013 Paris.

— Josette Santucci et René Dallava ont la joie de faire part de leur mariage, qui a eu lieu à Lure (Haute-Corse), le 20 juillet 1976, 150, avenue Daumesnil, 75013 Paris.

— On nous prie d'annoncer le mariage, célébré dans l'intimité le 10 juillet 1976, de M. Philippe Waquet et de Mlle Claire Frady, 25, rue Grunze, 75115 Paris.

Décès

— M. et Mme André CLUZEL, et leur fils Olivier, ont la douleur de faire part du décès de leur fils aîné, FABIENNE, survenu le 20 juillet 1976, à l'âge de vingt et un ans, Part Laurans, Aix-en-Provence.

— Cluny, Lyon, Villanchère, M. et Mme René Degueure, Mme Paulette Degueure, ses enfants Roger, Jean-François et Jean-Paul, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Paul DEGUERRE, professeur honoraire à l'École nationale supérieure d'ingénieurs, chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de guerre des Palmes académiques, survenu à Cluny, dans sa soixante-troisième année, le 20 juillet 1976, à 15 heures, au château de Charnay-le-Maison, dans l'intimité familiale.

— M. Jean Lafont, M. Dominique Lafont, M. et Mme Philippe Lafont, ont la douleur de faire part du décès de Mme Jean LAFONT, née Genevieve Fournier, survenu le 24 juillet.

— Les obsèques auront lieu le mardi 27 juillet, à 17 heures, en l'église de Saint-Louis (Euro-et-Loir), 9, rue Jean-Monnet, 75017 Paris.

— Mme Gilbert Lemoult, son épouse, M. et Mme Jean-Pierre Dague de leurs enfants, M. et Mme Rask Benabdellil et leurs enfants, M. Michel Lemoult, M. et Mme Jean-Noël Lemoult et leurs enfants, M. et Mme Jacques Lemoult et leurs enfants, M. et Mme Jean-Baptiste Rouiller et leurs enfants, M. et Mme Georges Lemoult, ses enfants et petits-enfants, Mlle Paulette Lescout, Mme Liliane Breton et sa fille, ses sœurs et nièces, M. et Mme Daniel Lemoult, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de M. Gilbert-Louis LEMOULT, médecin militaire, décédé le 14 juillet 1976 à Rouen dans sa soixante-deuxième année.

— Les obsèques de M. Paul MORAND seront célébrées le mardi 27 juillet, à 11 h. 30, en l'église orthodoxe grecque, rue Georges-Bizet, Paris-16. Le corps de l'académicien sera inhumé au cimetière de Clamart (92), à 10 h. 30, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille. Le Rectorat, hameau de Bocheville, Clamart, 92093 Evryux, 4, rue du 11-Novembre, 75250 Derville-les-Roues.

— Les obsèques de M. Paul MORAND seront célébrées le mardi 27 juillet, à 11 h. 30, en l'église orthodoxe grecque, rue Georges-Bizet, Paris-16. Le corps de l'académicien sera inhumé au cimetière de Clamart (92), à 10 h. 30, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille. Le Rectorat, hameau de Bocheville, Clamart, 92093 Evryux, 4, rue du 11-Novembre, 75250 Derville-les-Roues.

— M. et Mme Gérard de Frépigout, M. Etienne de Frépigout, M. et Mme Jean de Frépigout et leurs enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de Mlle Jacqueline de FRÉPIGOUT, leur très chère fille, sœur, petite-fille, nièce et cousine, enlevée à leur tendre affection à Strasbourg le 16 juillet 1976.

— M. et Mme Gérard de Frépigout, M. Etienne de Frépigout, M. et Mme Jean de Frépigout et leurs enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de Mlle Jacqueline de FRÉPIGOUT, leur très chère fille, sœur, petite-fille, nièce et cousine, enlevée à leur tendre affection à Strasbourg le 16 juillet 1976.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Sainte-Maxime (Var), le 21 juillet 1976, dans sa soixante-troisième année, de M. Guy de la BACHETTE, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Léopold, ancien président de la Société parisienne pour l'industrie électrique, président d'honneur de Jeumont-Industrie, administrateur d'Electronal et de diverses sociétés du groupe Empain.

— Le commandement religieux, suivi de l'inhumation, a eu lieu le 23 juillet 1976 à Sainte-Maxime dans l'intimité familiale.

— Le conseiller maître à la Cour des comptes et Mme Antoine Paris ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Louis ROUDIER, leur mère, survenue le 23 juillet 1976. Les obsèques auront lieu à Vichy, dans l'intimité familiale, le 28, boulevard Raspail, 75014 Paris.

— Mme Andr Sakka, née Macier, M. et Mme Pethy Sakka et leurs enfants, Les familles Sakka, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté M. Andr SAKKA, capitaine gouverneur en retraite, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenue à son domicile, avenue Mohammed-V, à Souss (Tunisie), le 23 juillet 1976, dans sa soixante-quatrième année.

— L'Association familiale de vacanciers Renouveau à Chambéry, a la tristesse d'annoncer les adieux du décès de

M. et Mme Pethy Sakka et leurs enfants, Les familles Sakka, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté M. Andr SAKKA, capitaine gouverneur en retraite, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenue à son domicile, avenue Mohammed-V, à Souss (Tunisie), le 23 juillet 1976, dans sa soixante-quatrième année.

— M. René Taillandier, son épouse, M. et Mme Jean-Jacques Taillandier et leurs enfants, M. et Mme Christian Lamarque, Didier et Valérie, M. et Mme Guy Robin, Sophie et Gabrielle, Mlle Marie-Charlotte Taillandier, ses enfants et petits-enfants, Mme Jean Taillandier, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de M. René TAILLANDIER, né May Cammaré de la Roche, survenu subitement à Paris le 20 juillet 1976.

— M. et Mme Taillandier, son épouse, M. et Mme Jean-Jacques Taillandier et leurs enfants, M. et Mme Christian Lamarque, Didier et Valérie, M. et Mme Guy Robin, Sophie et Gabrielle, Mlle Marie-Charlotte Taillandier, ses enfants et petits-enfants, Mme Jean Taillandier, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de M. René TAILLANDIER, né May Cammaré de la Roche, survenu subitement à Paris le 20 juillet 1976.

— M. et Mme Taillandier, son épouse, M. et Mme Jean-Jacques Taillandier et leurs enfants, M. et Mme Christian Lamarque, Didier et Valérie, M. et Mme Guy Robin, Sophie et Gabrielle, Mlle Marie-Charlotte Taillandier, ses enfants et petits-enfants, Mme Jean Taillandier, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de M. René TAILLANDIER, né May Cammaré de la Roche, survenu subitement à Paris le 20 juillet 1976.

— M. et Mme Taillandier, son épouse, M. et Mme Jean-Jacques Taillandier et leurs enfants, M. et Mme Christian Lamarque, Didier et Valérie, M. et Mme Guy Robin, Sophie et Gabrielle, Mlle Marie-Charlotte Taillandier, ses enfants et petits-enfants, Mme Jean Taillandier, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de M. René TAILLANDIER, né May Cammaré de la Roche, survenu subitement à Paris le 20 juillet 1976.

— M. et Mme Taillandier, son épouse, M. et Mme Jean-Jacques Taillandier et leurs enfants, M. et Mme Christian Lamarque, Didier et Valérie, M. et Mme Guy Robin, Sophie et Gabrielle, Mlle Marie-Charlotte Taillandier, ses enfants et petits-enfants, Mme Jean Taillandier, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de M. René TAILLANDIER, né May Cammaré de la Roche, survenu subitement à Paris le 20 juillet 1976.

— M. et Mme Taillandier, son épouse, M. et Mme Jean-Jacques Taillandier et leurs enfants, M. et Mme Christian Lamarque, Didier et Valérie, M. et Mme Guy Robin, Sophie et Gabrielle, Mlle Marie-Charlotte Taillandier, ses enfants et petits-enfants, Mme Jean Taillandier, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de M. René TAILLANDIER, né May Cammaré de la Roche, survenu subitement à Paris le 20 juillet 1976.

— M. et Mme Taillandier, son épouse, M. et Mme Jean-Jacques Taillandier et leurs enfants, M. et Mme Christian Lamarque, Didier et Valérie, M. et Mme Guy Robin, Sophie et Gabrielle, Mlle Marie-Charlotte Taillandier, ses enfants et petits-enfants, Mme Jean Taillandier, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de M. René TAILLANDIER, né May Cammaré de la Roche, survenu subitement à Paris le 20 juillet 1976.

— M. et Mme Taillandier, son épouse, M. et Mme Jean-Jacques Taillandier et leurs enfants, M. et Mme Christian Lamarque, Didier et Valérie, M. et Mme Guy Robin, Sophie et Gabrielle, Mlle Marie-Charlotte Taillandier, ses enfants et petits-enfants, Mme Jean Taillandier, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de M. René TAILLANDIER, né May Cammaré de la Roche, survenu subitement à Paris le 20 juillet 1976.

— M. et Mme Taillandier, son épouse, M. et Mme Jean-Jacques Taillandier et leurs enfants, M. et Mme Christian Lamarque, Didier et Valérie, M. et Mme Guy Robin, Sophie et Gabrielle, Mlle Marie-Charlotte Taillandier, ses enfants et petits-enfants, Mme Jean Taillandier, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de M. René TAILLANDIER, né May Cammaré de la Roche, survenu subitement à Paris le 20 juillet 1976.

Anniversaires

— Il y a neuf ans le 26 juillet, notre cher Bernard (Bob) COFFET disparaissait. Que ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Avez-vous retourné une bouteille de SCHWEPPES Bitter Lemon aujourd'hui ?

كسار الجليلي

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

L'essoufflement de la croissance n'est pas qu'un incident de parcours

La reprise française commence à s'essouffler. Non seulement l'indice de l'activité industrielle a stagné durant le dernier trimestre connu (mars à mai), mais les prévisions des chefs d'entreprise, qui esquissent l'avenir avec une grande vraisemblance, donnent à penser que la décélération s'accroîtra au second semestre. La croissance — en site de mouette — que nous avions annoncée il y a cinq mois (« Le Monde du 10 février ») est donc en train de se défaire. Elle aura pour conséquence, vu les progrès de la productivité, un maintien voire une aggravation du chômage en fin d'année. Sans que la hausse des prix se trouve pour autant freinée.

par GILBERT MATHIEU

La publication d'indices multiples d'activité, ces derniers jours, a mis en évidence un décalage très net entre les professions et les pouvoirs publics et la réalité statistique telle que permet de l'appréhender le réseau français de collecte et de traitement de l'information. Trompée peut-être par la déflation, les entreprises ont eu une vision — ou mis en usage — la rapidité de la reprise industrielle, qualifiée parfois d'excessive. Le président de la République est même allé jusqu'à promettre que nous retrouverions « l'état de la production » en fin d'année.

La réalité est différente, comme permet de le constater au premier coup d'œil le graphique ci-dessous. L'indice officiel de production a stagné de mars à mai, à un rythme annuel de 6 % au fameux record de juillet-août 1974. Contre-performance que confirme le mauvais rendement de la T.V.A. durant la dernière période, annonciateur d'un lourd déficit budgétaire (de l'ordre de 5 milliards de francs ?) en fin d'année.

Plus grave sans doute est le profil de la

Il est d'avantage encore si l'on examine plus en détail le phénomène. Depuis le creux du printemps 1975, seules quelques branches ont connu un essor spectaculaire : l'automobile (+ 35 %), la sidérurgie (+ 30 %), le secteur des papiers et cartons (+ 20 %). D'autres ont refait une partie du terrain perdu : la chimie (+ 12 %), la construction électrique (+ 9 %). Mais les autres continuent de subir une léthargie génératrice de sous-emploi : le bâtiment et les travaux publics (+ 1 % seulement en un an), le cuir (+ 5 %), la construction navale (+ 7 %), tandis que les charbonnages accentuent leur déclin.

Quand le malade ne guérit pas, on se plaint parfois du thermomètre. Il en va de même pour l'indice officiel de la production, accusé de mal traduire la réalité. Sa qualité n'est pas très grande, nous l'avons dit à plusieurs reprises : il ne reflète (sans le bâtiment) que 49 % de l'activité industrielle, et les informations qu'il prend en compte sont parfois anciennes, donc dépassées.

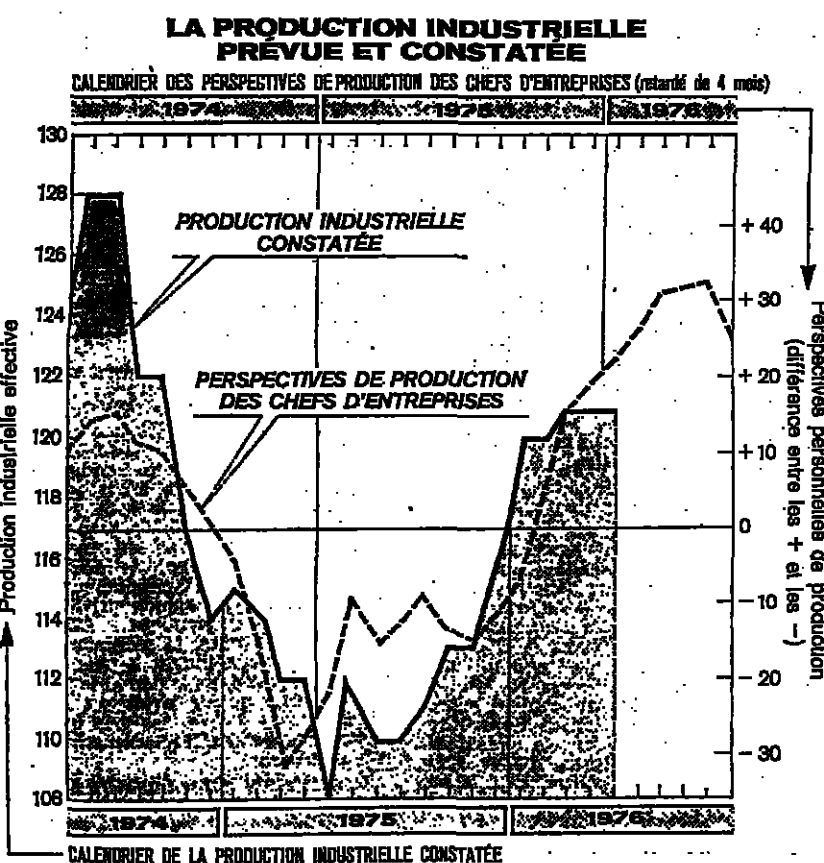
Les industriels n'ont pas de raison de s'en-détacher (et à un prix majoré par la hausse de l'escompte) pour s'équiper tant que la demande demeure moyenne.

L'exportation, second moteur de l'expansion au premier semestre, avait, la relance européenne aidant, — tiré — la production française. Or elle semble donner des signes d'essoufflement. Non pas tellement à cause de la cherté des produits français : l'inflation intérieure n'a pas encore compromis les ventes à l'étranger, puisque la baisse du franc la compense en partie ; mais à cause du ralentissement de la croissance que l'on constate chez nos principaux clients. Selon les dernières prévisions de l'O.C.D.E., le rythme annuel d'expansion va, d'un semestre à l'autre, baisser d'environ trois points en Grande-Bretagne, de quatre en Allemagne, de six en Italie. Seuls les États-Unis conserveraient presque leur actuelle allure de croisière ; or ils ne prennent qu'une part modeste dans notre commerce.

Les ventes chez le voisin ne pourront donc pas progresser aussi vite que par le passé. Selon les experts du château de la Muette, il faudrait s'attendre à une diminution d'un tiers environ de la croissance des exportations françaises au second semestre, le progrès des importations se ralentissant, lui, seulement d'un cinquième. La sécheresse, qui a sensiblement réduit les récoltes exportables, ne peut qu'aggraver de telles prévisions.

On pourrait penser que la reconstitution des stocks prendra alors le relais et stimulera l'activité des entreprises. Mais les industriels, échaudés par leur erreur collective de 1974 (ils continuent d'attendre en mai à produire plus que ne le justifiait la demande effective, constituant des stocks excessifs qui les conduisent à une récession d'autant plus brutale en 1975), se montrent maintenant beaucoup plus prudents. Après une phase d'écoulement des excédents, en 1975, ils s'attachent aujourd'hui à maintenir les stocks au niveau strictement nécessaire par les besoins constatés. Si les stocks dépassent encore un peu la normale dans les secteurs intermédiaires (et même d'assez loin pour les biens d'équipement du logement), ils sont plutôt courts dans l'automobile (détails d'attente), les produits alimentaires, et ont baissé dans la chaussure et le textile. Rien ne permet de penser, en l'état actuel, que les firmes aient l'intention de restocker massivement. Même la hausse très forte des matières premières importées (10 % en six semaines, 60 % en un an) ne les conduit pas à se départir d'une prudente réserve.

(Lire la suite p. 12, 1^{er} col.)



Après le creux de mai 1975 (— 16 % au rapport au point haut de l'été 1974), la production avait progressé de 3 % en quatre mois (mai à septembre) ; puis elle avait fait un bond de 8 % durant les quatre mois suivants (septembre 1975 à janvier 1976) ; mais elle n'a plus progressé que de 1 % durant le quadrimestre ultérieur (janvier à mai). 3, 8, 1 : le tassement est très perceptible.

Le pronostic des industriels

La décelération constatée n'est-elle qu'un incident de parcours ? Ou préfigure-t-elle un tassement au second semestre ? La deuxième hypothèse est la seule vraisemblable. Pour deux raisons :

● L'une, de caractère statistique, qui ressort du graphique. Les chefs d'entreprise ont désormais beaucoup moins nombreux à annoncer un progrès de leur production dans les trois ou quatre mois à venir. En juin, ceux qui prévoyaient un essor de leur activité ne dépassaient les autres que de 25 %, contre 31 à 32 % de mars à mai.

Or les statisticiens ont constaté depuis quinze ans une corrélation très étroite entre les pronostics des chefs d'entreprise pour leur propre firme et la réalité que l'on constate quatre à cinq mois plus tard. Pour la raison simple, d'ailleurs, que dans leur entreprise, la majorité des responsables d'entreprise savent avec exactitude ce que sera la production de leur maison durant les mois à venir, le plan de charge étant établi en fonction du carnet de commandes et des stocks.

C'est cette corrélation qui permettait de prévoir en février la forte reprise du début d'année et l'essoufflement du second trimestre. Les dernières réponses des industriels aux questions de l'INSEE font penser qu'après une remontée en juin (confirmée par la Banque de France), et peut-être pendant l'été, la décelération reprendra à l'au-

tomne. A un niveau semblable — voire inférieur — à celui de l'été 1974. Ce qui signifie, vu les progrès de productivité réalisés cette année (qui compensent largement le recul de 7 % noté en 1975), un maintien et peut-être même une aggravation du chômage en fin d'année.

● L'analyse économique confirme ce diagnostic. Deux des quatre moteurs de la croissance française (l'investissement et les exportations) font, en effet, entendre quelques ratés, et l'un des deux autres (la reconstitution des stocks) ne tournera qu'à petite vitesse.

L'investissement, qui avait été fort stimulé à la fin de 1975 et au début de 1976 par la détaxe fiscale de 10 %, marque présentement le pas. L'INSEE le voit même diminuer au second semestre, tandis que les chambres de commerce, plus pessimistes, envisagent un recul de 5 % pour l'ensemble de l'année dans le secteur privé. Encore notent-elles que les dépenses d'équipement entreprises viseront plus à économiser de la main-d'œuvre qu'à étendre les capacités de production.

Celles-ci dépassent, il est vrai, de quel- que 10 % l'investissement de la demande d'exportation, mais les entreprises embauchent au travail (si les entreprises embauchent, leur capacité de production excéderait la demande de 20 %). Bien que les trésoreries des firmes redevenaient à l'aise,

BULLETIN Le franc et la carte de l'Europe

La chute récente du franc ne risque pas seulement d'avoir d'importantes et graves conséquences économiques, mais elle risque aussi de modifier profondément ce qu'on pourrait appeler la carte économique implicite de l'Europe occidentale, et remettre en cause les principales hypothèses sur lesquelles les gouvernements, sur la foi de leurs experts, fondent actuellement leurs espoirs de voir l'activité économique continuer à progresser jusqu'à au moins la fin de la présente décennie.

Selon cette carte, les pays de la C.E.E. et leurs voisins immédiats se divisent en trois catégories. Dans la première, on rangeait les nations qui, telles l'Allemagne fédérale et la Suisse, ont des taux d'inflation inférieurs à la moyenne (8 %) des pays de l'O.C.D.E. et où, pour cette raison même, la durée de la reprise paraît le mieux assurée. La seconde comprenait essentiellement la Grande-Bretagne et l'Italie, pays qui connaissent toujours de fortes hausses de prix et où les perspectives économiques sont les plus incertaines (le chômage vient d'atteindre outre-Manche son niveau le plus élevé). Quant à la troisième catégorie, elle était composée des pays qui se trouvaient à mi-chemin entre les plus sages et les moins sages. Le plus important d'entre eux était le France.

La question qui se pose est de savoir si cette dernière ne va pas glisser progressivement dans une situation propre

à renforcer, dans l'Europe prise en son ensemble, les tendances à l'inflation et donc à l'incertitude économique. Ce qui empêche encore de considérer que la reprise actuelle débouchera sur une expansion durable, c'est la faiblesse des investissements constatée dans tous les pays européens. Or l'une des raisons qui expliquent l'hésitation des chefs d'entreprise à engager des programmes d'investissement s'étalent sur plusieurs années, c'est la crainte de voir les différents gouvernements, débordés par une nouvelle flambée de hausse des prix, réagir par des plans de stabilisation plus ou moins sévères.

L'industrie allemande, qui, par son poids, joue un rôle d'entraînement considérable, accroît-elle ses investissements si son principal partenaire commercial lui paraît entrer dans une période de difficulté grandissante ?

Certes la France apparaît nettement plus forte, du point de vue économique et financier, que le Royaume-Uni et l'Italie, et l'on ne saurait sous-estimer ses capacités de redressement. Mais c'est un fait que, pour la deuxième fois depuis le début de l'année, le gouvernement de Paris n'a pas pu s'opposer à la baisse du franc, et que cette dépréciation se produit à un moment où les hausses de salaires sont, en France, les plus élevées d'Europe, Italie et Espagne exceptées. La conjonction de ces phénomènes impressionnent plus les milieux économiques et bancaires internationaux que les déclarations ministérielles.

SELON L'O.C.D.E.

La proportion des pauvres dépend de la sélectivité des dépenses sociales

Plusieurs dizaines de millions d'Occidentaux vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté. La grandeur absolue du phénomène de la pauvreté reste considérable — et cela — en dépit de l'augmentation rapide des dépenses — de sécurité sociale ces dix dernières années. Cette conclusion paradoxale — et accablante — même si elle doit être utilisée avec une extrême prudence, ne vise pas quelques pays à peine engagés sur la voie du développement, mais bien l'ensemble des pays industriels réputés pour leur richesse et leur course à la consommation. De plus, elle émane d'un officiel et très sérieux rapport de l'O.C.D.E. à l'initiale savant et quelque peu hermétique. Dépenses publiques affectées aux programmes de garantie de ressources. Il apparaît, à la lecture de ce document, que la France a un budget social très élevé et l'un des plus forts pourcentages de « pauvres » par rapport à sa population.

Après avoir dressé — non sans de multiples mises en garde sur la fiabilité des statistiques et des comparaisons internationales qui « doivent être traitées avec une prudence exceptionnelle » — un constat de ce double phénomène d'accroissement des dépenses sociales et de maintien du niveau de pauvreté, le rapport dégage des explications qui aboutissent à de prudentes propositions, axées en priorité sur la nécessaire amélioration du sort des personnes âgées.

Comment s'explique ce paradoxe de la société contemporaine ? L'est-ce le maintien de « la pauvreté au sein de l'abondance » ? Les pays de l'O.C.D.E. ne consacrent-ils pas « des pourcentages non négligeables » de leur production à financer de multiples régimes de garantie de ressources ou d'aide sociale ?

Le bilan que dresse le rapport de l'O.C.D.E. confirme que les pays industriels ont, depuis la seconde guerre mondiale, multiplié les efforts pour mieux couvrir les risques de la maladie, du chômage et de la vieillesse, étant précisé que pour faciliter les comparaisons entre pays les dépenses relatives au remboursement des frais de santé (consultations, visites, hospitalisations) ont été exclues puisque certaines nations ont adopté le système de la gratuité.

Les dépenses sociales ainsi définies ont « très rapidement augmenté » dans tous les pays de l'O.C.D.E. Elles se sont accrues en moyenne en dix ans « à un taux supérieur de 40 % au taux de croissance » de la production intérieure brute (P.I.B.). Les plus fortes hausses — pour la période 1962-1972 — se sont produites en Norvège où ces dépenses sont passées de 5,1 % à 9,8 % de la P.I.B., aux Pays-Bas, de 8,8 % à 14,1 % et en Suède, de 6 % à 9,3 %. Il est vrai que le peloton des pays à croissance moins fulgurante (Allemagne, Autriche et France) avait déjà développé considérablement les régimes sociaux en 1962, la part de ces dépenses sociales passant de 11,8 à 11,9 % en Allemagne et en France à 12,4 % dix ans plus tard. Seules, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont vu le poids de la

sécurité sociale diminuer de près d'un point de P.I.B.

Cette rapide montée du « social » a-t-elle réduit pour autant les poches de pauvreté ? L'étude de l'O.C.D.E. montre qu'il n'en est pas ainsi. Encore faut-il, il est vrai, s'entendre sur la notion de pauvreté, celle-ci ayant un caractère à la fois subjectif et relatif selon les cas. Le rapport de l'O.C.D.E. cite, dans un premier temps, les exemples de pays où existe une définition

LA NOTION TOUTE RELATIVE DE « PAUVRETÉ »

Les « pauvres » d'un pays très développé, par exemple l'Allemagne fédérale, ne seraient-ils pas considérés comme des personnes plutôt riches par les « pauvres » de l'Italie du Sud ? Selon une enquête effectuée à Dortmund, en Allemagne, en 1974, parmi les ménages dont le faible niveau de ressources permettait de bénéficier de l'aide sociale, 95 % possédaient un réfrigérateur, 73 % une machine à laver, 27 % une voiture et 24 % le téléphone. La pauvreté dériale comme le manque de nourriture et de biens de première nécessité tend à s'estomper dans les pays occidentaux : la notion retenue de pauvreté « relative » vise le cas de personnes qui ne bénéficient pas de la qualité de la vie dont jouissent la majorité des citoyens. Elle est donc de nature psychologique, et par conséquent politique.

La notion de la pauvreté. A partir de ces différentes définitions, les rapporteurs ont retenu la notion de « seuil de pauvreté relative normalisée » qui est « simplement la moyenne arithmétique (non pondérée) des seuils de pauvreté officiels ou quasi officiels », le principe étant non pas de retenir la notion de « pauvreté absolue » exprimée par une somme forfaitaire de revenus, mais de se baser sur la notion de « pauvreté relative ».

Il a été arbitrairement admis, est-il indiqué, que pour tous les pays considérés, un individu serait pauvre si son revenu était inférieur à 66,6 % du revenu moyen disponible dans son pays. Alors que selon les définitions nationales « la proportion de pauvres va de 10 à 20 % ou davantage » (1), selon la définition dite « normalisée », « les proportions de la population vivant dans la pauvreté varient considérablement selon les pays : elles s'étendent de 3 % en Allemagne et en Suède à 16 % en France ». Et d'estimer que « la pauvreté, au sens d'un dénuement économique (mais aussi social et culturel) relatif peut affecter de 10 à 15 % la population de l'O.C.D.E. », soit plus de 73 millions de personnes.

Selon différents modes de calcul, l'O.C.D.E. constate certes que « depuis la guerre, la pauvreté a baissé et régressé très rapidement » mais en valeur relative normalisée le rapport constate que « la pauvreté relative a reculé en Allemagne, aux États-Unis et en France mais qu'elle a progressé au Canada et peut-être en Grande-Bretagne (2) ».

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite p. 12, 1^{er} col.)

(1) En 1972 ou 1973 : 2,2 % en Australie, 11,9 % aux États-Unis, 13,3 % au Royaume-Uni, 15,1 % au Canada et 15 à 20 % en France, selon les estimations privées de M. Lenoir (les Echos) et M. Scholer (l'Europe). La pauvreté dans les pays riches, 24 % en Irlande.

(2) Diminution de 9,3 % aux États-Unis et de 12,2 % au Canada de 1962 ou 1965 à 1972-1973, selon les définitions nationales. Mais, selon la définition de « pauvreté relative normalisée », seulement de 0,6 % aux États-Unis, de 1,8 % au Royaume-Uni, de 2,8 % en Allemagne, de 4,9 % en France ; en revanche, progression de 2,5 % au Canada.

L'essoufflement de la croissance

(Suite de la page 11.)

Finalement, c'est de l'allure de la consommation nationale que dépendra la croissance durant les prochains mois. Or, ce qu'on peut en augurer conduit, à nous, à pronostiquer une certaine modération. Le pouvoir d'achat des salariés a progressé rapidement au premier trimestre (pour les non-chômeurs, c'est-à-dire) ; l'allongement des horaires et la hausse des rémunérations font prévoir une nouvelle amélioration d'ici la fin de l'année. Mais celle-ci sera rognée par la montée des prix, plus forte que prévu de quelque 2 % l'an.

De sorte que le revenu disponible peut — en dépit des mécomptes ruraux dus à la sécheresse — assurer au second semestre une progression de la consommation de l'ordre de 2 %, voire un peu plus si la pro-

pension à épargner des Français (qui a faibli depuis le début de l'année, après la forte épargne de précaution de 1975) continue à diminuer. Ce qui dépendra beaucoup du climat économique-politique des prochains mois ; de la façon, notamment, dont sera perçue par la nation la persistance du chômage.

Au total, on peut penser qu'après une croissance industrielle rapide cet hiver et au printemps (supérieure à 12 % l'an), correspondant à un progrès du produit national de l'ordre de 7 % à 8 % l'an, on s'oriente vers des cadences inférieures de moitié environ au second semestre. Comme cela va se produire au moment où arrivera sur le marché de l'emploi un surplus de quelque trois cent mille jeunes libérés de scolarité, le risque existera de voir augmenter le nombre des demandeurs d'emploi.

Prix : de l'ordre de 11 %

Bien entendu, ces orientations moyennes rendent mal compte de la diversité extrême des situations par branches, qui caractérise la période actuelle. L'industrie automobile a de solides raisons d'être plus optimiste que celle du textile (où l'habillage peut d'ailleurs aller moins mal que le reste). La sidérurgie restera moins déprimée que par le passé, sans retrouver tout à fait son dynamisme d'antan. Les firmes travaillant pour les centrales nucléaires se porteront mieux que leurs concurrents de la petite construction électrique, dont la clientèle demeure réticente devant l'achat d'appareils ménagers. Les industries alimentaires auront plus de succès que la chimie. En général les secteurs « lourds » connaîtront plus de difficultés que les branches travaillant directement pour la consommation.

Autant de secteurs, autant de cas. Le seul facteur d'unité dans cet ensemble disparate semble, malheureusement, la perspective — presque unanime — de hausse des prix. Experts français et étrangers, privés ou publics, semblent présenter d'accord sur le fait que les perspectives d'inflation retenues par M. Fourcade sont

dépassées. Ce n'est pas de 7,5 %, comme l'espérait le ministre de l'économie et des finances en septembre dernier, que sera la hausse du coût de la vie cette année. Ni même de 8,9 % comme l'affirmait encore en avril. Mais probablement de 11 %, quel que soit le ministre ait encore promis vendredi que l'on resterait au-dessous de 10 %.

Pour qu'il en aille autrement, il faudrait que le gouvernement se lance dans une politique de très grande sévérité envers les producteurs et les distributeurs (allant des blocages de prix à la multiplication des contrôles) ; dirigisme qui est contraire à sa philosophie politique. Ou bien qu'il lutte contre la hausse par le jeu du marché, en déprimant la demande, au risque d'aggraver brutalement le chômage, à quelques mois des élections municipales ; opération suicidaire qu'aucun de ses conseillers ne lui recommanderait.

Dans ces conditions, il paraît sage de s'attendre à voir une fois encore démentir les pronostics de la Rue de Rivoli. A force d'avoir tort, les économistes du pouvoir ont de moins en moins de chance d'être crus.

GILBERT MATHIEU.

La proportion des pauvres

(Suite de la page 11.)

Mais dans l'ensemble, il apparaît que « le niveau relatif et l'évolution des dépenses sociales » n'ont guère de rapport avec le degré ou les variations de la pauvreté relative.

Deux séries d'explications sont données :

● Le poids croissant des prestations sociales ces dix dernières années est dû, en grande partie, à trois phénomènes : l'augmentation des adultes ; le vieillissement ;

population active. Ainsi, le paradoxe de « la pauvreté en société d'abondance » apparaît comme un véritable scandale puisque les « laissés pour compte » sont ceux qui ont le plus souffert des aléas de l'histoire mondiale depuis cinquante ans.

Sans nier qu'en l'absence de sécurité sociale « le nombre des personnes touchées par la pauvreté aurait été beaucoup plus grand », et tout en reconnaissant que, pour des raisons démographiques surtout, les dépenses continueront à « augmenter plus rapide-

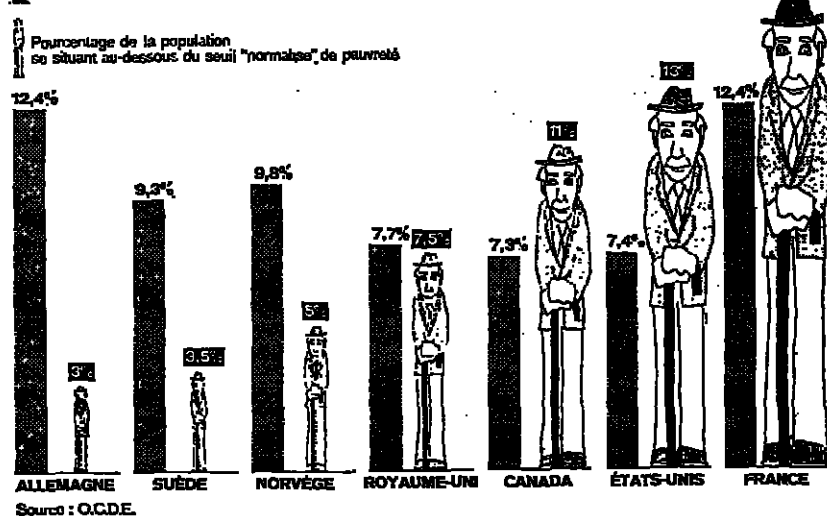
ment que la P.I.B. au cours de la prochaine décennie », l'O.C.D.E. envisage des solutions qui permettraient de réserver la population pauvre.

Et le rapport fait une double distinction entre pauvres actifs et pauvres âgés. Pour les premiers, l'O.C.D.E. note que le recours aux seules prestations risque de constituer un « piège », certains adultes étant incités à rester inactifs en recevant des prestations presque égales, voire inférieures aux revenus qu'ils toucheraient s'ils travaillaient. D'où la suggestion d'améliorer les possibilités d'emploi et la capacité de gain des personnes pauvres aptes à travailler par une meilleure organisation du marché de l'emploi, la formation, la réduction des écarts de salaires et la lutte contre l'inflation ainsi que par une « meilleure coordination des services de sécurité sociale ».

En revanche, pour les personnes âgées, les invalides et les grands malades, le rapport de l'O.C.D.E. estime que les transferts sociaux « doivent rester le principal moyen d'améliorer leur situation » et propose « un effort concerté » pour « accroître la sélectivité des systèmes en vigueur ». Avec grande prudence sont alors envisagées la sélectivité des prestations (relèvement des allocations minimales, recours plus large à des prestations liées à un plafond de ressources) ou encore l'institution d'une « forme quelconque d'impôt négatif sur le revenu ».

LA FAIBLESSE DES ALLOCATIONS-VEILLESSE EN FRANCE EXPLIQUE EN GRANDE PARTIE LE FORT POURCENTAGE DE « PAUVRES »

Dépenses de garantie de ressources en pourcentage du P.I.B.



sement de la population et aussi l'extension des droits à des catégories non encore couvertes. C'est ainsi que les facteurs démographiques « ont été à l'origine de près de 50 % de l'accroissement des prestations de retraite et de 30 % de la diminution de la part des prestations familiales » et que le reste de l'accroissement des dépenses « a tenu, en majeure partie, à l'extension des bénéficiaires de prestations et non à un accroissement de la générosité » des institutions sociales.

● En outre, « la plus grande partie des dépenses sociales (à l'exception de l'aide sociale) ne va pas aux groupes à faible revenu », de nombreux régimes de sécurité sociale ayant adopté le principe de prestations proportionnelles aux rémunérations, et les allocations minimales, notamment en France, étant assez faibles et très inférieures en tout cas au seuil de pauvreté. Se référant à certains exemples, le rapport est amené à estimer que lorsque des pays affectent 8 à 9 % de leur P.I.B. à la sécurité sociale, « ils ne consacrent qu'environ 2 à 3 % à la lutte contre la pauvreté ».

Pénalisés par un système de prestations qui maintient les inégalités de revenus, les « pauvres » sont avant tout des personnes âgées et des femmes chefs de famille : « Dans l'ensemble, la moitié environ de la population pauvre se compose de personnes non actives qui sont âgées, ou bien qu'il n'est pas facile de faire entrer « à part entière » dans la

BIBLIOGRAPHIE Trois livres sur le pétrole

Les constantes de l'industrie de l'« or noir »

LORS que le Sénat américain s'attaque, sans grande chance de succès, aux compagnies pétrolières et veut les obliger à abandonner une partie de leurs activités (raffinage et distribution), l'histoire par Anthony Sampson des sept « majors » (1), de cette industrie — « les sept sœurs » (2), selon l'expression d'Enrico Mattei — vient à point nommé souligner les particularités de ce marché « pas comme les autres ».

Comme dans l'I.T.T. Etat souverain le collaborateur de l'hebdomadaire britannique Observer, auteur aussi d'une remarquable Radioscopie de l'Angleterre, conjugue la minutie de l'historien et l'écriture vivante du journaliste pour dénoncer les dérives de ces compagnies « souveraines ».

Depuis les années 1860 où un certain John D. Rockefeller — qui n'était alors qu'un jeune comptable secret et taciturne — obtint d'une compagnie de chemin de fer un important rabais occulte pour le transport d'Oil City à une raffinerie de Cleveland, ce qui frappe c'est la permanence des traits caractéristiques de cette industrie.

Pendant un siècle on retrouve les batailles entre producteurs et distributeurs et l'alternance de pénurie et de surabondance qui pousse les compagnies à s'entendre et à se développer de manière intégrée ; on remarque « les vieilles traditions du secret et le cas échéant, de mensonge » qui prévalent dans les compagnies et l'on s'étonne du caractère autocratique et froid de ces « rois du pétrole » qui n'ont pas toujours échappé à la fascination du nazisme, comme le directeur général de la Shell Henry Deterding (filier et Goering envoyèrent des couronnes pour ses obsèques) ou comme un dirigeant de Texaco, Kleber, « fidèle norvégien au passé romantique » qui n'hésita pas à livrer du pétrole à l'Allemagne lors de la seconde guerre mondiale.

De l'« accord de la ligne rouge » — plan de découpage du Moyen-Orient (à l'exception de l'Iran et du Koweït) —

par quatre des sœurs réunies dans l'Iraq Petroleum Company — au renversement du Dr Mohamed Mossadegh, premier ministre iranien, coupable d'avoir nationalisé, en 1951, les champs pétroliers de B.P. ; de la bataille des concessions à celle des participations ; de l'utilisation des « indépendants » en période d'abondance à leur exclusion en période de pénurie ; de l'obtention d'exonérations fiscales au financement de la campagne électorale de Nixon ou aux « dons » au parti gouvernemental de Corée du Sud, ce sont les mêmes méthodes, le même état d'esprit qu'adoptent les sept sœurs. Et si parfois, elles semblent s'opposer les unes aux autres (particulièrement les deux plus grandes — Exxon et la Shell — dans les années 30), comme le disait Calouste Gulbenkian, un « indépendant » d'origine arménienne, qui, dès 1914, fut convaincu de la présence de pétrole le long du Tigre : « Les hommes du pétrole sont comme des chats : on ne peut jamais savoir, à leurs manières, s'ils se battent ou s'ils font l'amour ».

Tout au long de cette histoire, marquée par des personnages d'envergure qui sauront souvent prendre des risques importants, tels John D. Rockefeller, Henry Deterding et Walter Teagles, les « empêcheurs de tourner en rond » Paul Getty et Enrico Mattei, ou les magnats actuels, comme le shah d'Iran et le ministre des affaires pétrolières d'Arabie Saoudite, le chelikh Zaki Yamani. M. Anthony Sampson cherche à répondre aux deux questions que pose l'industrie pétrolière depuis sa naissance : « Le monopole est-il inévitable ? » et « Qui contrôle ? ».

Nombreux sont les rapports et les commissions antitrust qui dénoncent les monopoles — la Standard Oil a même été démantelée en 1911 — mais, aux tenants du respect de la concurrence réelle et des lois du marché, qui toujours ont répondu les défenseurs du « monopole naturel » qu'imposeraient, selon eux, les caractéristiques du marché pétrolier : demande « inélastique » et faible élasticité de la baisse des prix sur la production.

En admettant même que ce contrôle du marché soit inévitable, qui devrait en être l'instrument : les producteurs de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) — un nouveau cartel — ou les consommateurs, les États ou les compagnies ? Le livre de Sampson met en évidence la démission des États occidentaux dans un domaine où leur rôle aurait dû être majeur. « Les gouvernements nationaux ont tendance à oublier qu'ils (les sœurs) constituent de simples entreprises commerciales aux allégeances baladeuses, dont l'objectif primordial est de « faire de l'argent », écrit-il. Le dernier avatar des sœurs, après la crise de 1973 (qu'elles ont contribué à provoquer par leur politique à courte vue), qui a consisté « à se laisser attirer dans les tentes des producteurs, loin des charmes moins enchanteresses des consommateurs », est là pour le prouver, si nécessaire.

« Qui décide ? » et surtout « qui contrôle ? » Telles sont aussi les questions en forme d'obsession que pose Philippe Simonnot, tant dans une postface aux Sept Sœurs (« Le cas de la France ou les ambiguïtés d'une politique d'indépendance ») que dans le Complot pétrolier (3). Quand on entend un ministre des affaires étrangères, M. Michel Jobert, dire, à propos du contrat signé par la France avec l'Arabie Saoudite, « À l'époque, Giscard (le président de l'entreprise à capitaux d'État Elf) avait fait campagne contre moi », ou le président de la République, M. Giscard

d'Estaing, interrogé sur les relations franco-algériennes, déclarer : « Peut-on rendre le gouvernement responsable de la conception que se fait l'Arabie de ses intérêts en politique pétrolière ? Chacun sait bien que non », on ne peut qu'admettre le bien-fondé de cette interrogation.

Si le secteur pétrolier public et parapublic contrôle à peu près la moitié du marché français, cela lui permet-il mieux que d'autres d'échapper à la loi des gigantesques sociétés internationales ? Rien n'est moins sûr. Malgré le vœu du législateur, en 1928, de maintenir une certaine concurrence sur le marché, les filiales françaises des sept sœurs, avec la complicité des sociétés françaises (on nomme souvent la C.F.P. « la huitième sœur »), et la bénédiction des pouvoirs publics, se sont partagé le marché.

Si les raisons industrielles (importance des investissements et protection de la jeune industrie du raffinage) et stratégiques (sécurité nécessaire des approvisionnements) avancées pour justifier cette complexité ne sont pas valables, encore faut-il pouvoir en juger complètement. Or le secret des affaires comme le secret de l'administration sont avancés chaque fois que l'on cherche à connaître la politique pétrolière française. « Le véritable scandale », écrit Philippe Simonnot, « c'est qu'il est impossible d'obtenir du gouvernement et des compagnies un bilan complet de cette politique ».

Ce goût de l'administration pour le secret a aussi prévalu dans le projet de fusion qui existe entre Elf et la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) sujet d'un « complot pétrolier ». Selon l'ancien rédacteur du Monde, qui analyse mot à mot plusieurs notes administratives pour appuyer ses conclusions, cette fusion d'un groupe contrôlé à 100 % par l'État (Elf) et d'un autre groupe dont 46 % du capital est détenu par des intérêts privés, correspond à une privatisation de la société d'État.

La démocratie n'y trouve pas son compte puisqu'il n'est pas question de consulter le Parlement. L'État y perd un pouvoir de contrôle puisque la nouvelle société (S.N.P.A.) ne sera plus soumise qu'aux commissaires du gouvernement et non plus — comme l'Elf — à des contrôleurs d'État aux prérogatives plus étendues. Enfin le conseil d'administration sera pratiquement celui de la S.N.P.A., si l'on suit les désirs de M. Giscard, le promoteur du rapprochement.

Si Philippe Simonnot refuse d'envisager la logique industrielle d'une telle fusion, c'est parce que la méthode utilisée lui paraît condamnable : privatiser une société d'État et alléger le contrôle d'entreprise qui — le rapport Schwartz l'a montré — ont déjà trop tendance à singer les « sœurs », mérite pour le moins débat.

Depuis la première guerre mondiale l'histoire des compagnies pétrolières s'est souvent rapprochée de l'histoire tout court. Et pourtant, hormis quelques interventions exceptionnelles, on n'y a guère vu de gouvernements. Pendant longtemps les plus grands États ont laissé aux grandes sociétés le soin de mener le jeu. La puissance et l'organisation de celles-ci les mettaient en mesure de trahir le plus souvent de dominant à dominé avec les États producteurs faibles et en faiblesse les agents privés de la colonisation économique. Contrôlant encore les marchés, la technologie et le capital, elles continuaient à jouer un rôle très important dans le domaine pétrolier, mais le fait qu'elles aient dû renoncer (depuis 1973) à fixer les prix mondiaux laisse pressager l'affaiblissement de leur rôle politique.

En attendant « une première démarche dans le sens d'un gouvernement mondial » espérée par Sampson, les grands pays consommateurs sont appelés à jouer un rôle croissant. L'échec des contrats d'État à l'État a démontré que les relations politiques bilatérales ne constituaient pas forcément la meilleure solution. Et ce n'est peut-être pas en renforçant le caractère privé de la deuxième entreprise pétrolière française que le gouvernement préparera le mieux cette période où « le problème du contrôle des grandes compagnies pétrolières ne pourra plus être éludé ».

Troisième volet des textes consacrés par les Éditions Alain Moreau aux compagnies pétrolières « Dossier : comme racket pétrolier » (4) ouvrage établi par la commission économique du P.S.U., il décrit la manière dont les sociétés opérant en France se partagent le marché. Entente, refus de vente, monopole, étouffement de la concurrence, toutes ces pratiques sont mises au jour à partir de pièces du dossier d'instruction de l'affaire Bodourian, du nom de cet « indépendant » « étranger » par les grandes compagnies qui porte plainte le 9 juin 1971 pour entrave à la liberté des enchères et refus de vente. Cette instruction encore en cours a déjà vu l'inculpation de quarante-deux dirigeants d'entreprises pétrolières.

Dans une conclusion trop brève, la commission économique du P.S.U. se prononce pour une autre politique énergétique dont les grands traits sont la volonté politique de résoudre le problème de l'énergie en dehors des règles capitalistes, l'établissement de nouveaux rapports internationaux et la nationalisation des compagnies.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Exxon, Shell, Mobil, Texaco, B.P. Gulf et Socon.

(2) Les Sept Sœurs, d'Anthony Sampson, les grandes compagnies et le pétrole, traduit de l'anglais par M. J. P. de la Roche, 240 pages, Éditions du P.S.U., 1976, 35 F.

(3) Le Complot pétrolier, par Philippe Simonnot, 240 pages, Éditions Alain Moreau, 1976, 35 F.

(4) Dossier R., comme Racket pétrolier, par Christian de Bria, Michel Estienne, Michel Moreau, André Turquet, la commission économique du P.S.U., Éditions Alain Moreau, 343 pages, 35 F.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE

ENTREPRISE NATIONALE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES COMMERCIALES

E.N.E.R.I.C.

AVIS DE PRÉSÉLECTION NATIONAL ET INTERNATIONAL

Dans le cadre de la réalisation de ses travaux d'ARCHITECTURE INTERIEURE, E.N.E.R.I.C. lance un avis de présélection national et international pour l'acquisition des fournitures et matériaux ainsi que des procédés techniques se rapportant à l'aménagement, agencement et décoration des centres commerciaux.

— Super-marchés, grands espaces commerciaux, points de vente, etc., etc.

— Stand d'exposition et promotion, etc.

Les lots demandés sont les suivants :

- Lot I : Éléments de structure, profilés, panneaux, etc.
- Lot II : Éclairage (divers).
- Lot III : Revêtements (sols, murs, etc.).
- Lot IV : Mobilier (divers).
- Lot V : Rideaux, voilages, etc.
- Lot VI : Tous matériaux ou méthodes pouvant intéresser l'architecture intérieure.

Les Sociétés intéressées par cet appel de présélection pourront se présenter ou adresser leur documentation ou des échantillons de leur fabrication accompagnés des conditions commerciales à :

E.N.E.R.I.C. DÉPARTEMENT ENGINEERING

42, rue Larbi-Ben-M'Hidi

ALGER - ALGÉRIE

Trois projets de quotidiens en province pour la rentrée

La perspective des élections municipales en 1977 et surtout des législatives en 1978 suscite, semble-t-il, plusieurs projets de quotidiens dont trois de nos correspondants en province se font l'écho. Le moins original n'étant pas celui imaginé à Rouen et qui implique un accord entre M. Robert Harsant et le parti communiste français...

La perspective des élections municipales en 1977 et surtout des législatives en 1978 suscite, semble-t-il, plusieurs projets de quotidiens dont trois de nos correspondants en province se font l'écho. Le moins original n'étant pas celui imaginé à Rouen et qui implique un accord entre M. Robert Harsant et le parti communiste français...

LYON : un quotidien d'opinion à droite de la majorité

Deux journaux de Lyon et un de Saint-Etienne vont sans doute céder, à l'automne, la place à un seul quotidien. Il s'appellera le *Quotidien de Lyon* ou l'*Écho de Lyon*, et sera créé sur les débris de l'*Écho de Lyon*, de l'*Écho de Saint-Etienne*, de l'*Écho de Saint-Étienne* et de l'*Écho de Saint-Etienne*. Pour l'instant, rien n'a été annoncé officiellement et les rédactions n'ont pas été avisées, mais une réunion des chefs de service concernés s'est tenue récemment et une autre, peut-être décisive, est prévue pour le 8 août.

NANCY : un P.-D. G. de supermarchés tenté par la presse

M. Lucien Brand, P.-D. G. d'une société de distribution — les *Supermarchés Brand* — qui possède cinq supermarchés (alimentation et meubles) dans l'agglomération nancéenne, envisage de lancer un quotidien avant la fin de l'année 1976 sur Nancy et sa banlieue. Ce quotidien de grande information, en effet, serait tiré, au départ, à trente mille exemplaires.

ROUEN : un journal de gauche avec l'accord de M. Harsant

Le quotidien *Haute-Normandie* devait lancer, en octobre prochain, une édition rouennaise. Bien que, semble-t-il, la décision ne soit pas encore définitivement prise, le projet est bien avancé. Ce journal, dont l'ambition serait de concurrencer sur sa gauche, en vue des élections municipales, dans son fief même, *Paris-Normandie*, emploierait dix journalistes et comme responsables Mme. Claude Boyer et Lilian Crouzet (2). Le tirage estimé serait de dix mille exemplaires. Il serait diffusé sur l'ensemble de l'agglomération rouennaise à l'exception des cantons ruraux. Le titre n'est pas encore arrêté.

L'enquête annuelle sur la lecture des journaux

Chaque année, le Centre d'études des supports de publicité (CESP) procède par sondages à l'analyse de la lecture de la presse nationale et régionale. Les résultats cumulés des quatre « vagues » de l'enquête viennent d'être publiés pour la période qui s'étend entre septembre 1975 et mai 1976. Ils confirment une fois de plus la domination de la presse nationale, car les chiffres des quotidiens régionaux ne sont pas encore connus.

La situation particulière de la presse havraise et le quasi-monopole qu'exerce le groupe Harsant dans la région rouennaise, rendent ce projet particulièrement complexe. Le *Haute-Normandie*, en effet, partage la clientèle havraise avec la presse nationale, *Paris-Normandie* et le *Haute-Normandie*, contrôlés par le groupe Harsant. Une agence commune aux trois journaux a été créée, dont la gestion a été confiée à M. Mayer, directeur du *Haute-Normandie*, tandis que Robert Harsant, après de longues négociations, obtenait 4,7 % des parts de ce journal. Les trois titres ont des pages d'informations locales communes. Entre le *Haute-Normandie* et le *Haute-Normandie*, les textes des articles d'informations générales sont les plus souvent identiques sous différents titres et des illustrations différentes. Enfin, des équipes spécialisées à chaque entreprise couvrent le terrain politique. Le *Haute-Normandie* et le *Haute-Normandie* sont tenus d'envoyer des articles au *Haute-Normandie*. Pour parachever cet imbroglio, indiquons que le *Haute-Normandie* ne publie pas le *Haute-Normandie*, mais que la rotative appartient à ce dernier.

Les comparaisons entre les données recueillies pour chaque journal doivent cependant être effectuées avec précaution. Toute enquête par sondage implique une marge d'erreur qui peut être calculée. Le CESP l'indique, par exemple, que l'audience d'un titre auquel il attribue 1 million de lecteurs se situe entre deux cent mille et 1 200 000, même si la probabilité maximale est celle du nombre médian, 1 000 000. Sous ces réserves, voici :

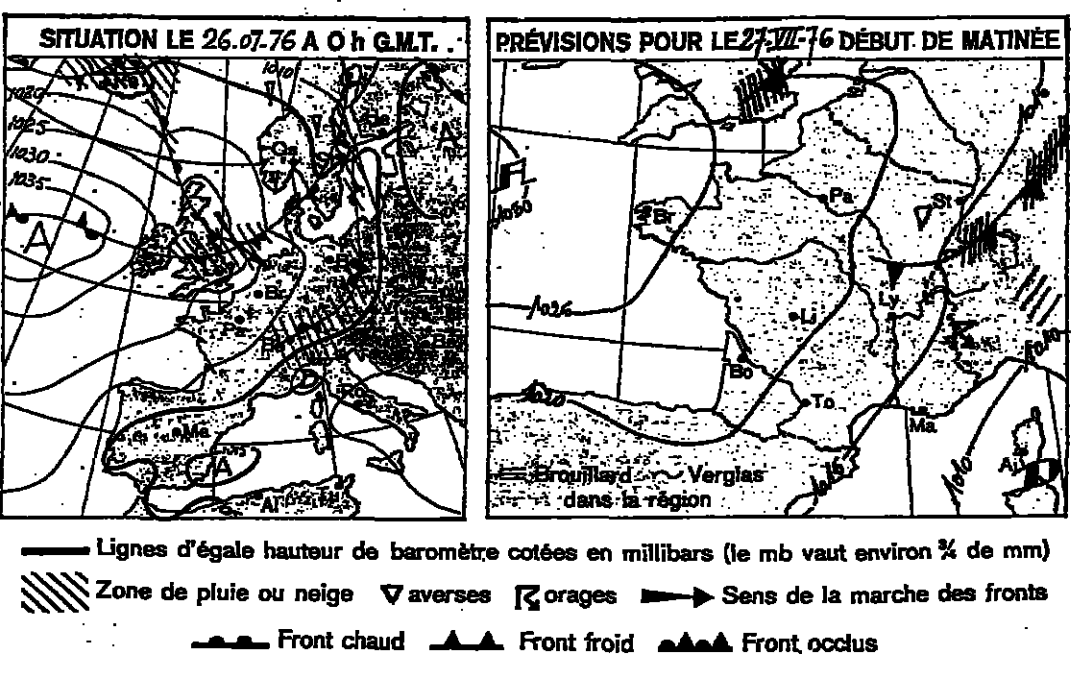
C'est dans ce contexte que le conseil d'administration du *Haute-Normandie*, et plus particulièrement les deux représentants du parti communiste, qui déclinent la « minorité de blocage », ont envisagé l'opération rouennaise d'un quotidien ouvert aux différentes familles de la gauche, mais dont l'imprimeur, pour le présent, ne pourrait être que Robert Harsant. Dès son arrivée en 1972 à Paris-Normandie, celui-ci n'a jamais caché son intention de « couvrir » à partir du *Haute-Normandie*, les cases vides de l'échiquier politique de la région rouennaise et, sans toutefois se précipiter, le parti communiste s'était montré intéressé par cette idée.

Les journalistes et typographes italiens réclament une nouvelle législation apte à garantir la « pluralité des titres et le plein emploi de l'ensemble de la profession ». Ils déplorent qu'aucun projet de réforme de la presse ne figure dans le programme du gouvernement de M. Andreotti malgré « les assurances données ».

« Paris-Match » interdit en Tunisie. Les autorités tunisiennes ont interdit à la vente l'hebdomadaire *Paris-Match*, considéré comme « raciste et antisémite ». Cette mesure trappée, pour les mêmes raisons, la série de romans policiers « S.A.S. » de G. de Villiers, auquel *Paris-Match* vient de consacrer un long reportage. — (A.F.P.)

Depuis plusieurs mois, de nombreux journaux italiens connaissent des difficultés financières qui les mettent en péril. Samedi, *Il Giornale d'Italia* est parvenu à la dernière folle après soixante-seize ans d'activité. Le 31 juillet, *Il Telegrafo* doit être mis en liquidation judiciaire. — (A.F.P.)

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 juillet à 0 heure et le mardi 27 juillet à 24 heures :
Le France restera en bordure des hautes pressions du proche-Atlantique, quasi stationnaires à l'ouest de l'Irlande. Les perturbations, qui contourneront par le nord et hautes pressions, se dirigeront ensuite vers l'Europe centrale. Leur bordure affectera des régions du Nord, du Centre et de l'Est, tandis que le temps restera ensoleillé près de l'Atlantique.
Mardi, le temps sera assez nuageux de l'embouchure de la Seine et de l'Alsace au Massif Central, au Sud-Est et à la Corse. Des averses seront observées, surtout l'après-midi et le soir, principalement sur le relief; elles seront accompagnées localement d'orages sur les Alpes et le Sud-Est.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 25 juillet 1976 :
DES DECRETS :
P. Pris pour l'application de la loi du 1er août 1965 sur la représentation des Français dans les ventes des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires en ce qui concerne les produits de cacao et de chocolat destinés à l'alimentation humaine.
M. Modifiant le décret n° 59-02 du 5 mai 1959 relatif à la rémunération et aux indemnités des membres du Conseil économique et social.
R. Relatif au statut des personnels techniques contractuels affectés à des postes de recherche dans les écoles nationales des mines relevant du ministère de l'Industrie et de la recherche.

Tourisme

VACANCES A L'ÉTRANGER

Les incertitudes monétaires présentes inquiètent un certain nombre de Français sur le point de partir à l'étranger. Le Syndicat national des agents de voyages a pris les résolutions suivantes : pour toutes les inscriptions fermes enregistrées jusqu'au 24 juillet au soir auprès d'une agence membre du SNAV, les prix confirmés sont garantis, quelle que soit la date de départ ; pour toutes les inscriptions prises à partir du lundi 26 juillet, les prix confirmés par l'agence de voyages au moment de la réservation ferme seront garantis quelle que soit la date de départ.
★ SNAV, 6, rue Villaret-de-Joyeuse, 75017 Paris, tél. : 755-61-26 et 380-2-72.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1518

1	2	3	4	5	6	7	8	9

VERTICALEMENT
1. Ne manque pas de branche ; Subit un choc lors d'effusions sentimentales. — 2. Abréviation ; Opérais certaine suppression. — 3. État étranger ; Part particulièrement agité en 1965. — 4. Objet d'attraction ; Pronom. — 5. Pas superflu ; Se prennent à l'air. — 6. Pronom ; Ignorance, qu'ils laisseront des plumes en ce bas monde. — 7. Ville étrangère ; Allez à Londres ; Terme musical. — 8. Sur un monochord on dans un bidon ; Achète maintes archéologies. — 9. Service militaire ; Hantent les célestes pourpres.

HORIZONTALEMENT
I. Avec elle, pas de pardon ! — II. Des dons qui se traduisent par des bosses. — III. Rasure une sentinelle ; Vient d'être. — IV. Hamlets d'estivants. — V. Décoré ; Maitresse soumise à la foute. — VI. Sort à peine de l'eau ; Devant ins. — VII. Suffit à des amoureux ; Accablé plaintif ; Adverbe. — VIII. Proposition ; Particularité d'une certaine doctrine. — IX. Rigole sur la route. — X. Sera vraiment bête ; A été tendre. — XI. Utilisons ; Rutilant sur des ornements sacerdotaux.

Solution du problème n° 1517
Horizontalement
I. Lit ; Aaron. — II. Nourrice. — III. Unité. — IV. Ne ; MO. — V. En. — VI. Souffrir. — VII. On. — VIII. Te ; Orée. — IX. Odeur. — X. Star ; IN. — XI. Bé ; Cires.
Verticalement
1. Union. — 2. Internat. — 3. Tot ; Alerte. — 4. Un ; AD. — 5. Arioso ; Ode. — 6. Art. — 7. RR. — 8. Rie ; Aisée. — 9. Oc ; Rituelle. — 9. Nértes ; Uns.
GUY BROUTY.

Documentation

Deux mémentos de qualité sur le droit fiscal et le droit social

Les mémentos de droit fiscal et de droit social 1976 (éditions du Mémento) sont parus.
● **MEMENTO FISCAL**. — C'est l'ancien *Mémento du contribuable*. Ce changement de titre vise à souligner que ce mémento est « *utile et sûr* » aux entreprises, commerçants et professions libérales. En moins de mille pages sont exposées les règles de l'assiette et du paiement des divers impôts et taxes et tous les renseignements chiffrés nécessaires, les barèmes, avec tableaux et exemples d'application.
Le contribuable peut retrouver rapidement le point de droit recherché, savoir quand et comment remplir les formalités auxquelles il est assujéti, vérifier les versements qu'il reçoit, présenter une réclamation dans les formes quand il se juge lésé.
● **MEMENTO SOCIAL**. — La seconde édition de ce *Mémento*, paru pour la première fois en 1975, est améliorée ou augmentée pour certaines rubriques : responsabilité de l'employeur en cas de licenciement pour cause économique ; congés payés, conventions collectives, etc.
L'objet de ce *Mémento*, conçu de la même manière que le *Mémento fiscal*, est de mettre à la disposition du lecteur (en 800 pages) « un condensé bien à jour embrassant l'ensemble de la réglementation sociale ». C'est un outil de travail remarquable, encore qu'il n'ait pas le caractère d'un ouvrage de référence, car la réglementation applicable aux plus déshérités : l'aide sociale et l'aide judiciaire ne sont pas traitées. Le chapitre sur les étrangers est insuffisant. On doit leur le souter de rendre les renseignements donnés utilisables dans la pratique : les procédures sont décrites avec soin, les adresses utiles sont mentionnées avec le numéro de téléphone.
Les deux volumes (le premier est vendu 107 F, le second 81 F) sont d'un format maniable, avec une couverture en plastique souple. L'un et l'autre sont à jour au 15 avril 1976, et ses acquéreurs reçoivent un complément gratuit de mise à jour en fin d'année.
Ils comprennent un sommaire analytique, une table alphabétique très détaillée, des paragraphes numérotés en gros caractères qui permettent de s'y retrouver rapidement.
Les passages insuffisamment détaillés renvoient le lecteur aux paragraphes correspondants de la Documentation de base Francis Lefebvre. — O. P.-V.

Le Monde
Service des Abonnements
4, rue des Italiens
75017 PARIS — CEDEX 09
C.C.P. 4207-21

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-COMMUNAUTÉ (sans Algérie)
90 F 180 F 320 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
104 F 208 F 402 F 530 F

ÉTRANGER
par messagerie
L - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAR 205 F SUISSE
115 F 230 F 367 F 400 F

II - TUNISIE
125 F 250 F 377 F 410 F

Par voie aérienne
par sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (tous virements)
doivent bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse déti-
nités ou provisoires (deux
semaines au plus) sont admis
sans frais à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres
en caractères d'imprimerie.

GRÈVE GÉNÉRALE DE LA PRESSE ITALIENNE LE 29 JUILLET

Rome (A.F.P.) — L'Italie sera privée de journaux le 29 juillet. Les syndicats de journalistes et de typographes ont décidé cette nouvelle journée d'action de vingt-quatre heures pour protester contre la « situation dramatique » de la presse italienne.

Les journalistes et typographes italiens réclament une nouvelle législation apte à garantir la « pluralité des titres et le plein emploi de l'ensemble de la profession ». Ils déplorent qu'aucun projet de réforme de la presse ne figure dans le programme du gouvernement de M. Andreotti malgré « les assurances données ».

Depuis plusieurs mois, de nombreux journaux italiens connaissent des difficultés financières qui les mettent en péril. Samedi, *Il Giornale d'Italia* est parvenu à la dernière folle après soixante-seize ans d'activité. Le 31 juillet, *Il Telegrafo* doit être mis en liquidation judiciaire. — (A.F.P.)

Édité par la S.A.S. Le Monde.
Général :
Jacques Favre, directeur de la publication.
Jacques Sauvage.

Imprimé
à Paris (15)
S. r. des Italiens
PARIS-IX
1976

Reproduction interdite de tous arti-
cles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 5427.

**la double
inconstance**
de Marivaux
par le
JEUNE THEATRE NATIONAL
réalisation
Jacques Rosner
LA FETE THEATRE D'ORSAY
tel. : 548 85.90

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

ENTREPRISE INTERNATIONALE DE TRAVAUX PUBLICS

RECHERCHE POUR IMPORTANTS CHANTIERS ROUTIERS

en AFRIQUE ANGLOPHONE

DIRECTEURS de TRAVAUX

Expérience chantiers à l'étranger et en Afrique souhaitable. Age minimum 32 ans.

INGENIEURS ELECTROMECHANICIENS

Expérience gestion et entretien d'un parc important de gros matériel de T.P. Age minimum 30 ans.

INGENIEURS TOPOGRAPHES

Expérience études et projets d'exécution de routes et autoroutes à l'étranger et en Afrique souhaitable. Age minimum 30 ans.

CONDUCTEURS de TRAVAUX ROUTIERS

- TERRASSEMENT
- OUVRAGES D'ART
- CHAUSSEES.
Formation E.S.T.P. ou E.G.L.E.T.O.N.S. Age minimum 28 ans.

Pour ces 4 qualifications, une bonne connaissance de l'anglais parlé, lu et écrit est indispensable.

CHEFS de CENTRALE d'ENROBAGE

Chefs de chantiers confirmés ou Conducteurs de travaux connaissant parfaitement les réglages et le fonctionnement des centrales d'enrobage. 5 ans d'expérience. Age minimum 28 ans. Anglais parlé.

CHEFS de CHANTIERS ROUTIERS

Confirmés, ayant l'expérience de la mise en place des différents revêtements routiers et une connaissance approfondie des matériels utilisés (finisseurs, compacteurs...). Age minimum 28 ans. Notions d'anglais.

MECANICIENS-ELECTRICIENS

Chefs de centrale de concassage-cyclage. 5 à 10 ans d'expérience. Age minimum 28 ans. Notions d'anglais.

MECANICIENS-TOURNEURS

Expérience machines-outils. Age minimum 28 ans. Notions d'anglais.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à No 68.675, CONTESSÉ Publicité 20, Av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



emplois régionaux

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
Siège PARIS recherche pour LYON

CADRE FINANCIER

CONFIRMÉ

Diplômé d'Institut d'Études Politiques Ecole Supérieure de Commerce ou titulaire d'une licence Sciences Économiques complétée d'un D.E.S.

Il participera à la gestion financière des opérations, et sera chargé en particulier de la recherche des plans de financement les mieux appropriés aux opérations - de suivre en permanence la situation des opérations en proposant le cas échéant les mesures correctives nécessaires.

Il est demandé une expérience minimale de 5 ans dans la fonction financière, si possible dans le secteur immobilier.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 6780 à Q7 organisation et publicité 2 rue MARBENGO 75001 PARIS FOUR TRANSMETTRA

Nous construisons des ORDINATEURS et désirons compléter notre équipe de vente à PARIS et en PROVINCE. Nous souhaitons confier cette mission à des

jeunes femmes

Débutantes ou ayant une première expérience. Elles accèderont, après une formation complète à nos méthodes et à nos produits, à des postes de

CADRES

Si vous êtes diplômée de l'Université ou d'une Grande École (gestion, scientifique, technique), et si vous avez une passion pour l'industrie, envoyez-nous une lettre manuscrite avec un CV et une photo en précisant la référence 6649 G à

Q7 organisation et publicité 2 rue MARBENGO 75001 PARIS FOUR TRANSMETTRA

Banque Populaire CAHORS

Pour secondar la Direction des Engagements nous cherchons un

CHEF DU SERVICE DES CRÉDITS

Mission : Assurer le suivi des engagements

Exigences : - Connaissance éprouvée du Risque, acquise en exploitation ; - Maîtrise des techniques de crédits et de la comptabilité d'entreprise ; - Formation juridique pour contrôler Actes et Contrats.

Age : 35 ans environ

Classe : V CADRE

Disponibilité : Immédiate.

Envoyer lettre et C.V. manuscrit + 3 photos à BANQUE POPULAIRE, Service du Personnel B.P. 152 - 46001 CAHORS

Société multinationale pleine expansion spécialisée dans la fabrication de pièces de grande précision recherche pour son usine de

HAUTE-NORMANDIE

UN CHEF DE FABRICATION

Ce poste convient à un ingénieur, mécanicien de formation, ayant déjà quelques années d'expérience en fabrication.

La fonction, qui comporte la responsabilité totale de la production (100 personnes réparties en trois ateliers de moules, découpage et montage, équilibrage des machines de haute précision), offre de grandes possibilités d'avancement dans une société en constante évolution.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Le salaire ne sera pas inférieur à

100 000 F

M. M. REUTILLON, 79-71-89 en SEINE-MARITIME ou envoyer C.V. à B.P. 20 MONTVILLE 76710.

Organisme Départemental d'Expansion Région Franche-Comté recherche

UN ANIMATEUR ÉCONOMIQUE

Le candidat retenu aura une bonne formation économique complétée par une solide expérience des problèmes de gestion des M.P.I. : organisation, production, gestion financière, administrative, comptable et commerciale.

Ses interventions concerneront spécialement la mise en œuvre des M.P.I. et se situeront tout au long du cycle de vie de l'entreprise, du stade de démarrage jusqu'à celui de la maturité, en passant par les phases de croissance et de développement.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à Comité d'Expansion Économique et de Production de Haute-Saône, 27, avenue Aristide-Briand, 70000 VESOUL.

COLLABORATRICE

Formation supérieure. Anglais courant. Bonne connaissance milieu rural et Bretagne indigènes. Connaissance évasion fiscale. Esprit efficace. Excellente présentation soignée. Possibilité éventuelle logement et voiture. Adr. let. man. av. C.V. et ph. Havas Rennes n° 603 A

L'ANIMATEUR

Mission : suivre et développer le C.A. réalisé sur une quinzaine de départements du Nord-Est de la France par des négociants en vins, distributeurs de boissons et grossistes alimentaires.

Déplacements : 4 jrs par sem. Voiture fournie

Résidence : au Bourgois

Adresser C.V. et prétentions à B.P. 165 - 73004 MACON CEDEX

IMPORTANTES SOCIÉTÉS

recherche

vente matériels grande diffusion

Gros chiffre réalisable

Important salaire assuré.

Place d'avenir.

Ecrire R. JORET, 27, rue Lalande-Lacroix, ANGOULÈME.

Institut Sup. d'Ét. agric. privé

rech. ingén. agron. (30 a. env.)

comp. bien prat. agric. en cult. (arb. : B.P.) et expérimentation agron. Auditions pédagogiques, et goût enseign. indisp.

Poste : enseign. agron. pour Adresser candidature et C.V. à

n° 7.250, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75420 PARIS-P.

professeurs

ABIDJAN

L'ENSI des Travaux Publics à ABIDJAN recherche pour ses unités de formation des PROFESSEURS universitaires dans les matières ci-après :

MATHÉMATIQUES

1 poste (Agrégation ou Doctorat d'État de préférence).

RÉSISTANCE DES MATÉRIAUX

1 poste (Ingénieur ou Docteur en génie civil ou équivalent ayant de préférence une expérience de l'enseignement).

Deux spécialités offertes :

• détachement dans le cadre de la Coopération Culturelle pour les fonctionnaires de l'Enseignement Supérieur (Maîtres de conférences ou Maîtres Assistant adjoints) ;

• contrat particulier de 1 ou 2 ans pour les candidats non titulaires de l'Enseignement.

Compétences de 2 mois. Transport de la famille à charge de l'école avec le logement et divers autres avantages dans les deux cas.

Envoyer d'urgence C.V. détaillé, sous réf. 4783/4 à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising 3, rue d'Autonne 75001 PARIS

IMPORTANTES SOCIÉTÉS BATIMENT-TRAVAUX PUBLICS recherche

Un Traducteur Interprète

FRANÇAIS-ARABE

Parfaitement bilingue

Le candidat retenu sera impérativement de nationalité marocaine et devra justifier de diplômes universitaires français en droit ou en lettres ainsi que d'un haut niveau d'études en arabe.

Poste à pourvoir en LIBYE très rapidement

Adr. lettre de candidature, C.V. détaillé + photo et prétentions à n° 68.854, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

IMPORTANT FRENCH CONTRACTOR will employ for

Black Africa

experienced and capacited

CHIEF ACCOUNTANT

Fluent English and French Compulsary.

Write with C.V. to n° 68.641 Conteresse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} Who will forward.

animateur de recherche

ABIDJAN

Centre de Recherche Française cherche ANIMATEUR DE RECHERCHE pour Laboratoire à ABIDJAN.

On procède actuellement à un ingénieur ayant au moins 5 années d'expérience en recherche dans le domaine du Bâtiment et des Travaux Publics.

Il sera engagé sous contrat par le Centre Français avec mission à Abidjan. Divers avantages : logement, transport de la famille, charges sociales de 2 mois.

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel sous réf. 4784/4 à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising 3, rue d'Autonne 75001 PARIS

IMPORTANTES SOCIÉTÉS TRAVAUX PUBLICS

recherche pour un de ses chantiers situé en PÉNINSULE ARABIQUE son

RESPONSABLE des RELATIONS EXTÉRIEURES

Le candidat retenu devra justifier d'un niveau d'études supérieures et être parfaitement trilingue français-anglais-arabe.

Poste à pourvoir rapidement.

Adr. lettre de candidature, C.V. dét. + photo et prétentions à n° 68.853 Conteresse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Burroughs

recherche pour l'ALGÉRIE

ANALYSTES DE GESTION

jeunes Diplômés d'Études supérieures (maîtrise d'informatique ou équivalent)

Expérience professionnelle égale ou 2 à 3 ans comme INGENIEURS SYSTEMES

Libérés des Obligations militaires.

Le travail consistera au cours des 2 premières années dans l'installation de 4 gros systèmes - Base de données télécom.

Envoyer C.V. et prétentions à M. SERVANT 8, rue du Général-Delastrel 75016 PARIS

RECHERCHES POUR IMPORTANTS SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES en

COTE-D'IVOIRE et au SÉNÉGAL

CHEFS DE COMPTABILITÉ

DIPLOMÉS SUPÉRIEURS

Ayant expérience de plusieurs années comptabilité analytique.

Ecrire en joignant C.V. et photo à HAVAS MONTE-CARLO N° 2016.

INSTITUT PANAFRICAIN POUR LE DÉVELOPPEMENT

VALENCIE 3 CH - 121 GENEVE 26 recrute

CADRES AFRICAINS

(connaissances ANGLAIS-FRANÇAIS)

- Économistes en formation management, spécialistes analyse économique et gestion financière

- Agro-économistes spécialistes analyses agro-techniques de projets.

Envoyer demande et C.V. détaillé avec photo.

OR. INTERNATIONAL RECH. POUR SA FILIALE A ALGER, DIRECTEUR, Age indifférent.

Expérience gestion.

Ecrire HAVAS VALENCIE 6514.

INGENIEURS AGRONOMES

Spécialistes recherche ou formation agriculture tropicale en méditerranée ou contrat entre-mer, 4 ans d'expérience minimum.

Adresser C.V. à n° 7.042 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Ecrire à SISCOMA B.P. 214 DAKAR (SENEGAL)

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هكذا من الامل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société spécialisée en travaux maritimes, portuaires et fluviaux recherche

***Pour CHANTIERS en EXTREME-ORIENT — AFRIQUE — AMERIQUE DU SUD**

INGENIEURS travaux réf. MA
INGENIEURS mécaniciens réf. MR

***Pour son SIEGE SOCIAL Banlieue SUD de PARIS.**

INGENIEURS méthodes et bureau d'études réf. MC
TECHNICIENS méthodes et études de prix réf. ME
DESSINATEUR-PROJETEUR méthodes réf. MG

Nous recherchons en priorité des candidats CONFIRMES, éventuellement des DEBUTANTS.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., PHOTO et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à P. THOMASSON Bouygues-Offshore - BP 73 - 92350 Le Plessis Robinson

SOCIÉTÉ DE VENTE PAR CORRESPONDANCE BANLIEUE SUD de PARIS recherche

chef de groupe correspondance
(homme ou femme)

FONCTIONS :
chargé de diriger un service de correspondance avec les clients, il doit être capable de rédiger ou superviser les lettres et les circulaires émanant du département.

QUALITÉS REQUISES :
- très bonne aptitude à la rédaction
- esprit de synthèse et de méthode
- sens du commandement
- goût des contacts humains
- formation universitaire (base littéraire).

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions à HAVAS CONTACT 156, Boulevard Hausmann, 75008 PARIS, sous référence 30497.

INTERDECO
RECHERCHE

pour la régie d'un magazine grand public de réputation mondiale

1) UN DIRECTEUR DE LA PUBLICITÉ

Agé de 35 ans environ, diplômé d'études supérieures, homme de réflexion et d'action, il sera responsable devant la Direction Générale de sa Gestion budgétaire ; préconisateur de sa politique marketing, il aura à en diriger et à en contrôler son application ; il lui appartiendra, plus particulièrement, d'animer l'équipe commerciale qui dépendra de lui.

La préférence sera donnée à un homme ayant à la fois une expérience de la commercialisation des produits de grande consommation ainsi que celle des techniques avancées du média-planning. Une bonne connaissance des milieux publicitaires serait appréciée. Le fait d'être disponible immédiatement constitue un avantage certain.

Rémunération en fonction de la valeur du candidat.

2) DES CHEFS DE PUBLICITÉ

Agés de 30 ans environ, ils participent à l'élaboration de la politique marketing à partir de l'information extérieure qu'ils sont en charge de collecter ; bénéficiant d'une large autonomie d'action, ils leur appartient de diffuser le positionnement du support ainsi que ses performances quantitatives et qualitatives dans le cadre d'une prospection commerciale rigoureuse.

Hommes de contact à l'imagination éveillée, ils devront avoir une certaine connaissance, même théorique, des principes de commercialisation des produits de grande consommation ainsi qu'un goût affirmé pour le média-planning.

Rémunération en fonction de la valeur du candidat.

Env. C.V. à INTERDECO, 167, r. Courcelles, 75017 PARIS

GROUPE INDUSTRIEL
d'implantation mondiale recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

Très confirmé

Le poste situé à Paris implique la participation :

- à la consolidation budgétaire de l'ensemble des filiales du Groupe,
- aux conférences et comités de direction s'y rapportant,
- à la création d'instruments nouveaux de contrôle,
- à la réalisation d'un nouveau tableau de bord de gestion prévisionnel.

Le candidat retenu devra avoir :

- une solide formation de base, si possible : Ingénieurs grandes écoles + M.B.A.,
- une expérience d'au moins 5 ans,
- la pratique des techniques américaines de gestion dans les domaines de la consolidation, des prix de revient, des plans d'investissement.

Large perspectives au sein du Groupe.

Adresser C.V. ss référence DRAC (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS - CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

discount bank (france) s.a.

dans le cadre de son expansion parisienne, recherche collaborateurs confirmés (niveau classe V et VI)

- 1 RÉDACTEUR « ENGAGEMENTS »
- 1 EXPLOITANT CHARGÉ DE CLIENTÈLE COMMERCIALE
- 1 ANALYSTE FINANCIER POUR SON DÉPARTEMENT DE LIAISONS COMMERCIALES

Adresser C.V. manuscrit + photo et prétentions au Secrétaire Général (Personnel et formation) 1, Rond-Point des Champs-Élysées, 75008 Paris qui traitera toutes les demandes confidentiellement

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
Leader de sa branche d'activité dans le secteur tertiaire recherche

CHEF COMPTABLE

Le candidat recherché sera titulaire de D.E.C.S. (ou équivalent). Il sera capable d'animer et de diriger une équipe jeunes et expérimentés.

Outre quelques années d'expérience dans le métier, il doit avoir une personnalité avenante et une ouverture d'esprit compatible avec l'ambiance de l'entreprise.

Une connaissance soit de l'allemand, soit de l'anglais est souhaitée, sans être obligatoire.

Très bonnes conditions et perspectives d'avenir.

Envoyer C.V. sous référence C.O./M.C. à T.A.S., 71, rue La Boétie, 75008 PARIS.

Téléphone : 20-81-07.

Discrétion absolue assurée.

Société Robinetterie Industrielle
filiale d'un Groupe français important à vocation internationale face à un accroissement de son activité recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
connaissant le marché de la robinetterie industrielle, chargé d'un secteur français et étranger. En cas de réussite probante, serait nommé Directeur Adjoint des Ventes, Anglais souhaité.

RESPONSABLE

DU BUREAU ORDONNANCEMENT CENTRAL DE FABRICATION
niveau BTS, connaissant bien les problèmes de mécanique et métallurgie. Références demandées. Salaire intéressant et évolution assurée dans le Groupe pour Candidats de valeur.

Ecrire avec C.V. L.V.C. 16, rue Franklin, 75016 PARIS

GRANDE BANQUE PRIVÉE
recherche pour le Département Financier International

collaborateur (trice)

- 25 ans environ,
 - formation supérieure,
 - connaissances en Économie Générale et Comptabilité,
 - anglais courant indispensable.
- Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Mlle FAUCON - 11, rue Troyon 75017 Paris, réf. M 727.

Nous sommes une des 200 premières sociétés françaises, spécialisée dans la réalisation et l'exploitation d'installations portuaires destinées au déchargement, au stockage et au transport de produits pétroliers et produits chimiques.

Ingénieur d'études et de chantier

100.000

Vous avez 28 ans minimum. Votre formation AM, IDN, CENTRALES LYON, E.T.P. et votre expérience de chantier, de mise sur pied de projets d'installation d'usines, d'entrepôts etc... vous permettront de prendre immédiatement la responsabilité de la réalisation d'une unité de stockage destinée à entreposer des produits pétroliers, des produits chimiques et des gaz liquéfiés et réfrigérés. Vous coordonnerez les différentes spécialités, vous assurerez les liaisons avec les ingénieurs des administrations, les fournisseurs. Votre activité sera centrée à Paris, avec des déplacements sur le chantier. Notre société dans le cadre de son développement pourra vous offrir des possibilités d'avenir. Réponse et discrétion assurées à titre manuscrit + C.V. + photo + rfm. adresse ss réf. 5/5024 à Mme Greff.

bernard juliet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

Important Centre de Recherche de Biologie
situé à PARIS

recrute pour son service « Informatique Scientifique »

UN PROGRAMMEUR

Expérimenté en langage basique FORTRAN et C et connaissant bien les équipements du type FIE 11.

- Le candidat devra :
- Etre de niveau universitaire (maîtrise ou équivalent).
 - Justifier d'une expérience de plus de deux ans dans le domaine du calcul scientifique.

Envoyer C.V. sous n° 7262 à « Le Monde » Publicité, 4, rue des Italiens, 75201 PARIS-9, qui transmettra.

INGENIEURS DE VENTE

Nous sommes une Société Internationale avec siège à ZÜRICH et nous recherchons pour notre filiale à PARIS des INGENIEURS DE VENTE expérimentés et dynamiques pour promouvoir le développement de nos produits en : FRANCE, BELGIQUE et aux PAYS-BAS.

Activités de notre Société :

- Représentations et ventes U.S.A.-EUROPE de machines pour l'emballage, pour la fabrication de glaces et d'emballages métalliques, etc.
- Si vous avez une bonne connaissance dans le suivi des importants clients,
- Si vous possédez parfaitement la langue anglaise et si possible allemande,

envoyez-nous votre lettre avec photo et C.V. détaillé en indiquant la rémunération souhaitée à ELCOMAC, Ag. Kreuzstrasse 39, CH-8005 ZÜRICH, Suisse. Tél. : 1 - 470866.

P.M.E. de grande renommée dans le domaine de l'édition de papiers peints et de tapis recherche

CADRE

à vocation administrative et comptable ou expérience justifiant une qualification équivalente.

Capable tout à la fois d'animation des Services comptables, administratifs et mécanographiques (30 personnes) avec la Direction Générale, mais aussi d'être le (la) responsable direct (e) de la gestion des comptes clients, fournisseurs et de la paye.

Qualités humaines et sens de l'organisation indispensables.

Grandes possibilités de promotion. Niveau de salaire ouvert.

Poste à pourvoir TRÈS rapidement.

Envoyer curriculum vitae, photo à FINANCIAL SERVICE 31, rue Bonaparte, 75006 PARIS, qui transmettra.

Société Multinationale
Leader dans sa branche recherche pour la mise en place d'un réseau européen de traitement de l'information sur grand matériel I.B.M.

responsable du groupe de développement système

Les candidats retenus auront une formation supérieure et plusieurs années d'expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :

- OS/VS 2
- ASP
- réseau de télétraitement
- une bonne connaissance d'IMS sera particulièrement appréciée
- une expérience de gestion de projet est souhaitable.

La pratique de l'anglais est indispensable. Déplacements en Europe.

Lieu de travail : région parisienne.

Merci de faire parvenir votre candidature à réf 6107 à

RL
Pierre Lichau
10, rue de Louvois 75003 Paris
cédex 02 qui transmettra

compagnie générale d'informatique
société de conseil en informatique de gestion offre carrière

analyste-programmeur

- à débutants
 - ayant au moins 2 années d'études scientifiques après le baccalauréat
 - libérée de leurs obligations militaires
- les candidats engagés recevront une formation aux techniques de la CGI (CORIG, PAC)
- envoyer c.v., photo à madame jamet cgi, 84 rue de grenelle 75007 paris

MAGAZINE PRESSE SPECIALISEE
recherche un

RESPONSABLE PUBLICITÉ

pour prospection et développement clients annonceurs.

Il nous faut un homme ou une femme capable :

- de travailler sur objectifs ;
- d'organiser les relations avec les annonceurs et Agences de Publicité ;
- d'obtenir des résultats qualitatifs autant que quantitatifs.

Nous offrons :

- un salaire fixe de 5.000 F mens. + comm.
- de réelles possibilités de promotion.

Libre et possible à partir du 1^{er} septembre.

Discrétion totale garantie.

Envoyer sous N° 398.891 M - REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi offres d'emploi

Important Cabinet de Gestion Immobilière
recherche :
CADRE EXPÉRIMENTÉ
POUR GESTION DE SYNDICATS
DE COPROPRIÉTÉ

Expérience dans un cabinet d'administrateur de biens demandée.
Bonne connaissance juridique de la copropriété : liasses en droit ou diplôme équivalent.
Appliquée à la conduite de réunions indispensables. Sens de l'organisation. Disponibilité. Bon contact. Poste à pourvoir très rapidement.

Env. lettre man. C.V. photo et prêt. n° 68.816. Conteste P., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmet.

Paris - Sheraton Hôtel
**** Luxe - 1 000 chambres
recherche
COMMERCIAUX (Les)
(Sales Representatives)

Ayant acquis expérience professionnelle au service commercial hôtelier ou agence de voyages. Parlerait parfaitement anglais et français. Possédant permis de conduire. Titulaire rapidement. Salaire fixe x 13 mois. Possibilités de promotion après résultats.

Envoyer candidature avec photo, au SERVICE DU PERSONNEL, 12, rue Verlingue, 75014 PARIS.

Deuxième Groupe Français
secteur Banque - Assurances
recherche à effet du 1^{er} septembre 1976
pour PARIS et RÉGION PARISIENNE

4 ATTACHÉS COMMERCIAUX
HOMMES ou FEMMES

(salaires, avantages sociaux, minimum garanti). Formation assurée et rémunérée.

(Démarcheurs porte-à-porte et V.B.P. «débentés».)

Adm. C.V. manuscrit sous n° 68.235 - CONTESTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Cie GÉNÉRALE
D'AUTOMATISME
LE PLESSIS-PATE
1520 BRIGHTON-GRAND
recherche pour grands
Projets Télé-informatique

ANALYSTE
SYSTÈME
CONNAISSANCE SIBIS 3

ayant acquis l'automatisme
pour postes à pourvoir immé-
diatement en France avec
déplacements (1 an minimum
de pays du MOYEN-ORIENT).

Bon niveau en anglais
soutenable.

Adm. C.V. manuscrit à la
Direction du Personnel

ENTREPRISE DYNAMIQUE
recherche pour postes à pourvoir immé-
diatement en France avec
déplacements (1 an minimum
de pays du MOYEN-ORIENT).

1^{er} CHEF COMPTABLE
DEC ou BTS
not. Informatique appréciée

2^o OPÉRATRICES
IBM 3740
expérimentées

Adm. C.V. avec réf. et prêt. à n° 68.235 - CONTESTE P., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui tr.

POPULAIRE
AGRAND
TIRAGE

— 1 journaliste avec 1 possib. contacts dans Show Business cinéma et télévision.
Tél. pr R-V 738-14-22, p. 897.

— 1 secrétaire-rédact.-maquet. et 1 maquettiste.
Tél. pr R-V 738-14-22, p. 897.

Pour ces 3 postes l'expérience n'est pas exigée, on apprendra sur le tas. Indispensable : Société d'assurance d'importance nationale, recherche 2 JEUNES

CHEFS D'AGENCE
pour PARIS et ROUEN. Gestion commerciale technique pour contacts avec banques, architectes, administrations, etc. Une exp. de 3 ans de direction exigée.

RESPONSABLE
technique chargé organisation et direction chantiers. Postes stat., d'évent.

Env. C.V. photo et prêt. n° 3.412 PARFRANCE P.A., 4, rue Estienne, 75001 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
INDUSTRIELLE
recherche au sein d'un
service de Direction générale
(Benilieu Ouest)

LICENCIÉ EN DROIT
Diplômé O.A. et ayant
1 à 2 ans d'expérience
professionnelle : droit des
Sociétés, contrats, procédure.

Env. C.V. dét. photo, prêt. à n° 68.028 CONTESTE PUBL., 20, avenue Opéra, PARIS (1^{er}).

JAPONAIS
chercheurs traducteurs techniques
et juridiques, thème et version,
poussés travaillant chez eux, et
IRANIEN

Leclerc, 9 rue de la République,
92150 SURESNES, Tél. 77-55-32

Centre cult. comm. de Brétigny
rech. animat. cult. par direct.
Poste à pourvoir le 1^{er} septembre.
Envoy. C.V. à M. JULIENNE,
Mairie de VITRY-SEINE.

Importante Société internationale
de commissions
proche banlieue Est
recherche :
ACHETEUR

Une connaissance des matières premières et des habitats utiles en partenariat avec une expérience à un poste similaire sont vivement souhaitées. Poste offrant d'énormes possibilités d'évolution.

Envoyer C.V. et références à : KOLMAR, 22, rue de la Paix, 94000 VINCENNES.

secrétaires
Dactylo

Bilingue (Franco-Allemand) par défaut septembre. Ecr. avec C.V. 518 WILHELM, rue de Châlons, 94010 L'Hay-les-Roses.

Secrétaires
Secrétaires

Régie Publicitaire Champs-Élysées recherche :
DACTYLO
Bilingue (Franco-Allemand) par défaut septembre. Ecr. avec C.V. 518 WILHELM, rue de Châlons, 94010 L'Hay-les-Roses.

capitaux ou
propos. com.

Industriel, leader de son groupe.

CONCESSIONNAIRE
EXCLUSIF
pour distribution d'un appareil nouveau sans concurrence et d'intérêt national, à secteur auto. GROS GAIN IMMÉDIAT et SITUATION DE 1^{er} PLAN. Nécessaire disposer capital départ. Facilité à M. R. S. A. 100 Engineering, 20, rue d'Alsace, Paris-9.

propositions
diverses

SAMIZDAT, mensuel nouv. cult. B.D., humour et réflexion, ch. collaborat. sérieux, talent et soutien. Ecr. Bernard RAQUIN, 27, rue de Valenciennes, 75005 PARIS.

occasions

Société implantée Garçon vend

INSTALLATIONS
STOCKAGE

compréhension : dégrader marque Permatex (volume de stock : 500 m³) et monte-chargé marque Cécant (charge 400 kg).
Équipement acquis en 1971. Prix très intéressant.
Téléphone : 460-41-16, poste 382.

autos-vente

Partic. vend cause départ S.N. R 5 TL, près maison, bon état. Téléphone : 875-49-54.

cadre comptable

21 ans d'exp. en C.S.O.G.E. Technique : FRANÇAIS-ARABE ayant pratiqué au L.O.B.A. Expérience 12 ans dans 3 sociétés d'audit. Recherche.

POSTE EN RAPPORT AVEC QUALIFICATION Étudiants toutes propositions.

Ecr. n° 46.844 M - 12/24, poste 88, bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

pour trouver
un emploi

Le C.I.D.E.M. (Centre d'Informations de l'Emploi) propose GUIDE COMPLET (221 pages). Extraits du sommaire :
— La V. V. : résumés, exemples, erreurs à éviter ;
— La prospection et les lettres ;
— 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré (la «trava» et techniques supérieures) ;
— Réussir entretiens, interviews ;
— Les bonnes réponses aux tests ;
— Pour l'information : C.I.D.E.M., 5, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

pour trouver
un emploi

Le C.I.D.E.M. (Centre d'Informations de l'Emploi) propose GUIDE COMPLET (221 pages). Extraits du sommaire :
— La V. V. : résumés, exemples, erreurs à éviter ;
— La prospection et les lettres ;
— 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré (la «trava» et techniques supérieures) ;
— Réussir entretiens, interviews ;
— Les bonnes réponses aux tests ;
— Pour l'information : C.I.D.E.M., 5, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

pour trouver
un emploi

Le C.I.D.E.M. (Centre d'Informations de l'Emploi) propose GUIDE COMPLET (221 pages). Extraits du sommaire :
— La V. V. : résumés, exemples, erreurs à éviter ;
— La prospection et les lettres ;
— 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré (la «trava» et techniques supérieures) ;
— Réussir entretiens, interviews ;
— Les bonnes réponses aux tests ;
— Pour l'information : C.I.D.E.M., 5, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

pour trouver
un emploi

Le C.I.D.E.M. (Centre d'Informations de l'Emploi) propose GUIDE COMPLET (221 pages). Extraits du sommaire :
— La V. V. : résumés, exemples, erreurs à éviter ;
— La prospection et les lettres ;
— 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré (la «trava» et techniques supérieures) ;
— Réussir entretiens, interviews ;
— Les bonnes réponses aux tests ;
— Pour l'information : C.I.D.E.M., 5, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

L'immobilier

appartements vente

Paris
Rive droite

7^e BOISQUET
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive gauche

6^e RUE DAUPHINE
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive droite

7^e BOISQUET
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive gauche

6^e RUE DAUPHINE
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive droite

7^e BOISQUET
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive gauche

6^e RUE DAUPHINE
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive droite

7^e BOISQUET
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive gauche

6^e RUE DAUPHINE
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive droite

7^e BOISQUET
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive gauche

6^e RUE DAUPHINE
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive droite

7^e BOISQUET
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Paris
Rive gauche

6^e RUE DAUPHINE
habitation de style
restauration de l'axe
superbe 2 étages
tous les jours, de 15 à 19 h.
2, rue Bosquet.

Immobilier (information)

525 25-25
INFORMATION
LOGEMENT

Au bout du fil, 30 000 appartements
et pavillons neufs à l'échelle.

• un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
• une documentation précise sur chaque programme ;
• des renseignements juridiques et fiscaux ;
• un plan de financement adapté à votre budget ;
• un service entièrement gratuit.

INFORMATION LOGEMENT
CENTRE STYLÉ
45, avenue de la République - 75011 PARIS.

locations
non meublées
Offre

Paris

Importante Société, tous
SANS COMMISSION
Appartements neufs tout confort
PARIS-14
15 et 17, rue Henri-Ribière
face au Grand Palais-Bois de Boulogne
2 pièces, 3 pièces, 4 pièces, 5 pièces, 6 pièces, 7 pièces, 8 pièces, 9 pièces, 10 pièces, 11 pièces, 12 pièces, 13 pièces, 14 pièces, 15 pièces, 16 pièces, 17 pièces, 18 pièces, 19 pièces, 20 pièces, 21 pièces, 22 pièces, 23 pièces, 24 pièces, 25 pièces, 26 pièces, 27 pièces, 28 pièces, 29 pièces, 30 pièces, 31 pièces, 32 pièces, 33 pièces, 34 pièces, 35 pièces, 36 pièces, 37 pièces, 38 pièces, 39 pièces, 40 pièces, 41 pièces, 42 pièces, 43 pièces, 44 pièces, 45 pièces, 46 pièces, 47 pièces, 48 pièces, 49 pièces, 50 pièces, 51 pièces, 52 pièces, 53 pièces, 54 pièces, 55 pièces, 56 pièces, 57 pièces, 58 pièces, 59 pièces, 60 pièces, 61 pièces, 62 pièces, 63 pièces, 64 pièces, 65 pièces, 66 pièces, 67 pièces, 68 pièces, 69 pièces, 70 pièces, 71 pièces, 72 pièces, 73 pièces, 74 pièces, 75 pièces, 76 pièces, 77 pièces, 78 pièces, 79 pièces, 80 pièces, 81 pièces, 82 pièces, 83 pièces, 84 pièces, 85 pièces, 86 pièces, 87 pièces, 88 pièces, 89 pièces, 90 pièces, 91 pièces, 92 pièces, 93 pièces, 94 pièces, 95 pièces, 96 pièces, 97 pièces, 98 pièces, 99 pièces, 100 pièces, 101 pièces, 102 pièces, 103 pièces, 104 pièces, 105 pièces, 106 pièces, 107 pièces, 108 pièces, 109 pièces, 110 pièces, 111 pièces, 112 pièces, 113 pièces, 114 pièces, 115 pièces, 116 pièces, 117 pièces, 118 pièces, 119 pièces, 120 pièces, 121 pièces, 122 pièces, 123 pièces, 124 pièces, 125 pièces, 126 pièces, 127 pièces, 128 pièces, 129 pièces, 130 pièces, 131 pièces, 132 pièces, 133 pièces, 134 pièces, 135 pièces, 136 pièces, 137 pièces, 138 pièces, 139 pièces, 140 pièces, 141 pièces, 142 pièces, 143 pièces, 144 pièces, 145 pièces, 146 pièces, 147 pièces, 148 pièces, 149 pièces, 150 pièces, 151 pièces, 152 pièces, 153 pièces, 154 pièces, 155 pièces, 156 pièces, 157 pièces, 158 pièces, 159 pièces, 160 pièces, 161 pièces, 162 pièces, 163 pièces, 164 pièces, 165 pièces, 166 pièces, 167 pièces, 168 pièces, 169 pièces, 170 pièces, 171 pièces, 172 pièces, 173 pièces, 174 pièces, 175 pièces, 176 pièces, 177 pièces, 178 pièces, 179 pièces, 180 pièces, 181 pièces, 182 pièces, 183 pièces, 184 pièces, 185 pièces, 186 pièces, 187 pièces, 188 pièces, 189 pièces, 190 pièces, 191 pièces, 192 pièces, 193 pièces, 194 pièces, 195 pièces, 196 pièces, 197 pièces, 198 pièces, 199 pièces, 200 pièces, 201 pièces, 202 pièces, 203 pièces, 204 pièces, 205 pièces, 206 pièces, 207 pièces, 208 pièces, 209 pièces, 210 pièces, 211 pièces, 212 pièces, 213 pièces, 214 pièces, 215 pièces, 216 pièces, 217 pièces, 218 pièces, 219 pièces, 220 pièces, 221 pièces, 222 pièces, 223 pièces, 224 pièces, 225 pièces, 226 pièces, 227 pièces, 228 pièces, 229 pièces, 230 pièces, 231 pièces, 232 pièces, 233 pièces, 234 pièces, 235 pièces, 236 pièces, 237 pièces, 238 pièces, 239 pièces, 240 pièces, 241 pièces, 242 pièces, 243 pièces, 244 pièces, 245 pièces, 246 pièces, 247 pièces, 248 pièces, 249 pièces, 250 pièces, 251 pièces, 252 pièces, 253 pièces, 254 pièces, 255 pièces, 256 pièces, 257 pièces, 258 pièces, 259 pièces, 260 pièces, 261 pièces, 262 pièces, 263 pièces, 264 pièces, 265 pièces, 266 pièces, 267 pièces, 268 pièces, 269 pièces, 270 pièces, 271 pièces, 272 pièces, 273 pièces, 274 pièces, 275 pièces, 276 pièces, 277 pièces, 278 pièces, 279 pièces, 280 pièces, 281 pièces, 282 pièces, 283 pièces, 284 pièces, 285 pièces, 286 pièces, 287 pièces, 288 pièces, 289 pièces, 290 pièces, 291 pièces, 292 pièces, 293 pièces, 294 pièces, 295 pièces, 296 pièces, 297 pièces, 298 pièces, 299 pièces, 300 pièces, 301 pièces, 302 pièces, 303 pièces, 304 pièces, 305 pièces, 306 pièces, 307 pièces, 308 pièces, 309 pièces, 310 pièces, 311 pièces, 312 pièces, 313 pièces, 314 pièces, 315 pièces, 316 pièces, 317 pièces, 318 pièces, 319 pièces, 320 pièces, 321 pièces, 322 pièces, 323 pièces, 324 pièces, 325 pièces, 326 pièces, 327 pièces, 328 pièces, 329 pièces, 330 pièces, 331 pièces, 332 pièces, 333 pièces, 334 pièces, 335 pièces, 336 pièces, 337 pièces, 338 pièces, 339 pièces, 340 pièces, 341 pièces, 342 pièces, 343 pièces, 344 pièces, 345 pièces, 346 pièces, 347 pièces, 348 pièces, 349 pièces, 350 pièces, 351 pièces, 352 pièces, 353 pièces, 354 pièces, 355 pièces, 356 pièces, 357 pièces, 358 pièces, 359 pièces, 360 pièces, 361 pièces, 362 pièces, 363 pièces, 364 pièces, 365 pièces, 366 pièces, 367 pièces, 368 pièces, 369 pièces, 370 pièces, 371 pièces, 372 pièces, 373 pièces, 374 pièces, 375 pièces, 376 pièces, 377 pièces, 378 pièces, 379 pièces, 380 pièces, 381 pièces, 382 pièces, 383 pièces, 384 pièces, 385 pièces, 386 pièces, 387 pièces, 388 pièces, 389 pièces, 390 pièces, 391 pièces, 392 pièces, 393 pièces, 394 pièces, 395 pièces, 396 pièces, 397 pièces, 398 pièces, 399 pièces, 400 pièces, 401 pièces, 402 pièces, 403 pièces, 404 pièces, 405 pièces, 406 pièces, 407 pièces, 408 pièces, 409 pièces, 410 pièces, 411 pièces, 412 pièces, 413 pièces, 414 pièces, 415 pièces, 416 pièces, 417 pièces, 418 pièces, 419 pièces, 420 pièces, 421 pièces, 422 pièces, 423 pièces, 424 pièces, 425 pièces, 426 pièces, 427 pièces, 428 pièces, 429 pièces, 430 pièces, 431 pièces, 432 pièces, 433 pièces, 434 pièces, 435 pièces, 436 pièces, 437 pièces, 438 pièces, 439 pièces, 440 pièces, 441 pièces, 442 pièces, 443 pièces, 444 pièces, 445 pièces, 446 pièces, 447 pièces, 448 pièces, 449 pièces, 450 pièces, 451 pièces, 452 pièces, 453 pièces, 454 pièces, 455 pièces, 456 pièces, 457 pièces, 458 pièces, 459 pièces, 460 pièces, 461 pièces, 462 pièces, 463 pièces, 464 pièces, 465 pièces, 466 pièces, 467 pièces, 468 pièces, 469 pièces, 470 pièces, 471 pièces, 472 pièces, 473 pièces, 474 pièces, 475 pièces, 476 pièces, 477 pièces, 478 pièces, 479 pièces, 480 pièces, 481 pièces, 482 pièces, 483 pièces, 484 pièces, 485 pièces, 486 pièces, 487 pièces, 488 pièces, 489 pièces, 490 pièces, 491 pièces, 492 pièces, 493 pièces, 494 pièces, 495 pièces, 496 pièces, 497 pièces, 498 pièces, 499 pièces, 500 pièces, 501 pièces, 502 pièces, 503 pièces, 504 pièces, 505 pièces, 506 pièces, 507 pièces, 508 pièces, 509 pièces, 510 pièces, 511 pièces, 512 pièces, 513 pièces, 514 pièces, 515 pièces, 516 pièces, 517 pièces, 518 pièces, 519 pièces, 520 pièces, 521 pièces, 522 pièces, 523 pièces, 524 pièces, 525 pièces, 526 pièces, 527 pièces, 528 pièces, 529 pièces, 530 pièces, 531 pièces, 532 pièces, 533 pièces, 534 pièces, 535 pièces, 536 pièces, 537 pièces, 538 pièces, 539 pièces, 540 pièces, 541 pièces, 542 pièces, 543 pièces, 544 pièces, 545 pièces, 546 pièces, 547 pièces, 548 pièces, 549 pièces, 550 pièces, 551 pièces, 552 pièces, 553 pièces, 554 pièces, 555 pièces, 556 pièces, 557 pièces, 558 pièces, 559 pièces, 560 pièces, 561 pièces, 562 pièces, 563 pièces, 564 pièces, 565 pièces, 566 pièces, 567 pièces, 568 pièces, 569 pièces, 570 pièces, 571 pièces, 572 pièces, 573 pièces, 574 pièces, 575 pièces, 576 pièces, 577 pièces, 578 pièces, 579 pièces, 580 pièces, 581 pièces, 582 pièces, 583 pièces, 584 pièces, 585 pièces, 586 pièces, 587 pièces, 588 pièces, 589 pièces, 590 pièces, 591 pièces, 592 pièces, 593 pièces, 594 pièces, 595 pièces, 596 pièces, 597 pièces, 598 pièces, 599 pièces, 600 pièces, 601 pièces, 602 pièces, 603 pièces, 604 pièces, 605 pièces, 606 pièces, 607 pièces, 608 pièces, 609 pièces, 610 pièces, 611 pièces, 612 pièces, 613 pièces, 614 pièces, 615 pièces, 616 pièces, 617 pièces, 618 pièces, 619 pièces, 620 pièces, 621 pièces, 622 pièces, 623 pièces, 624 pièces, 625 pièces, 626 pièces, 627 pièces, 628 pièces, 629 pièces, 630 pièces, 631 pièces, 632 pièces, 633 pièces, 634 pièces, 635 pièces, 636 pièces, 637 pièces, 638 pièces, 639 pièces, 640 pièces, 641 pièces, 642 pièces, 643 pièces, 644 pièces, 645 pièces, 646 pièces, 647 pièces, 648 pièces, 649 pièces, 650 pièces, 651 pièces, 652 pièces, 653 pièces, 654 pièces, 655 pièces, 656 pièces, 657 pièces, 658 pièces, 659 pièces, 660 pièces, 661 pièces, 662 pièces, 663 pièces, 664 pièces, 665 pièces, 666 pièces, 667 pièces, 668 pièces, 669 pièces, 670 pièces, 671 pièces, 672 pièces, 673 pièces, 674 pièces, 675 pièces, 676 pièces, 677 pièces, 678 pièces, 679 pièces, 680 pièces, 681 pièces, 682 pièces, 683 pièces, 684 pièces, 685 pièces, 686 pièces, 687 pièces, 688 pièces, 689 pièces, 690 pièces, 691 pièces, 692 pièces, 693 pièces, 694 pièces, 695 pièces, 696 pièces, 697 pièces, 698 pièces, 699 pièces, 700 pièces, 701 pièces, 702 pièces, 703 pièces, 704 pièces, 705 pièces, 706 pièces, 707 pièces, 708 pièces, 709 pièces, 710 pièces, 711 pièces, 712 pièces, 713 pièces, 714 pièces, 715 pièces, 716 pièces, 717 pièces, 718 pièces, 719 pièces, 720 pièces, 721 pièces, 722 pièces, 723 pièces, 724 pièces, 725 pièces, 726 pièces, 727 pièces, 728 pièces, 729 pièces, 730 pièces, 731 pièces, 732 pièces, 733 pièces, 734 pièces, 735 pièces, 736 pièces, 737 pièces, 738 pièces, 739 pièces, 740 pièces, 741 pièces, 742 pièces, 743 pièces, 744 pièces, 745 pièces, 746 pièces, 747 pièces, 748 pièces, 749 pièces, 750 pièces, 751 pièces, 752 pièces, 753 pièces, 754 pièces, 755 pièces, 756 pièces, 757 pièces, 758 pièces, 759 pièces, 760 pièces, 761 pièces, 762 pièces, 763 pièces, 764 pièces, 765 pièces, 766 pièces, 767 pièces, 768 pièces, 769 pièces, 770 pièces, 771 pièces, 772 pièces, 773 pièces, 774 pièces, 775 pièces, 776 pièces, 777 pièces, 778 pièces, 779 pièces, 780 pièces, 781 pièces, 782 pièces, 783 pièces, 784 pièces, 785 pièces, 786 pièces, 787 pièces, 788 pièces, 789 pièces, 790 pièces, 791 pièces, 792 pièces, 793 pièces, 794 pièces, 795 pièces, 796 pièces, 797 pièces, 798 pièces, 799 pièces, 800 pièces, 801 pièces, 802 pièces, 803 pièces, 804 pièces, 805 pièces, 806 pièces, 807 pièces, 808 pièces, 809 pièces, 810 pièces, 811 pièces, 812 pièces, 813 pièces, 814 pièces, 815 pièces, 816 pièces, 817 pièces, 818 pièces, 819 pièces, 820 pièces, 821 pièces, 822 pièces, 823 pièces, 824 pièces, 825 pièces, 826 pièces, 827 pièces, 828 pièces, 829 pièces, 830 pièces, 831 pièces, 832 pièces, 833 pièces, 834 pièces, 835 pièces, 836 pièces, 837 pièces, 838 pièces, 839 pièces, 840 pièces, 841 pièces, 842 pièces, 843 pièces, 844 pièces, 845 pièces, 846 pièces, 847 pièces, 848 pièces, 849 pièces, 850 pièces, 851 pièces, 852 pièces, 853 pièces, 854 pièces, 855 pièces, 856 pièces, 857 pièces, 858 pièces, 859 pièces, 860 pièces, 861 pièces, 862 pièces, 863 pièces, 864 pièces, 865 pièces, 866 pièces, 867 pièces, 868 pièces, 869 pièces, 870 pièces, 871 pièces, 872 pièces, 873 pièces, 874 pièces, 875 pièces, 876 pièces, 877 pièces, 878 pièces, 879 pièces, 880 pièces, 881 pièces, 882 pièces, 883 pièces, 884 pièces, 885 pièces, 886 pièces, 887 pièces, 888 pièces, 889 pièces, 890 pièces, 891 pièces, 892 pièces, 893 pièces, 894 pièces, 895 pièces, 896 pièces, 897 pièces, 898 pièces, 899 pièces, 900 pièces, 901 pièces, 902 pièces, 903 pièces, 904 pièces, 905 pièces, 906 pièces, 907 pièces, 908 pièces, 909 pièces, 910 pièces, 911 pièces, 912 pièces, 913 pièces, 914 pièces, 915 pièces, 916 pièces, 917 pièces, 918 pièces, 919 pièces, 920 pièces, 921 pièces, 922 pièces, 923 pièces, 924 pièces, 925 pièces, 926 pièces, 927 pièces, 928 pièces, 929 pièces, 930 pièces, 931 pièces, 932 pièces, 933 pièces, 934 pièces, 935 pièces, 936 pièces, 937 pièces, 938 pièces, 939 pièces, 940 pièces, 941 pièces, 942 pièces, 943 pièces, 944 pièces, 945 pièces, 946 pièces, 947 pièces, 948 pièces, 949 pièces, 950 pièces, 951 pièces, 952 pièces, 953 pièces, 954 pièces, 955 pièces, 956 pièces, 957 pièces, 958 pièces, 959 pièces, 960 pièces, 961 pièces, 962 pièces, 963 pièces, 964 pièces, 965 pièces, 966 pièces, 967 pièces, 968 pièces, 969 pièces, 970 pièces, 971 pièces, 972 pièces, 973 pièces, 974 pièces, 975 pièces, 976 pièces, 977 pièces, 978 pièces, 979 pièces, 980 pièces, 981 pièces, 982 pièces, 983 pièces, 984 pièces, 985 pièces, 986 pièces, 987 pièces, 988 pièces, 989 pièces, 990 pièces, 991 pièces, 992 pièces, 993 pièces, 994 pièces, 995 pièces, 996 pièces, 997 pièces, 998 pièces, 999 pièces, 1000 pièces, 1001 pièces, 1002 pièces, 1003 pièces, 1004 pièces, 1005 pièces, 1006 pièces, 1007 pièces, 1008 pièces, 1009 pièces, 1010 pièces, 1011 pièces, 1012 pièces, 1013 pièces, 1014 pièces, 1015 pièces, 1016 pièces, 1017 pièces, 1018 pièces, 1019 pièces, 1020 pièces, 1021 pièces, 1022 pièces, 1023 pièces, 1024 pièces, 1025 pièces, 1026 pièces, 1027 pièces, 1028 pièces, 1029 pièces, 1030 pièces, 1031 pièces, 1032 pièces, 1033 pièces, 1034 pièces, 1035 pièces, 1036 pièces, 1037 pièces, 1038 pièces, 1039 pièces, 1040 pièces, 1041 pièces, 1042 pièces, 1043 pièces, 1044 pièces, 1045 pièces, 1046 pièces, 1047 pièces, 1048 pièces, 1049 pièces, 1050 pièces, 1051 pièces, 1052 pièces, 1053 pièces, 1054 pièces, 1055 pièces, 1056 pièces, 1057 pièces, 1058 pièces, 1059 pièces, 1060 pièces, 1061 pièces, 1062 pièces, 1063 pièces, 1064 pièces, 1065 pièces, 1066 pièces, 1067 pièces, 1068 pièces, 1069 pièces, 1070 pièces, 1071 pièces, 1072 pièces, 1073 pièces, 1074 pièces, 1075 pièces, 1076 pièces, 1077 pièces, 1078 pièces, 1079 pièces, 1080 pièces, 1081 pièces, 1082 pièces, 1083 pièces, 1084 pièces, 1085 pièces, 1086 pièces, 1087 pièces, 1088 pièces, 1089 pièces, 1090 pièces, 1091 pièces, 1092 pièces, 1093 pièces, 1094 pièces, 1095 pièces, 1096 pièces, 1097 pièces, 1098 pièces, 1099 pièces, 1100 pièces, 1101 pièces, 1102 pièces, 1103 pièces, 1104 pièces, 1105 pièces, 1106 pièces, 1107 pièces, 1108 pièces, 1

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Corse

**M. MARCHAIS
DÉNONCE LES « FANTASISTES
POSEURS DE BOMBES »**

« Ce n'est pas deux ou trois fantasistes poseurs de bombes qui doivent empêcher les gens du continent de venir ici bénéficier de leurs vacances, comme je l'ai fait moi-même. » C'est par ces mots que M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, a commenté au cours du journal de 20 heures, sur TF1, le samedi 24 juillet, l'attentat commis à Bastia dans la nuit du vendredi au samedi contre la villa du général de brigade Massagré, commandant la division militaire de la Corse.

Cet attentat au plastique avait provoqué d'importantes dégâts matériels. Il a été revendiqué, dans une lettre adressée au correspondant de l'A.F.P. à Bastia, par le Front de libération national corse (F.L.N.C.).

M. Marchais, toujours dans les déclarations faites sur l'antenne de TF1, poursuivait : « Cela fait trois semaines que je me promène partout en Corse, et je n'ai pas rencontré un seul Corse qui ait justifié l'indépendance de la Corse. Ce n'est pas sérieux ! Il n'y a pas de solution pour la Corse en dehors d'une solution nationale, et tous les Corses sont fondamentalement attachés à la France... C'est donc ensemble que nous trouverons une solution aux problèmes de la Corse. »

Le dimanche 25 juillet, M. Barlot, secrétaire général de l'Association des patriotes corses, a répondu à M. Marchais en déclarant : « La récente manifestation émane de la part du chef d'un parti sévère. Il est dégoûté, tragique, et, au bout du compte, criminel, de vouloir régler le problème de la violence sans s'attaquer à la cause. Refuser de considérer le caractère politique de ce problème, c'est perpétuer, à posteriori, la violence, et endosser la responsabilité des lendemains dramatiques que le peuple corse ne voudrait pas connaître. »

CIRCULATION

Rupture du contrat de percement du tunnel du Fréjus

De notre correspondant régional

terrain alpin bougé et que les parois du tunnel se rapprochent.

L'entreprise de travaux publics estime que le système de soutènement de la voûte par boulonnage des parois (barres métalliques fixées dans la roche) est trop dangereux et elle préconise l'utilisation de béton projeté et de cintres de soutien des voûtes. La Société Bortie a déjà utilisé ce système sur le tunnel de la roche à Fontainebleau, et M. Panet, responsable de la mécanique des roches au laboratoire central des ponts et chaussées, ont affirmé de leur côté que le béton projeté n'était pas assez solide pour ce genre d'ouvrage.

Mais si tout forage est stoppé depuis le 3 juin, c'est aussi que le projet est mis en grève pour protester notamment « contre les risques d'éboulements et contre un système de ventilation insuffisant ». Outre la Société Bortie, les groupes d'entreprises comprennent une autre société française, l'entreprise Dumas, et deux autres italiennes, employant au total trois cents personnes.

Le 26 juillet, les sociétés françaises et italiennes décideront, en conseil commun, de faire appel à un nouveau groupement d'entreprises,

et les travaux devraient reprendre assez vite, d'autant que le matériel construit spécialement sera soit racheté, soit loué au nouveau concessionnaire.

(Interim.)

TRANSPORTS

UNE SEULE LANGUE DANS LE CIEL DU CANADA : L'ANGLAIS

Aux termes d'un nouveau règlement fédéral entré en vigueur le 26 juillet, l'usage de l'anglais est désormais obligatoire dans les communications aériennes sur l'ensemble du territoire canadien. Ainsi, toutes les communications techniques, aériennes et dans toutes les phases de vol doivent être opérées en langue anglaise, et ce dans tous les aéroports canadiens, à l'exception toutefois, de six petits aéroports du Québec. Le texte prévoit des sanctions sévères pour les personnes qui ne se conformeraient pas à la règle : suspension d'activité pour les contrôleurs aériens, suspension ou retrait du permis de piloter pour les commandants de bord.

C'est la première fois dans l'histoire de l'aviation canadienne qu'intervient une telle mesure. Au mois de juin dernier, les pilotes de ligne et les contrôleurs anglophones nés au Canada avaient fait grève neuf jours durant pour opposer à l'introduction du bilinguisme (anglais-français) dans les communications aériennes intéressant la province du Québec. L'Association des gens de l'air du Québec (AGAQ), qui groupe pilotes et aiguilleurs du ciel, a transposé et réclame l'introduction du bilinguisme, a fait savoir par sa part qu'elle entendait attaquer en justice le nouveau règlement fédéral. (A.F.P.)

URBANISME

Une lettre de M. Louis Pradel à propos de l'aménagement de la ZAC « Saxe-Paul-Bert »

Nous avons reçu de M. Louis Pradel, maire de Lyon, la lettre suivante :

Dans votre numéro du 20 juillet, sous le titre « A propos de l'aménagement de la ZAC Saxe-Paul-Bert », vous publiez un article qui, malheureusement, n'est pas signé. Je reprocherai à votre rédacteur de n'avoir écrit qu'un son de cloche dans cette affaire, qui ne reflète pas la vérité. Vous interviewez M. Reverdy, directeur départemental de l'équipement, qui est responsable de l'échec de cette ZAC, que j'ai repoussée vigoureusement et cela en accord avec l'ensemble du conseil municipal de Lyon. En effet, M. Reverdy a la chance de recevoir chaque fin de mois son salaire, que je ne conteste pas, alors que trente-cinq familles sont victimes de ce directeur et ne peuvent payer ni leurs impôts, ni leur propriétaire et même pas leur marchand de pain. Cela n'est pas juste et c'est ce que je lui reproche. Il en a fait une affaire politique avec le comité populaire dont il est, je ne dirai pas l'animateur, mais le meilleur correspondant. J'en ai pour preuve le fait que le jour où M. le directeur de la DAFU au ministère est venu à Lyon avec trois autres fonctionnaires du ministère, la presse locale n'a pas été prévenue, alors que, seul, le comité populaire était sur les lieux de la rencontre. Cela a, du reste, valu des réactions motivées de vos confrères lyonnais.

Vous écrivez 35 hectares, qu'est-ce que cela représente pour la ville de Lyon, qui vient de réaliser des opérations beaucoup plus importantes, comme la Par-Dieu, avec ses 38 hectares, demain la gare de la Par-Dieu, qui va accueillir le T.G.V. sur

46 hectares et dont les aménagements vont démarrer.

Nous n'avons jamais prévu de tours, contrairement à ce que vous écrivez. Il y avait de nombreux espaces verts. Je suis surpris qu'on me le reproche. Une grave erreur est également à noter de la part de votre rédacteur lorsqu'il écrit que la SOLER est un groupement de trois promoteurs. C'est faux, il y en a trente-cinq, trente-cinq, dont à peu près la moitié dépend soit de la Chambre syndicale des promoteurs de Lyon, sous le contrôle de la chambre de commerce, soit de la Chambre syndicale du bâtiment du Rhône, qui est sous le contrôle du G.I.L. La SOLER, c'est donc un ensemble de ces deux grandes chambres syndicales lyonnaises. Tous les participants sont donc intéressés.

D'autre part, votre rédacteur ne connaît probablement pas certains faits, dont la masse 103, qui est à peu près détruite, soit par incendie soit par effondrement, et l'exploitation faite également des travailleurs immigrés, qui louent leurs taudis trois fois en vingt-quatre heures. C'est peut-être de ce côté qu'il faudrait chercher les opposants à la ZAC alors que les sept autres associations sérieuses de notre ville nous ont donné leur accord. Vous ne faites allusion qu'à la seule opposition pour laquelle je suis allé donner mon avis ci-dessus.

Nous allons réaliser, comme nous l'avons fait à Brotteaux-Sud, des opérations de rénovation, mais aussi de restauration des immeubles qui en vaudront la peine et cela en accord avec leurs propriétaires et avec les occupants.

A Lyon, c'est le conseil municipal et le maire qui commandent et pas les fonctionnaires de l'Etat.

FEUILLETON

Un train d'or pour la Crimée

Londres. Mai 1855. — Pour Edward Pierce et son équipe, l'heure de l'attaque du train pour la Crimée approche. Petite complication de dernière minute : un de leurs comparses, l'homme-serpent, a trahi. Que savent exactement ces messieurs du Yard ?

RÉDIT AU SILENCE

DANS toute société, les institutions ont en elles-mêmes des objectifs, même celles qui semblent avoir des buts entièrement opposés.

Puis-je le plus célèbre exemple, le recensement par les victoriens, est-il la rivalité entre les sociétés de tempérance et les pubs. Ces deux institutions se valent en qualité des objectifs, mais elles ont en fait adopté finalement les mêmes attractions : les pubs acquièrent des orgues entonnant des hymnes et les sociétés de tempérance acquièrent des orgues entonnant des hymnes et les pubs acquièrent des orgues entonnant des hymnes et les pubs acquièrent des orgues entonnant des hymnes.

Les victoriens voyaient une autre rivalité, centrée sur une nouvelle institution sociale, la force de police organisée. Presque immédiatement, cette nouvelle force se mit à nouer des relations avec son ennemi avoué, la pègre. Ces relations étaient très critiques au dix-neuvième siècle et le sont encore de nos jours. La similitude dans les méthodes de la police et des criminels, et le fait que beaucoup de policiers étaient d'anciens criminels — et l'inverse — n'échappaient pas aux penseurs de l'époque. Et Sir James Wheatstone nota aussi que « cette institution destinée à renforcer la loi posait un problème de logique, car si la police réussissait réellement à supprimer tout crime, elle s'annulerait elle-même. »

A Londres, la police métropolitaine, fondée par Sir Robert Peel en 1829, avait son quartier général dans un district appelé Scotland Yard. Scotland Yard était à l'origine un nom géographique, désignant un quartier de Whitehall, contenant beaucoup de bâtiments gouvernementaux. Ces bâtiments comprenaient la résidence officielle de l'inspecteur des travaux de la couronne, connu sous le nom de Jones, plus tard par Sir Christopher Wren.

Quand John Milton travaillait pour Oliver Cromwell, de 1649 à 1651, il vivait à Scotland Yard et c'est apparemment à cause de cette association que deux siècles plus tard le policier était appelé en argot un « miltonien ».

Quand Sir Robert Peel installa la nouvelle police métropolitaine à Whitehall, l'adresse correcte du quartier général était le numéro 4 de la place Whitehall, mais le poste de police avait une entrée sur Scotland Yard, et la presse désigna toujours la police sous le nom de Scotland Yard, jusqu'à ce que le terme devint synonyme de la force elle-même.

Dans les premières années, Scotland Yard s'accroît rapidement : en 1829, la force totale était de 1 000 personnes, mais elle dépassa plus tard, elle était de 18 350, et c'est la plus de 6 000 personnes. En 1870, elle sera de 10 000 personnes. Le Yard assumait une énorme tâche. Il couvrait un secteur de près de 700 miles carrés (181 300 hectares), contenant une population de deux millions et demi de personnes.

Dès le commencement, le Yard adopta une attitude de déférence et de modestie dans sa façon de résoudre les crimes : les explications officielles mentionnaient toujours des coups de chance tels qu'un informateur anonyme, une maladresse jalouse, une remontrance inopiné, à tel point qu'il était difficile d'y croire. En fait, le Yard employait des informateurs et des agents en civil, et ces agents faisaient l'objet de débats passionnés, car beaucoup de gens craignaient qu'un agent ne provoque volontairement un délit et n'arrête ensuite les participants. Les traqueurs étaient fréquents, et le Yard avait du mal à défendre sa position.

En 1855, la principale figure du Yard était Richard Mayne, « un homme de loi compétent », qui avait beaucoup fait pour améliorer l'attitude du public à l'égard de la force métropolitaine. Directement au-dessous de lui il y avait Mr Edward Harmanby, et c'était Harmanby qui supervisait le travail délégué des relations avec les indicateurs et les agents en civil. En général, Mr Harmanby avait des heures

irrégulières : il évitait les contacts avec la presse et on voyait d'étranges silhouettes entrer dans son bureau, souvent la nuit.

En fin d'après-midi, le 17 mai, Harmanby eut une conversation avec son assistant, Mr Thurstan Sharp. Mr Harmanby reconstruisait la conversation dans ses Mémoires, intitulés *Jours de police*, publiés en 1878. Il faut prendre cet entretien avec beaucoup de réserves car Harmanby tente d'expliquer dans ce volume pourquoi il ne réussit pas à déjouer les plans de Pierce avant qu'ils fussent exécutés.

« L'homme-serpent a mouchardé, lui dit Sharp, et nous avons surveillé notre homme. — Quel genre de type est-ce ? demande Harmanby. — C'est un homme d'un gentleman. Probablement un cambrioleur ou un gangster-dandy. L'homme-serpent dit qu'il est de Manches-

ter, monsieur », dit l'assistant.

Harmanby écrit plus tard dans ses mémoires : « Il y a des moments dans la vie professionnelle où les éléments requis pour la compréhension d'une affaire semblent presque à portée de main, et pourtant, on ne peut les saisir. Ce sont des moments de grande frustration, et tel fut le cas du hold-up de 1855. »

Clean Willy, très nerveux, était en train de boire son verre au pub Hound's Head, quand il fut interrompu vers 6 heures et se dirigea tout droit vers la Terre sainte. Il se glissa prestement à travers la foule du soir, s'assura dans une aile : il sentait une hale, se glissa dans un sous-sol, le traversa, se faufila dans un passage qui conduisait au bâtiment voisin, grimpa

la corde. Willy toussa et se débattit, mais la forme de Barlow était telle que le petit homme-serpent fut littéralement soulevé du sol, ses pieds battant l'air, ses mains tirant sur la corde.

Cette lutte dura une bonne minute, puis le visage de Clean Willy devint blanc, et il montra une langue grise. Ses yeux étaient révulsés. Il urina dans ses pantalons, et son corps s'affaissa.

Barlow le laissa tomber sur le sol. Il était à l'orée de son cou, retira les deux billets de 5 livres de la poche de l'homme-serpent et se glissa au-dessous dans la rue. Le corps de Clean Willy fut ramassé dans un coin, et ne bougeait plus. Il s'écoula plusieurs minutes avant que le premier des enfants ne surgisse à nouveau et ne s'approche du cadavre du corps. Puis les enfants déboulèrent les chaussures de l'homme-serpent et tous ses vêtements, et décampèrent.

Au troisième étage de la maison de passe, Pierce finissait son café. Local Bridge est la seule chance, finit-il par dire à Agar. — De la chance ? De la chance ? Avez les poudres aux basques cinq jours après le coup ? — Oui, de la chance, dit Pierce. Qu'importe si Willy a mangé le morceau ? Il a dû leur dire que nous étions entrés par effraction à la gare de London Bridge.

Je me demande même s'il en a tant dit. Il a dû leur menter l'eau à la bouche. — Les indicateurs avaient l'habitude de lâcher leurs informations au compte-gouttes, en se faisant chaque fois arroser par la police.

« Oui, dit Pierce, mais nous devons envisager la possibilité qu'il ait mouchardé, et c'est là que nous avons de la chance. — Local Bridge est la seule gare de la ville qui dessert deux lignes, la Sud-Est et la Londres-Greenwich. — Oui, c'est vrai, dit Agar, l'air perplexe. — Il nous faut un mouchard de première. — Vous voulez mettre les poudres sur une piste bidon ? — Il faut quelque chose pour le occuper, dit Pierce. Dans cinq jours, nous embarquons les malles dans ce train, et je ne veux pas avoir les poudres autour à surveiller. — Où voulez-vous les attacher ? — Je pense à Greenwich, dit

la corde. Willy toussa et se débattit, mais la forme de Barlow était telle que le petit homme-serpent fut littéralement soulevé du sol, ses pieds battant l'air, ses mains tirant sur la corde.

Cette lutte dura une bonne minute, puis le visage de Clean Willy devint blanc, et il montra une langue grise. Ses yeux étaient révulsés. Il urina dans ses pantalons, et son corps s'affaissa.

Barlow le laissa tomber sur le sol. Il était à l'orée de son cou, retira les deux billets de 5 livres de la poche de l'homme-serpent et se glissa au-dessous dans la rue. Le corps de Clean Willy fut ramassé dans un coin, et ne bougeait plus. Il s'écoula plusieurs minutes avant que le premier des enfants ne surgisse à nouveau et ne s'approche du cadavre du corps. Puis les enfants déboulèrent les chaussures de l'homme-serpent et tous ses vêtements, et décampèrent.

Au troisième étage de la maison de passe, Pierce finissait son café. Local Bridge est la seule chance, finit-il par dire à Agar. — De la chance ? De la chance ? Avez les poudres aux basques cinq jours après le coup ? — Oui, de la chance, dit Pierce. Qu'importe si Willy a mangé le morceau ? Il a dû leur dire que nous étions entrés par effraction à la gare de London Bridge.

Je me demande même s'il en a tant dit. Il a dû leur menter l'eau à la bouche. — Les indicateurs avaient l'habitude de lâcher leurs informations au compte-gouttes, en se faisant chaque fois arroser par la police.

« Oui, dit Pierce, mais nous devons envisager la possibilité qu'il ait mouchardé, et c'est là que nous avons de la chance. — Local Bridge est la seule gare de la ville qui dessert deux lignes, la Sud-Est et la Londres-Greenwich. — Oui, c'est vrai, dit Agar, l'air perplexe. — Il nous faut un mouchard de première. — Vous voulez mettre les poudres sur une piste bidon ? — Il faut quelque chose pour le occuper, dit Pierce. Dans cinq jours, nous embarquons les malles dans ce train, et je ne veux pas avoir les poudres autour à surveiller. — Où voulez-vous les attacher ? — Je pense à Greenwich, dit

la corde. Willy toussa et se débattit, mais la forme de Barlow était telle que le petit homme-serpent fut littéralement soulevé du sol, ses pieds battant l'air, ses mains tirant sur la corde.

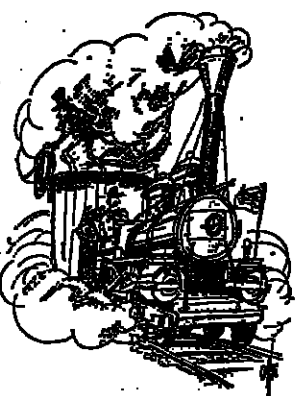
Cette lutte dura une bonne minute, puis le visage de Clean Willy devint blanc, et il montra une langue grise. Ses yeux étaient révulsés. Il urina dans ses pantalons, et son corps s'affaissa.

Barlow le laissa tomber sur le sol. Il était à l'orée de son cou, retira les deux billets de 5 livres de la poche de l'homme-serpent et se glissa au-dessous dans la rue. Le corps de Clean Willy fut ramassé dans un coin, et ne bougeait plus. Il s'écoula plusieurs minutes avant que le premier des enfants ne surgisse à nouveau et ne s'approche du cadavre du corps. Puis les enfants déboulèrent les chaussures de l'homme-serpent et tous ses vêtements, et décampèrent.

Au troisième étage de la maison de passe, Pierce finissait son café. Local Bridge est la seule chance, finit-il par dire à Agar. — De la chance ? De la chance ? Avez les poudres aux basques cinq jours après le coup ? — Oui, de la chance, dit Pierce. Qu'importe si Willy a mangé le morceau ? Il a dû leur dire que nous étions entrés par effraction à la gare de London Bridge.

Je me demande même s'il en a tant dit. Il a dû leur menter l'eau à la bouche. — Les indicateurs avaient l'habitude de lâcher leurs informations au compte-gouttes, en se faisant chaque fois arroser par la police.

« Oui, dit Pierce, mais nous devons envisager la possibilité qu'il ait mouchardé, et c'est là que nous avons de la chance. — Local Bridge est la seule gare de la ville qui dessert deux lignes, la Sud-Est et la Londres-Greenwich. — Oui, c'est vrai, dit Agar, l'air perplexe. — Il nous faut un mouchard de première. — Vous voulez mettre les poudres sur une piste bidon ? — Il faut quelque chose pour le occuper, dit Pierce. Dans cinq jours, nous embarquons les malles dans ce train, et je ne veux pas avoir les poudres autour à surveiller. — Où voulez-vous les attacher ? — Je pense à Greenwich, dit



Pierce. Ce serait bien qu'ils soient à Greenwich.

— Alors vous avez besoin d'un tuyau ?

Agar réfléchit un moment.

« Oui, dit Pierce. — Oui, y a Black Dick, le turiste. Vous le connaissez ? C'est un juif, on peut le trouver le soir vers Queens Crown. — Je le connais, dit Pierce en hochant la tête. Black Dick est un poivrot, trop porté sur le gin. Il me faut un vrai mouchard, un homme du milieu. — Un homme du milieu ? Alors c'est Chokee Bill qu'il vous faut. — Chokee Bill, ce vieux Mick ? — Oui, acquiesce Agar. Il a fait de la tôle à Newgate. Mais pas longtemps. — Ah oui, dit Pierce soudain intéressé. — Il a été libéré de bonne heure, hein ? — De très bonne heure, dit Agar. Et les fils lui ont aussi vite donné sa licence de prêteur sur gages. — Alors, maintenant, c'est un usurier ? dit Pierce. — Oui, dit Agar. Mais on dit que c'est une couverture. On dit que c'est un indice. — Pierce réfléchit longuement et finit par acquiescer. — Ça boudique de prêteur sur gages est à Battersea, chemin Ridgeby. — Je vais le voir maintenant, dit Pierce en se levant. Je vais les mettre dedans. — Ne rendez pas la chose très facile. — Pierce sourit. — Il ne devrait faire tous leurs efforts », dit-il en se dirigeant vers la porte. — Dites donc, l'interpellé Agar, soudain traversé par une idée. J'y pense à l'instant, qu'est-ce que c'est le gros coup de Greenwich ? — C'est la question que se posent les flics », dit Pierce.

(A suivre.)

(1) La Terre sainte en argot londonien, les bas-fonds du quartier saint-Giles.

Copyright Payard, « Le Monde ».

All of these Securities have been sold. This announcement appears as a matter of record only.

\$30,000,000

Banque de l'Indochine et de Suez

Floating Rate Notes Due 1981

Principal and interest are payable in United States dollars in New York City or in certain cities outside the United States without deduction or withholding for or on account of French withholding taxes, as set forth in the Offering Circular.

MORGAN STANLEY INTERNATIONAL BANKERS TRUST INTERNATIONAL		BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ BLYTH EASTMAN DILLON & CO.	
MORGAN GRENFELL & CO.	ALAHLI BANK OF KUWAIT (K.S.C.)	ALGEMENE BANK NEDERLAND N.V.	
A.E. AMES & CO.	ANDRESEN'S BANK A/S	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS COMPANY S.A.E.	
BACHE HALSEY STUART INC.	JULIUS BAER INTERNATIONAL	BANCA COMMERCIALE ITALIANA	
BANCA DEL GOTTARDO	BANCA DELLA SVIZZERA ITALIANA	BANCA NAZIONALE DEL LAVORO	
BANCO DI ROMA	BANK OF AMERICA INTERNATIONAL	BANK GUTZWILLER, KURT, BUNGENER (OVERSEAS)	
THE BANK OF KUWAIT AND THE MIDDLE EAST (K.S.C.)		BANK LEU INTERNATIONAL LTD.	
THE BANK OF TOKYO (HOLLAND) N.V.	BANQUE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT (B.A.I.I.)		
BANQUE DU BENELUX S.A.	BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.	BANQUE FRANCAISE DU COMMERCE EXTERIEUR	
BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.		BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.	
BANQUE LIBANO FRANCAISE (FRANCE)	BANQUE LOUIS-DREYFUS	BANQUE NATIONALE DE PARIS	
BANQUE DE NEUFELISE, SCHLUMBERGER, MALLET		BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	
BANQUE POPULAIRE SUISSE S.A. LUXEMBOURG	BANQUE ROTHSCHILD	BANQUE DE SUEZ LUXEMBOURG S.A.	
BANQUE DE SUEZ NEDERLAND N.V.	BANQUE WORMS	BARING BROTHERS & CO., H. ALBERT DE BART & CO. N.V.	
BAKERSCHE HYPOTHEKEN- UND WECHSEL-BANK		BAKERSCHE LANDESBANK GROSZENTRALE	
BAKERSCHE VEREINSBANK	BERGEN BANK	BERLINER HANDELS- UND FRANKFURTER BANK	
BREISACH PINSCHOF SCHOELLER		BROWN HARRIMAN & INTERNATIONAL BANKS LTD.	
CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	
CHRISTIANIA BANK OG KREDITKASSE		CITICORP INTERNATIONAL BANK	
COMPAGNIA FINANZIARIA INTERMOBILIARE S.p.A.	CONTINENTAL ILLINOIS	COUNTRY BANK CREDIT CHIMIQUE	
CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE	CREDIT FONCIER DE MONACO	CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE	
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL	CREDIT LYONNAIS	CREDIT DU NORD CREDITANSTALT-BANKVEREIN	
CREDITO ITALIANO	RICHARD DAUS & CO. BANKIERS	DELBURCK & CO.	DEN DANSKE BANK
DEN NORSKE CREDITBANK	THE DEVELOPMENT BANK OF SINGAPORE	DRESDNER BANK	
EUROPEAN BANKING COMPANY	EUROTRADING FINACOR	FIRST CHICAGO	ROBERT FLEMING & CO.
GROSZENTRALE UND BANK DER OSTERREICHISCHEN SPARKASSEN		GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL CORP.	
HAMBROS BANK	HESSISCHE LANDESBANK	HILL SAMUEL & CO.	E.H. HUTTON & CO. N.Y.
IBJ INTERNATIONAL	INDOSUEZ ASIA LTD.	INTERUNION-BANQUE	ISTITUTO BANCARIO SAN PAOLO DI TORINO
JARDINE FLEMING & COMPANY	KIDDER, PRABODY INTERNATIONAL	KLEINWOERT, BENSON	
KREDITBANK N.V.		KREDITBANK S.A. LUXEMBOURGROISE	
KUHN, LOEB & CO. INTERNATIONAL	KUWAIT FOREIGN TRADING CONTRACTING & INVESTMENT CO. (S.A.E.)		
KUWAIT INTERNATIONAL FINANCE COMPANY S.A.E. "KIFCO"		KUWAIT INTERNATIONAL INVESTMENT CO. S.A.E.	
KUWAIT INVESTMENT COMPANY (S.A.E.)		LAZARD BROTHERS & CO.	
LONDON MULTINATIONAL BANK (UNDERWRITERS)		MANUFACTURERS HANOVER	
MERRILL LYNCH INTERNATIONAL & CO.	B. METZLER SEEL SOHN & CO.	MITSUBISHI BANK (EUROPE) S.A.	
SAMUEL MONTAGU & CO.		THE NATIONAL BANK OF KUWAIT S.A.E.	
NEDERLANDSCHE MIDDENSTANDSBANK N.V.	NEDERLANDSE CREDITBANK N.V.	NESBITT, THOMSON	
NORDDEUTSCHE LANDESBANK	SAL. OPPENHEIM JR. & CIE.	ORION BANK	
PETERBROECK, VAN CAMPENHOUT, KEMPEN S.A.		RABOMERICA INTERNATIONAL BANK N.V.	
N.M. ROTHSCHILD & SONS	SAUDI ARABIAN INVESTMENT COMPANY INC.	J. HENRY SCHRODER WAGG & CO.	
SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN		SMITH BARNEY, HARRIS UPHAM & CO.	
SOCIETA FINANZIARIA ASSICURATIVA (SOFIAS)		SOCIETE CENTRALE DE BANQUE	
(R.A.S. GROUP)			
SOCIETE DE FINANCEMENT INTERNATIONAL DE LA COMPAGNIE DE SUEZ-SOFIS S.A.		SOCIETE GENERALE	
SOCIETE LYONNAISE DE DEPOTS ET DE CREDIT INDUSTRIEL		SOCIETE SEQUANAISE DE BANQUE	
STRAUSS, TURNBULL & CO.	SUEZ AMERICAN CORPORATION	SVENSKA HANDELSBANKEN	
SWISS BANK CORPORATION (OVERSEAS)		TRADE DEVELOPMENT BANK OVERSEAS INC.	
TRADITION SECURITIES	TRIDENT INTERNATIONAL FINANCE	TRINKAUS & BURKHARDT	
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES-U.B.A.F.		UNITED OVERSEAS BANK S.A. GENEVA	
VEREINS- UND WESTBANK	J. VONTOBEL & CO.	S.G. WARBURG & CO. LTD.	
WARDLEY	WESTDEUTSCHE LANDESBANK	WOOD GUNDY	
	GROSZENTRALE		

July 26, 1976

ÉCONOMIE

AUTOMOBILE LES NOUVELLES GAMMES

PEUGEOT : multiplication des 104 et 304

Nous terminons la revue des modèles français 1977 (le Monde des 22, 23 et 24 juillet) par Peugeot qui tente de remédier à la disparition de la 204 (le Monde du 10 juillet) en multipliant les versions 104 et 304.

● 104. — Les berlines (une 5 CV et deux 6 CV) sont désormais équipées d'un hayon et d'une baguette arrière rabattable tout comme les coupés 2 L (5 CV) et 2 S (6 CV). Ces derniers ont de nouveaux pare-chocs et bénéficient d'améliorations mineures. A noter que les 5 CV fonctionnent à l'essence ordinaire.

● 304. — La nouvelle gamme comprend neuf modèles contre trois précédemment. Ceci est dû à l'utilisation des deux groupes propulseurs de la 204 : le moteur Diesel (5 CV) anime maintenant une berline, un break et une fourgonnette tandis que le moteur à carburateur (6 CV) pourdit sa carrière sur un break et une fourgonnette. Les quatre autres modèles sont des 7 CV : deux berlines et un break équipés d'un moteur de 66 ch. Din. et une berline, la S.I.S. de 74,5 ch. Din. Toutes les berlines ont désormais un levier de vitesse au plancher.

● 504. — Une nouvelle calandre apparaît sur toutes les versions. Le taux de compression des cyl. et de la T.T. est porté à 8,8/1 au lieu de 8,35/1 ; la T.T. a désormais une direction assistée et la berline GLD reçoit un moteur plus puissant de 2304 cm³ (9 CV) qui développe 70 ch. Din. à 4500 tours/minute.

● 604. — Aucune modification n'est à noter.

COMMERCE

A La Roche-sur-Yon

LES COMMERÇANTS S'OPPOSENT À LA CRÉATION D'UN CENTRE LECLERC

L'union des commerçants de La Roche-sur-Yon (Vendée) a adressé une lettre à M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, dans laquelle elle demande « d'intervenir pour interdire l'ouverture d'un centre Leclerc » dans la zone industrielle de la ville. Les commerçants yonnais estiment que la société Sodiroche, qui a reçu l'autorisation d'ouvrir le site Leclerc, a loué un local qui ne pouvait servir comme utilisation la distribution de produits alimentaires. Selon les commerçants, cette location serait contraire aux règlements institués par la chambre de commerce.

La chambre de commerce a, du reste, intenté une action en justice pour non-respect du cahier des charges : les locaux de la zone industrielle étant destinés aux activités industrielles, au stockage, à la vente en gros mais pas à celle de détail.

M. Edouard Leclerc, interrogé dimanche, s'est montré surpris de la colère des commerçants.

M. Leclerc a fait remarquer que le local incriminé ne tombe pas sous le coup de la loi Royer, ayant une superficie de 1 499 mètres carrés (la commission d'urbanisme commercial intervient à 1 500 mètres carrés). M. Leclerc a précisé que « la commission de sécurité avait donné depuis le 1^{er} juillet son aval à l'ouverture de ce centre ». Il a conclu : « Il est certain que s'il y avait une obstruction dans cette affaire-là, cela prouverait que le commerce libéral est mort ».

INVOLABILITÉ

L'obligation faite à tous les constructeurs et à tous les importateurs de livrer leurs modèles, à partir du 1^{er} octobre prochain, équipés d'un double circuit de freinage et d'un « dispositif d'indéformabilité » du système d'alimentation n'est peut-être pas sans arrière-pensée. Si la première mesure ne peut qu'être bénéfique à l'usage de la route, la seconde est bien faite pour satisfaire les réseaux de grandes marques. Et eux seuls.

La notion d'invulnérabilité paraît plus exacte, ici, que celle d'indéformabilité adoptée par les quatre constructeurs français, car les carburateurs continueront à se dégrader comme avant, mais à l'abri d'un système protecteur dont seuls les concessionnaires officiels auront la maîtrise. Et les contrôles antipollution se développant, l'habitude sera vite prise de ne plus fréquenter qu'eux. Tant pis pour les garages indépendants qui n'ont eu à prendre pour des balcons en haut lieu. — M. R.

MODE

Les collections d'hiver

CONFORT ET SÉDUCTION

Volant au vent, la mode de l'hiver prochain allie le souci de confort à la séduction. Ainsi Pierre Balmain, dans un spectacle éblouissant, module des effets de camelot rouge, rose, marron ou beige pour le jour, adoucissant encore par du renard ou de l'astrakhan Swakara, le moelleux d'un tweed ou l'éclat d'une soie. Les tons foncés sont toujours relevés d'une touche de couleur vive. Les modèles de chapeau et de « petit soir » sont à taille haute et à manches larges et fluides, dans les tons pastel des voiles de Lole Fuller. Quelques imprimés, et des brocades, s'inspirent de l'exposition « Klimt et les symbolistes » ; le tout est d'une beauté luxueuse et discrète. L'été, l'été, le petit soir, le voyage sans retour de l'été, d'où de nombreuses superpositions, de grandes capes de jersey jacquard

pour affronter l'inconnu, et de merveilleuses robes de taffetas noir ou imprimés aux tons de fleurs vives. En somme, le soir méridional associé aux couleurs brillantes des costumes scandinaves qu'a signés son collaborateur norvégien Per Spook, avec paillottes d'or, plumes d'astrakhan et châles à frange.

Ted Lapidus a rendu malléables ses tailleurs par de grandes manchettes, des mélanges de cuir et de cuir de vachette, des tweeds et des draps réversibles. Ses nouveaux pantalons sont coupés en « bloomers » resserrés aux genoux. Ses robes de crépuscule et du soir sont taillées en volants de jersey ou de soie. On a l'impression de participer au tournage d'un western de charme, où des franc-tireurs subtils obtiennent les beaux de nuit au corsage provocant.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de MARCO)

LAFIDUS : ensemble à danser en mousseline noire à volants superposés sur bloomers assortis, le tout rebrusé de perles formant une frange irrégulière.

DIORE : manteau-cagoule de tricot fleuri « écu d'Agnone », orné de vison Émilia, brun comme le chapeau à Ségolade. Il est porté ici avec une robe en jersey cachemire de Balmain à carreaux géométriques, finement contrastés à la taille, et des bottes western.

FERAUD : robe de dîner en taffetas noir finement nervuré et orné de fleurs, sur une blouse de crêpe garnie d'un entre-deux de dentelle. BALMAIN : ensemble de voyage en camelot, de rouge composé d'un deux-pièces à jupe évasée en jersey de laine de Vicon pour une houppe londe en mohair de Morcau, ajustée au buste par un jeu de nervures.

هنا من الأمل

هنا من الأمل

ONOMIE

AUTOMOBILE
LES NOUVELLES GAMMES
1977 : multiplication des 104

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

SYNDICATS

Fidélité à l'unité d'action, vigilance à l'égard des infiltrations politiques

Les dirigeants de la C.F.D.T. commencent à appliquer les décisions du congrès d'Annecy

Le mouvement de pendule qui caractérise les relations entre la C.G.T. et la C.F.D.T. a ramené depuis le début de l'été un peu plus de sérénité dans les rapports intersyndicaux, rejetant dans l'ombre la question insidieuse de M. Sévry au lendemain du congrès ocelliste d'Annecy, l'unité d'action C.F.D.T.-C.G.T., quand le leader ocelliste, engagé, a-t-il toutes les forces de la centrale, ou

seulement les 60 % favorables à la direction confédérale ? En fait, la pratique de l'unité d'action s'est révélée un bon ciment. La cohésion de la C.F.D.T. sur ce terrain ne se mesure pas à la réaction d'une salle à des propos de congrès. Le gros des troupes de la C.F.D.T. est d'ailleurs incontestablement socialiste, et c'est sans doute, pour M. Sé-

guy, un sujet de réflexion autrement plus sérieux que l'influence des gauchistes dans le mouvement ouvrier. Celle-ci va d'ailleurs se trouver limitée par la décision des dirigeants de la C.F.D.T. de mettre sans tarder en application les décisions prises par le congrès de leur centrale à Annecy, à la fin de mai. Quelques incidents mineurs illustrent leur résolution à cet égard.

CONJONCTURE

POUR LUTTER CONTRE LA HAUSSE DES PRIX
M. Chirac lance un appel à la « discipline contractuelle » des Français

« Nous avons relativement vécu au-dessus de nos moyens. Cela ne pourra durer indéfiniment », a déclaré dimanche 25 juillet M. Chirac, qui inaugure le Salon des négociants-voyageurs à Brest-Orques (Corrèze). Le premier ministre a lancé un « appel au bon sens traditionnel et à la discipline contractuelle des titulaires de revenus salariaux et non salariaux pour lutter contre la hausse des prix ».

M. Chirac n'a pas précisé davantage ses intentions en matière de revenus, confirmant simplement que le gouvernement comptait utiliser d'autres moyens pour lutter contre la hausse des prix, qu'il juge excessive : un budget équilibré en 1977, une rigueur accrue dans la gestion des finances publiques, le maintien de l'encadrement du crédit. En revanche, le premier ministre est hostile au blocage des prix — comme à celui des salaires — « ce moyen n'ayant pas donné de

IMMIGRÉS
En marge de l'affaire Moussa Kouaté
LA C.F.D.T. DEMANDE LA RÉUNION D'URGENCE DU COMITÉ DE DÉFENSE DES LIBERTÉS

Afin de « réprimer aux atteintes graves dont sont victimes les travailleurs immigrés », et pour « faire face à la répression grandissante dans les entreprises », la commission exécutive de la C.F.D.T. réunie le samedi 24 juillet, a demandé la convocation urgente du Comité de défense des libertés, qui regroupe notamment les confédérations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., ainsi que les partis de gauche (P.C.F., P.S., M.O.U., P.S.U.) et la Ligue des droits de l'homme.

Le résultat convenant dans le passé, A propos de la production, M. Chirac a affirmé que la reprise « devrait normalement se poursuivre ». La consommation intérieure augmentant et le progrès des exportations dépassant celui des importations. Le premier ministre a toutefois manifesté une inquiétude concernant les investissements privés.

« L'objectif prioritaire du VII^e Plan, a rappelé M. Chirac, c'est le plein emploi, l'espèce que 1977 verra, sinon la réalisation complète de cette ambition, du moins une situation améliorée. » Le nombre des chômeurs, a indiqué le premier ministre, a diminué de deux cent mille, et un important dispositif est mis en place pour assurer l'emploi des jeunes à la rentrée. Le premier ministre a également évoqué les conséquences de la sécheresse récurrente, l'atténuation aux revenus des agriculteurs, qu'elle provoque correspond à « ce qu'est le chômage pour les salariés. Le chômage national doit donc jouer, comme elle a joué pour les salariés atteints par la crise de 1975 ». Le gouvernement veut que le revenu des agriculteurs en 1976 soit « égal à celui de 1975 ».

« rôle hégémonique des travailleurs »

Le rappel à la ligne adoptée par le congrès est dans le droit des décisions d'Annecy. « Nous nous sommes complus, nous nous sommes complus », a-t-il dit, « de savoir comment se comporte la majorité confédérale qui nous fait face aux prochaines élections », avait alors déclaré Edmond Maire. La réponse fut unanime : les votes qui se succèdent jusqu'à la fin du congrès. Le quibus au bureau sortit 66,2 % des mandats. L'orientation en obtint 42 %.

Les « coucoucs » : une voix sur cinq ?

Avec cette sorte de « gauche officielle » de la C.F.D.T., qui ne remonte pas en cause la conception confédérale sur l'organisation syndicale et ne critique pas l'essentiel des orientations de la C.F.D.T., M. Edmond Maire entend poursuivre le débat. Quel est le rôle de la « gauche officielle » ? Elle représente de 12 à 20 % des mandats.

LES « COUCOUS » : une voix sur cinq ?

Les militants n'ont d'ailleurs pas été monolithiques dans leur comportement. Comme ils l'ont montré la diversité des scrutins. Tous n'ont pas la même attitude sur le programme commun. Parmi eux se trouvent, à côté de P.S.U. et de gauchistes, des socialistes, des membres du C.R.E.S. ou non, M.M. Emilie Le Belier (P.T.T.) et Pierre Hériter ont, pour leur part, approuvé la participation de cégétistes à la commission de la centrale, bien qu'il ne leur en ait pas tenu autant rigueur qu'à M. Jacques Chérèque, autre partisan de ces assises.

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ARABE DU YEMEN
Administration
du Service National des Eaux et de l'Assainissement
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
PROJET D'ASSAINISSEMENT ET DE DISTRIBUTION D'EAU D'HODEIDA
L'Administration du Service National des Eaux et de l'Assainissement sollicite qu'un crédit de l'Association de Développement International a été approuvé par le gouvernement de la République Arabe du Yémen pour financer la mise sur pied d'un nouveau service des eaux pour la ville d'Hodeida, port principal de la République Arabe du Yémen. Il est entendu que le montant de ce crédit sera affecté au paiement des entrepreneurs concernés par cet avis. L'appel d'offres s'adresse uniquement aux entrepreneurs des pays membres de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Banque mondiale) et à la Suisse. Seuls les entrepreneurs possédant une expérience dans l'exécution de projets de même envergure et une position financière solide, ce qui sera à la base de l'évaluation, seront retenus.
ENVERGURE DES TRAVAUX
Soumission II. — Construction de canalisations (excluant fourniture de tuyaux, gazelles et accessoires).
Les travaux se décomposent comme suit :
1. Construction d'une canalisation de pompage avec turbine et accessoires, d'une longueur de 10,5 km et d'un diamètre nominal de 300 mm et 400 mm entre le puits R II de Bayda et la ville d'Hodeida, comprenant les travaux d'excavation, de pose, de recouvrement, de remblayage et les essais.
2. Construction de regards de visite et de chambres à clapet.
On pourra obtenir la documentation relative à l'appel d'offres aux bureaux de l'Administration du Service National des Eaux et de l'Assainissement et auprès de la Société F.H. KOCKS, bureau principal à Düsseldorf, Allemagne de l'Ouest.
Les soumissionnaires intéressés peuvent se procurer la documentation relative à l'appel d'offres en adressant des mandats aux bureaux suivants contre paiement d'une somme de 120 dollars US.
SERVICE NATIONAL DES EAUX ET DE L'ASSAINISSEMENT
R.P. N° 104
SANAA — RÉPUBLIQUE ARABE DU YEMEN
Bureau d'études
F.H. KOCKS S.R.L.
R.P. N° 330 625
DÜSSELDORF
ALLEMAGNE DE L'OUEST
La date de clôture est fixée à 12 heures, le 14 septembre 1976.

Le langage du leader ocelliste est, en revanche, tout à fait différent quand il s'agit de ceux qu'il appelle les « coucoucs » venant déposer leurs voix dans le nid de la C.F.D.T. dont ils contestent l'existence même. L'ignominie d'Annecy, les constituant à peu près un cinquième des voix, réparties de façon très variable dans les syndicats et partagées entre les divers groupements révolutionnaires qui s'expriment dans Libération, Potluc-Hédo, Rouge, le Quatrième du peuple ou l'Humanité rouge.
Cette ultra-gauche, souligne-t-on rue Montheulon, n'est nullement à l'image de la masse des 800 000 adhérents déclarés par la C.F.D.T. Son poids relatif à Annecy venait notamment de ce que de nombreux syndicats locaux qui ne s'intéressent pas aux débats d'un congrès national, n'étaient pas venus : 25 000 mandats seulement étaient représentés à Annecy alors que la totalité des effectifs de la C.F.D.T. aurait permis d'environ 40 000 mandats de voter au congrès. A l'inverse, les éléments les plus politisés de la centrale avaient cherché à faire le plein. On cite, par exemple, le cas d'un syndicat de cinquante et un membres qui avait refusé de faire participer au congrès — à des titres divers — plus d'une dizaine de délégués.
La direction de la C.F.D.T. n'entend pas pour autant entreprendre de « chasse aux sorcières » : ce serait, selon elle, se rendre que d'agir ainsi. Mais elle ne laissera pas les « coucoucs » faire plus de bruit que ne le justifient les forces qu'ils représentent ; elle ne

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DE LA CELLULOSE
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
La SONIC lance un avis d'appel d'offres international en vue de la fourniture des équipements destinés à la fabrication d'articles papetiers à usage domestique et sanitaire.
L'appel d'offres porte sur les équipements suivants :
— machines à couches pour bébé ;
— machines à serviettes périodiques ;
— machines d'emballage et de conditionnement.
Les cahiers des charges pourront être retirés, contre la somme de deux cents dinars (200 DA), à l'adresse suivante :
S.O.N.I.C.
64, rampe Al-Hadhad (ex-Zaïtuba) El-Moudria, Alger.
Téléphone : 66-38-00, 66-38-01, 66-38-04.
Téléc : 52 933.
Les offres devront être adressées à M. le Directeur Général de la SONIC, à l'adresse ci-dessus indiquée, obligatoirement sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe intérieure devra porter la mention :
« Soumission. A ne pas ouvrir. Projet - complexe de transformation des produits papetiers et celluliques ».
Les offres devront parvenir au plus tard le 30 septembre 1976.
Le cachet de la poste faisant foi. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 120 jours.

FRANCIS LEFEBVRE
NUMERO 1 DE L'INFORMATION FISCALE
vous explique tout sur la taxation de
VOS PLUS-VALUES
en une brochure de 120 pages - Prix : 12 F. en vente dans les MAISONS DE LA PRESSE ou chez l'auteur : 16, rue Viala, 75017 Paris.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

Le gouvernement belge « neutralise » une partie de l'indice des prix

De notre correspondant

Bruxelles. — Le gouvernement l'indemnise a décidé de braver la colère des syndicats et a pris des mesures énergiques pour enrayer l'inflation qui risquerait de devenir galopante. Il a « neutralisé » un certain nombre de postes de l'indice, l'indice mensuel des prix, qui détermine les variations des salaires belges.

Chaque fois que l'indice monte de quelques points, les salaires sont automatiquement adaptés à la hausse du coût de la vie. L'augmentation a jusqu'ici été en moyenne d'un point par mois; mais, à la suite de la dévaluation, l'indice des prix devait faire, pour le seul mois de juillet, un bond de 2,69 points, ce qui, selon les experts, correspond à une inflation de 2,5 %. Pour éviter une brusque hausse des salaires — considérée comme inopportune, alors que les exportations belges sont déjà rendues difficiles par la majoration des coûts de production — le ministre des affaires économiques a décidé d'écarter, jusqu'en octobre, du calcul de l'indice le prix des légumes, des pommes de terre et des fruits. A la suite de cette mesure, l'indice, au lieu d'augmenter de 2,69 points, n'enregistre qu'une hausse de 0,92 point.

Les organisations syndicales rejettent déjà ce qu'elles appellent une « monopolisation de l'indice » et menacent — surtout les syndicats socialistes — de passer à l'action. Cependant la mesure gouvernementale coïncide avec les vacances et l'action syndicale est difficile en juillet et en août. Les premières réactions « sur le terrain » ne se produiront sans doute qu'en septembre.

Simultanément, le gouvernement a fait d'importantes concessions aux syndicats qui réclamaient une politique de l'emploi pour faire reculer le chômage. Son taux reste le plus

préoccupant de l'Europe occidentale, le deuxième du Marché commun, avec environ 8 % de la population active. Pour encourager le recrutement des jeunes travailleurs, le gouvernement propose la pré-réserve à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes, et la réduction à sept cent vingt heures des heures de travail par an autorisées aux retraités.

La Fédération patronale des entreprises belges enregistre ces mesures avec un certain scepticisme. Pour M. Pulinckx, l'administrateur délégué de la fédération, la pression sur les salaires reste intolérable et rien n'a été prévu pour maintenir le coût salarial global.

PIERRE DE VOS.

● EN ITALIE, la balance commerciale a enregistré, au cours des cinq premiers mois de 1976, un déficit de 2.582 milliards de lires (48 milliards de francs), soit le triple de celui enregistré pendant la période correspondante de 1975. Les importations se sont élevées à 13.840 milliards de lires (+ 40 %) et les exportations à 11.258 milliards (+ 30 %). Le déficit pétrolier à lui seul a représenté 2.511 milliards de lires. Par ailleurs, de janvier à mai, le nombre des heures de travail perdues du fait de grèves a atteint 96 millions contre 108 durant la même période de 1975 (7 millions en mai contre 14 en mai 1975). — (A.F.P.)

● AUX ÉTATS-UNIS les augmentations de salaires dans les conventions collectives conclues au cours du premier semestre de 1976 par les entreprises de plus de mille personnes ont atteint 8,4 % pour la première année du contrat contre 10,2 % en 1975. — (Agefi)

Affaires

● UNE COMMISSION TECHNIQUE DE LA SOUS-TRACTION des ministères de l'équipement, du commerce et de l'artisanat, et de l'industrie et de la recherche, vient d'être instituée par un décret paru au Journal officiel du 20 juillet. Cette commission comprend vingt-quatre membres et est présidée par le délégué à la petite et moyenne industrie.

Conditions de travail

● LE RAPPORT SUR LE TRAVAIL POSTE DE M. WISNER, dont le Monde du 17 juillet a rendu compte, ne sera mis en vente qu'à compter du 15 septembre par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), 16-20, rue Barbès, 92120 Montreuil.

Economies étrangères

● EN CHINE, les récoltes d'été sont bonnes, en dépit de conditions climatiques défavorables.

FAITS ET CHIFFRES

a annoncé Chine nouvelle. Aucun chiffre de production n'est cependant fourni. L'agence précise que la plupart des vingt-quatre provinces et régions autonomes ont eu un rendement supérieur à celui de l'année dernière.

Récemment, M. Ku Mu, vice-premier ministre, avait déclaré à une délégation japonaise que la Chine pouvait presque suffire à ses besoins en matière agricole. En 1974, la production céréalière s'était élevée à 214,9 millions de tonnes. En 1975, elle aurait été de 3 à 5 % supérieure. — (A.F.P., U.P.I.)

dant trois mois, des droits des bénéficiaires des allocations de chômage, a provoqué une réaction de l'Union départementale C.G.T. de Paris, qui estime, dans un communiqué, qu'une telle attitude a pour conséquence de retarder le règlement des dossiers.

Après les propos incriminés de M. Ceyrac à l'encontre des chômeurs, ajoute la C.G.T., le C.N.P.F. a-t-il décidé d'utiliser une nouvelle tactique pour pénaliser les chômeurs en boycottant les commissions d'ASSEDIC de Paris ?

Europe

● LA COMMISSION EUROPEENNE a décidé d'engager une procédure d'infraction contre les gouvernements allemand, britannique, français et italien, à la suite de leur participation à l'accord conclu avec les États-Unis et le Japon sur les crédits à l'exportation. Les six pays s'étaient entendus de façon officieuse pour ne plus se faire concu-

Emploi

● ASSÉDIO : LA C.G.T. PROTESTE CONTRE L'ATTITUDE DU C.N.P.F. — L'absence de représentants du C.N.P.F. jeudi 22 juillet, à la réunion de la commission d'ASSÉDIO de Paris, qui examinait la prolongation, pen-

rance dans ce domaine. La Commission de Bruxelles estime que les quatre États membres de la C.E.E. n'ont pas respecté les règles du traité de Rome assurant la souveraineté de la Communauté sur une question qui relève de la politique commerciale commune. — (A.F.P.)

Logement

● LA FEDERATION NATIONALE DES AGENTS IMMOBILIERS (F.N.A.I.M.) estime que, en ne prévoyant pas un indexation de l'aide personnelle, la réforme de l'aide au logement arrêtée le 23 juillet risque d'être « vidée rapidement et en partie de son contenu ».

En outre, la F.N.A.I.M. considère que l'aide à la pierre doit être maintenue partiellement pendant une période transitoire, qu'il convient de promouvoir une « politique d'urgence qualitative du logement » et qu'il faut « en finir avec la notion vieillie de logement social, trop souvent synonyme de médiocrité par norme interposées ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. Obligations 10,50 % 1975
Les intérêts courus du 1er août 1975 au 1er août 1976 seront payables à partir du 2 août 1976 à raison de 94,50 F par titre de 1.000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1, après une retenue à la source d'un droit à un avoir fiscal de 10,50 F.

En cas d'option pour le régime de paiement d'intérêts forfaitaire, la compensation du prêt est libératoire sans frais au guichet de la Banque de France et des établissements bancaires habilités, ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) et auprès des bureaux de poste.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

les Sicav du groupe Société Générale

Situation au 30.6.1976

	SICAV à capital variable	SICAV à capital fixe	SICAV à capital fixe	SICAV à capital fixe	SICAV à capital fixe	SICAV à capital fixe	SICAV à capital fixe	SICAV à capital fixe	SICAV à capital fixe
Valeur liquidative (F)	308,48	382,01	115,97	263,08	141,90	129,48	121,85	121,85	121,85
Coupon global (F) (date de paiement)	12,94 (24.76)	18,42 (24.76)	5,71 (24.76)	21,57 (24.76)	5,85 (24.76)	6,34 (24.76)	6,34 (24.76)	6,34 (24.76)	6,34 (24.76)
Actif net total (MF)	624,3	823,4	167,3	1.988,1	157,1	116,0	194,8	194,8	194,8
France :									
- obligations classiques	23,91 %	18,06 %	28,10 %	66,13 %	31,44 %	32,78 %	21,34 %	21,34 %	21,34 %
- obligations convertibles et indexées	19,08 %	12,19 %	22,10 %	17,78 %	18,58 %	24,89 %	53,88 %	53,88 %	53,88 %
Etranger :									
- obligations classiques	46,94 %	62,29 %	47,70 %	10,08 %	48,08 %	38,54 %	19,00 %	19,00 %	19,00 %
- obligations convertibles et indexées	4,07 %	7,48 %	4,10 %	6,01 %	1,94 %	3,78 %	5,98 %	5,98 %	5,98 %

Pour louer une voiture en Tunisie, réservez chez
europcar
645.21.25

EA
البنك العربي الأوروبي ش.م.م.

Bruxelles : Avenue des Arts 19H - Bte 2, B-1040 Bruxelles
Téléphone 219 42-30 - Téléc 26413 + 23684/25762

Frankfurt : Münchener Strasse 1, D - 6000 Frankfurt/M.
Téléphone 23.27.07 - Téléc 416874

Le Caire : 26th July Street N° 15, Cairo, Egypt
Téléphone 48698/52431/52579

BANQUE EUROPÉENNE ARABE

NOUS VOUS OFFRONS

LE MEILLEUR DE

DEUX MONDES

convertibles. Et, enfin, nous mettons à votre disposition nos relations avec quelques-unes des plus importantes banques d'Europe, des Pays Arabes et d'Extrême-Orient.

Nous vous offrons le meilleur de deux mondes.

N'oubliez pas notre nom : Banque Européenne Arabe.

Nous sommes tout à votre service à Bruxelles, à Frankfurt et, par notre Bureau de Représentation, au Caire.

ACTIONNAIRES :

Abu Dhabi for Arab Economic Development
Bank of Sudan
Banque Centrale de Syrie
Banque Libanaise pour le Commerce
Banque Marocaine du Commerce Extérieur
Banque Mitr - Liban
Banque Nationale d'Algérie
Crédit Libanais
National Bank of Egypt
National Bank of Kuwait
National Commercial Bank (Jeddah)
National Commercial Bank (Tripoli)
Société Générale Libano-Européenne de Banque
Sultanate of Oman
Amsterdam - Rotterdam Bank N.V.
Banca Commerciale Italiana
Creditoanstalt - Bankverein
Crédit Suisse
Deutsche Bank AG
Fuji Bank Limited
Industrial Bank of Japan Ltd
Midland Bank Ltd.
Société Générale
Société Générale de Banque S.A.
Arab International Bank
Fribank International

Capital : Flux 2 milliards (approximativement US\$ 50 millions)

(Avis financier)

EA
البنك العربي الأوروبي ش.م.م.

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1975 DE

EUROPEAN ARAB HOLDING (LUXEMBOURG) S.A.
LA BANQUE EUROPÉENNE ARABE (BRUXELLES) S.A.
EUROPAEISCH-ARABISCHE BANK GmbH, FRANKFURT

ACTIF

	\$ U.S.
Caisse et banquiers :	
- A vue et à un mois au plus.	162 745 245
- A plus d'un mois	175 575 398
Portefeuille d'effets commerciaux.	6 533 915
Débiteurs par acceptations	4 645 909
Crédits et avances :	
- A un an	6 185 696
- A plus d'un an, après déduction de la provision sur risques de crédit US\$ 527 100	53 369 801
Titres :	
- Fonds publics belges	280 000
- Autres titres	1 581 584
Divers	4 645 909
	1 861 584
	4 645 909
	415 350 313

PASSIF ET PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES

	\$ U.S.
Passif exigible :	
- Dépôts auprès de banquiers :	
- A vue et à un mois au plus.	171 571 091
- A plus d'un mois	175 166 281
- Autres dépôts et comptes courants :	
- A vue et à un mois au plus.	35 513
- A plus d'un mois	23 245 692
- Acceptations	23 281 206
- Provisions sur risques de garanties émises	4 645 909
- Divers	1 873 360
- Divers	5 682 988
Total du passif exigible	382 900 736
Participation des actionnaires :	
- Capital	29 754 524
- Réserve légale	247 954
- Réserve disponible	720 734
- Solde du compte profits et pertes	2 426 366
Total des participations des actionnaires	33 149 578
	415 350 313

COMPTES D'ORDRE

	\$ U.S.
Garanties émises	66 581 000
Crédits documentaires confirmés	115 530 000
Garanties reçues de tiers	72 249 000
Contrat de change à terme :	
- Achat	33 710 000
- Vente	34 477 000

هنا من العمل

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

Inquiétude sur l'évolution des taux d'intérêt à court terme

OR (power) (Meters) : 111 10 contre 111 10	
VALUES	CLOSURE COURS
	24/7 26/7
War Linn 3 1/2 %	26 26 15/16
Boscham	274 271 1/2
Shall	427 427 1/2
Vickers	189 188
Wapac Gas	121 121
Courtside	122 121
De Beers	258 258 1/2
De Beers	259 257 1/2
Rio Tinto S.A. Corp.	237 237

C'est précisément au moment où l'ambiance est devenue maussade que le B.F.O.E. a choisi de mettre sur le marché son émission de 75 millions de dollars U.S. sur sept ans. Les notes ont été émises au pair sur la base d'un coupon de 4 1/2 %.

Un contrat de New-York, où l'incertitude du marché en début de semaine a eu par la suite tendance à disparaitre, en Europe la fermeture des bourses a été précédée d'un mouvement de hausse à partir de jeudi, un climat nettement moins optimiste. Une certaine inquiétude sur l'évolution des taux a conduit le marché russe avec un fort retentissement sur l'activité, tant sur le marché primaire que sur le marché secondaire, s'est concrétisée par un repli accentué des cours des émissions nouvelles, tandis qu'elles sont entrées sur le marché secondaire.

Dans cette conjoncture, la plupart des banques avaient en fin de semaine, pris la décision d'adopter une attitude d'attente. Ce repli, si on le veut, n'a pas servi à réduire l'activité du marché pendant la plus grande partie du mois d'août à un état voisin de l'immobilité.

est le ministre de l'Industrie et du Commerce, a déclaré que le gouvernement n'a pas manqué d'accueillir avec un plaisir non dissimulé la décision de la Banque mondiale de verser un prêt de 100 millions de dollars pour le remboursement de la moitié des fonds appelés à être payés dans le courant de l'année 1962. Le 10 % du volume des réserves obligatoires sur les engagements vis-à-vis de la Banque mondiale, a-t-il ajouté, est une somme qui devrait libérer l'équivalent de 200 millions de dollars. L'intervenant a vu dans ce prêt un moment opportun pour le marché international des métaux.

Les renseignements recueillis par M. Thomas Main, directeur des affaires économiques et financières de la Chambre des mines d'Afrique du Sud, l'U.T.S.S., aurait versé 150 millions d'frs depuis le début de l'année.

M. Main estime que l'Union soviétique pourrait encore verser de 100 à 200 tonnes de métal jaune d'ici au 31 décembre prochain.

LONDRES

Repli

Le marché conserve son allure maussade due en grande partie au nouvel affaiblissement de la livre. Recueil des industrielles et des pétrole, mais stabilité des banques. Les mines sud-africaines poursuivent leur repli. Tassement des fonds d'Etat.

OR (overturns) (dollars) : 111 10 contre 111 10			
VALEURS	CLOTURE 24/7	COURS 26/7	
War Loan 3 1/2 % ..	28 ..	25	15/16
Rosbank	374 ..	371	1/2
British Petroleum	595 ..	582	1/2
Shell	428 ..	427	1/2
Viskers	189 ..	186	...
Imperial Chemical	365 ..	365	...
Comtante	123 ..	121	...
De Beers	208 ..	208	1/2
Western Holdings	12 3/4	13	3/8
Rio Tinto Zinc Corp.	287 ..	287	...
West Bristowen	14 3/4	13	...

B. A. L. O.

Le numéro du 26 juillet publie notamment l'insertion suivante :

**150 TONNES
D'OR SOVIÉTIQUE
VENDUES
DEPUIS LE DÉBUT
DE L'ANNÉE**

Londres (Agaf). — D'après les renseignements recueillis par M. Thomas Main, directeur des services d'études économiques de la Chambre des mines d'Afrique du Sud, l'U.R.S.S. aurait vendu 150 tonnes d'or depuis le début de l'année.

M. Main estime que l'Union soviétique pourrait encore vendre de 180 à 205 tonnes de métal jaune d'ici au 31 décembre prochain.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

[illegible]

du prochain exercice.

Le Bénéfice de la société s'élève à 441.000 francs contre 3,67 millions de France.

Chiffre d'affaires — Bénéfice avant impôt du premier semestre : 2,18 millions de francs contre 10,08 millions de France.

Le chiffre d'affaires a été particulièrement affecté des résultats de l'exportation.

L'exercice entier, d'une part, une perte de change de 2,1 millions de francs, d'autre part, une baisse de 10,5 millions de francs de la période sous revue. De l'autre, le chiffre d'affaires de la société marocaine a été de 18 millions de francs, contre 16 millions de francs, contraction de ses ventes à ses filiales historiques et italiennes.

Le chiffre d'affaires de la société a subi une forte progression du chiffre d'affaires durant le troisième trimestre.

Le chiffre d'affaires de la société a comblé la plus grande partie de ce retard au 30 juin.

Chiffre d'affaires — Le chiffre d'affaires du premier semestre a été de 20,3 millions de francs contre 20,28 millions de francs de France.

Le chiffre d'affaires de la société a subi une baisse de 5 francs par action.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1975.)

	22 juil.	23 juil.
Valeurs françaises ..	89,1	88,6
Valeurs étrangères ..	109,8	108,1
C= DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indices général	69,7	69,1

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	23/7	28/7
1 dollar (en yens) ...	233 95	234 20
Taux du marché monétaire		
Effets 90j	2 7/8 %	

ET - COMPTANT

Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.
------------------	---------	------------------

106 ..	Union Habit.....	174 ..	107 ..
375 ..	Un. Intern. France	124 50	124 50

BOURSE DE PARIS - 23 JUILLET - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ À TERME

UNES LES COULES, ELLES SONT COUPEES DE L'ARRETRAIN DES AN PREVIOUS SECTION.

[illegible]

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------

[illegible]

TERME La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, sur la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
3. EUROPE
4. AFRIQUE
5. DIPLOMATIE
6. POLITIQUE
7. AMÉRIQUES
8. DÉFENSE
9. ÉDUCATION
10. RELIGION
11. SPORTS
12. JUSTICE
13. FAITS DIVERS

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

(PAGES 11 ET 12)

- Le franc et la carte de l'Europe.
- L'essorissement de la croissance n'est pas qu'un incident de parcours.
- Selon l'O.C.D.E., la proportion des dépenses sociales.
- Trois livrets sur le pétrole : les constantes de l'industrie de l'or noir.

14. LÉSION D'HONNEUR
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
19. FÉLIBRETTON
19. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
20. MODE
- 20-22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

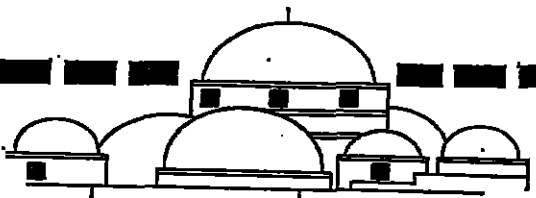
RADIO-TELEVISION (14)
Annonces classées (16 à 18) ;
Aujourd'hui (19) ; Carnet (19) ;
« Journal critique » (11) ; Méteo-
rologie (13) ; Mots croisés (13) ;
Bourse (23).

NOUVELLES BRÈVES

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, lundi matin 26 juillet, M. Jean Caseneuve, président de l'F.P.I. Dans l'après-midi, il devait s'entretenir successivement avec MM. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, Alain Griotteray, ancien député R.I. du Val-de-Marne, rapporteur général du budget du conseil régional d'Ile-de-France, et Jacques Chirac, premier ministre.

● M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., préconise la formation d'un gouvernement de conciliation nationale rassemblant toutes les forces de la droite à la gauche dans une interview publiée, le jeudi 22 juillet, à Madrid, par la revue *Quintana*. De son côté, M. de Arellano, ex-ministre des affaires étrangères, estime, dans le quotidien *El País*, de jeudi, qu'un référendum doit être organisé immédiatement pour permettre au gouvernement d'agir par décret-loi. — (A.F.P.)

● Selon le dernier sondage de l'institut Louis-Bard, rapporté par le *Washington Post*, les intentions de vote des électeurs donneraient 66 % de voix à M. Carter contre 27 % à M. Ford, et 68 % des voix au candidat démocrate contre 28 % à M. Reagan. Mais 30 % seulement des électeurs potentiels de M. Carter sont pour l'instant fermement décidés à voter pour lui.



La Tunisie! Nous y sommes nés.
Aussi sommes-nous les mieux placés
pour vous en parler et pour vous la faire découvrir.

TUNISIE CONTACT

ou
des vacances en Tunisie
préparées
par des gens du pays

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 742.43.53

Nom : _____
Adresse : _____

ONTT Lic-A 861

SANS CRAINDRE UN « LACHAGE » TOTAL

Les dirigeants de Taïpeh s'attendent à une remise en cause de leurs relations privilégiées avec les États-Unis

De notre envoyé spécial

Taïpeh. Jusqu'au dernier moment, Taïpeh n'a pas réellement cru que ses sportifs ne pourraient participer aux Jeux olympiques. Au cours des dernières semaines, les conditions d'entraînement des athlètes et les prises de position en faveur de Taïwan avaient fait la « une » de tous les journaux. La question était au centre de toutes les conversations et le visiteur était pressé de donner son avis. La presse, cependant, tout en dénonçant en termes vifs les conditions mises par le Canada à la participation de Taïwan aux Jeux, avait essayé de préparer l'opinion publique à une issue qui semblait inéluctable. Pourtant, lorsque, la semaine dernière, fut connue la décision du Comité olympique international, l'homme de la rue ne cacha ni sa surprise ni sa colère.

L'alignement des nationalistes a ensuite été quelque peu atténué par le retrait, pour des raisons bien différentes, de plusieurs pays africains. Ils constatent qu'ils ne sont pas les seules victimes de la politisation des Jeux. Mais ils estiment que leur situation est particulière. Ils demeurent persuadés que le Comité olympique et l'O.N.U. ont une nouvelle fois capitulé devant les diktats de Pékin et ils s'indignent du laxisme du « monde libre ».

Cet état d'esprit n'est pas nouveau. Depuis que la position internationale de Taïwan s'est considérablement affaiblie à la suite de l'exclusion de l'O.N.U. et d'une cascade de déconvenues (Taïwan n'entreprend des relations diplomatiques avec vingt-sept pays seulement), ses dirigeants se sont retranchés dans un discours plus manichéen que jamais. C'est apparemment moins en termes politiques, en fonction des rapports de force, qu'en fonction de données morales et de grandes principes que raisonnent les personnalités gouvernementales. Lorsque nous faisons remarquer à nos interlocuteurs que, tout prendre, il vaudrait peut-être mieux partir d'un point de vue plus objectif aux Jeux sous l'étiquette de Taïwan, province chinoise, et démontrer ainsi son existence plutôt que de s'acharner à maintenir la fiction d'une représentation de la Chine entière, il nous est répondu invariablement : « Nous n'avons pas à renoncer à notre identité nationale. La République de Chine demeure l'alternative au régime communiste ».

La sérénité des hommes d'affaires

Cette intransigeance sur les principes, et refus du compromis, montrent que le 28 avril 1974, du match Taïwan-Kai-chek n'a en rien modifié la politique de Taïpeh. Contre vents et marées, survivent les grandes espérances, à commencer par celle d'une reconquête du continent. « Chaque nouvelle épreuve nous pousse à resserrer les rangs et à lutter », affirment les officiels. Ils stigmatisent le « défaitisme » et le « manque de confiance en soi » dont feraient preuve les grandes puissances du « monde libre ». Ce déclin de l'Occident, et d'abord celui des États-Unis, est d'ailleurs le thème d'une petite brochure publiée l'an passé par Mme Chiang Kai-chek. En revanche, le prestige d'Israël grandit, et l'opération d'Entebbe a soulevé un enthousiasme sans borne.

Les dirigeants de Taïwan se doivent de renforcer la cohésion nationale. Car l'affaire des Jeux

olympiques n'est très vraisemblablement que le prélude à un événement dont les conséquences seront infiniment plus graves : la remise en cause des liens traditionnels avec les États-Unis. Les personnalités gouvernementales affirment qu'il s'agit là d'une hypothèse gratuite. Certains responsables reconnaissent pourtant en privé que les élections américaines de novembre il y a beaucoup de chances que le président, quel qu'il soit, cherche à normaliser les relations de Washington avec Pékin.

Lorsque des rumeurs circulant à Tokyo firent état, fin juin, d'un possible échange d'ambassadeurs entre Washington et Pékin, après les élections présidentielles, le département d'État affirma qu'aucun calendrier n'était fixé. Mais, estimant ici les milieux diplomatiques, les experts américains des affaires chinoises sont inquiets de la situation à Pékin. La mort du président Mao la rendra plus incertaine encore. Ne sera-t-il pas de l'intérêt de Washington d'agir au plus vite ? De toute façon, l'échec paraît inéluctable pour Taïpeh. « D'ailleurs, disent en privé des responsables, il faut mieux créer l'abécédaire et savoir enfin à quoi s'en tenir ».

Les nationalistes sont conscients d'avoir bénéficié d'un surcroît grâce à l'affaire du Watergate. On pense ici que, sans le scandale, Washington n'aurait pas été obligé de la normalisation de ses relations avec Pékin. C'est dans cette optique que fut interprétée la nomination en 1974 d'un diplomate de grande expérience, M. Unger, au poste d'ambassadeur des États-Unis à Taïwan. Il avait essentiellement pour mission de redéfinir les relations entre Taïpeh et Washington.

Un compromis semble difficile à mettre au point. Une solution « à la japonaise », qui consisterait à reconnaître Pékin tout en maintenant des relations économiques, n'est pas considérée comme concevable. Le Japon ne peut être comparé aux États-Unis, qui, en vertu d'un traité militaire signé en 1953, garantissent

la sécurité de l'île. En cas d'établissement de relations diplomatiques entre Washington et Pékin, une telle garantie disparaîtrait. La Chine a certes affirmé à plusieurs reprises qu'elle était prête à faire preuve de patience à l'égard de Taïwan. Mais, rappellent les nationalistes, les Américains n'avaient-ils pas promis aux dirigeants sud-vietnamiens quel crédit accordé aux engagements pris par des communistes ?

Est-ce pour jeter les bases d'une « solution américaine » au problème ou pour en régler les détails que, à la mi-juillet, le secrétaire d'État a fait le voyage de Taïpeh ?

Une normalisation des relations entraînerait des conséquences graves pour Taïwan. Si une invasion de l'île par l'armée communiste paraît impossible, d'autres actions pourraient placer les nationalistes dans une situation difficile — notamment le harcèlement de leurs lignes maritimes et aériennes par la Chine populaire, qui compromettrait l'économie taïwanaise. Jusqu'à présent, les milieux d'affaires locaux accueillent avec calme les revers diplomatiques de Taïpeh, certains même se félicitent de la baisse de la valeur de la carte économique du pays. Quelle sera leur réaction si les crédits à long terme de la Banque d'import-export américaine sont réduits et si les firmes étrangères hésitent à investir ?

Dans l'immédiat, cependant, on ne discerne guère d'incertitude pour l'avenir. Les nationalistes estiment, certes, que toute formule nouvelle sera à leur désavantage. Mais ils pensent aussi que Washington ne peut se permettre de les « lâcher » sans obtenir des garanties sérieuses de Pékin. « Si Washington nous abandonne, dit un haut fonctionnaire, tous les alliés des États-Unis comprendront qu'ils ne peuvent plus compter sur les engagements des Américains à leur égard ».

PHILIPPE PONS.

La sonde Viking commencera ses prélèvements d'échantillons de sol martien d'ici deux jours

Les techniciens du centre de contrôle de Pasadena (Californie) ont réussi, pendant le week-end, à résoudre les problèmes de la sonde Viking. Le bras articulé de l'engin, qui doit prélever des échantillons de sol à partir de mercredi prochain, a pu être débloqué, et l'émetteur a soudain retrouvé sa puissance normale d'émission. Les sismographes, cependant, sont toujours en panne, et il y a peu d'espoir de parvenir à les réparer de la Terre.

C'est en faisant accomplir au bras une manœuvre d'extension sur 30 centimètres que les techniciens ont fait tomber au sol une clavette qui le paralysait. La manœuvre avait été répétée à Pasadena sur une maquette, et elle se révéla positive sur Mars. Le bras est donc prêt à commencer ses prélèvements d'échantillons de sol qui permettront de savoir s'il existe ou non des micro-organismes sur Mars.

Les températures qui règnent sur Mars, — 85°C à l'ombre et — 30°C à 2 heures de l'après-midi, sont très sévères. Viking continuera cependant de prendre des photographies. Il a notamment transmis une photo où figuraient de mystérieuses formes ressemblant aux lettres B et G et au chiffre 2.

qui paraissent comme destinées sur la face plate d'un rocher. Après une observation attentive du cliché, les techniciens ont conclu qu'il ne s'agissait pas d'un essai de communication des Martiens avec la Terre, mais d'ombres combinées avec des protubérances et des variations de composition minérale de la roche.

La pression qui règne sur le site d'atterrissage de Viking, 1,7 millibars, est légèrement supérieure à la pression moyenne. Cette atmosphère ténue suffit à faire apparaître le ciel non pas bien, mais gris rosé, à cause des poussières rouges en suspension. Les spécialistes ont tenté de mesurer la densité de poussières dans l'atmosphère en prenant très lentement une photo du coucher du soleil sur Mars le 31 juillet.

M. SEBAN EST ÉLU PRÉSIDENT DU CLUB DE LA PÉRI-INFORMATIQUE

Le Club de la péri-informatique française a élu un nouveau président. M. Gérard Seban, président de la Société Logabax, remplace M. Jacques Maillet, qui était à la tête du club depuis sa création en 1973.

Ce groupe vient d'accueillir un nouveau membre : la Société européenne de mini-informatique et de systèmes (S.E.M.S.) issue de la fusion entre le département informatique de la Télémelec et les activités mini-informatiques de la C.I.L. non apportées à Honeywell Bull.

Dans son allocution, M. Jacques Maillet a rappelé les inquiétudes des membres du club vis-à-vis des « privilèges » accordés à C.I.L. — Honeywell Bull, « notamment en matière de commande de matériels de péri-informatique ».

NOUVEL AFFAIBLISSEMENT DU FRANC FRANÇAIS

Stoppée à la veille du week-end, la glissade du franc français a repris lundi matin sur les différents places financières, s'accrochant même quelque peu en cours de journée à Paris vis-à-vis de la devise américaine, mais généralement avec peu d'affaires, la semaine dernière.

Peu avant midi, le dollar se traitait à 4,94 F (contre 4,93 F, soit son point le plus haut depuis le 3 mai 1974 (4,95 F)), alors que vendredi après-midi il s'échangeait à 4,927 F. Le deutschemark a également valu un peu plus cher (1,92 F pour un deutschemark contre 1,915 F), de même que le franc suisse (1,975 F contre 1,97 F) et le franc belge (12,45 F pour 100 francs belges contre 12,432 F). Stabilité, en revanche, de la livre sterling à 8,765 F (contre 8,795 F). Cette dernière s'est toutefois affaiblie par rapport au dollar (1,799 dollar pour une livre contre 1,790 dollar), ainsi que le franc belge, déjà attaqué la semaine dernière.

Fidèle à sa politique, la Banque de France s'est abstenue d'intervenir, se bornant à suivre attentivement l'évolution de notre monnaie. Le repli du franc a eu pour effet de provoquer un léger renchérissement du loyer de l'argent à court terme, qui a monté jusqu'à 8 7/8 % sur le marché monétaire.

● La Fédération audio-vidéo du Syndicat national des journalistes (autonome) affirme, dans un communiqué, que les journalistes « sont en lutte constante dans toutes les régions pour imposer le libre exercice de leur métier et qu'ils ont conscience des dangers très réels qui les menacent alors qu'ils approchent des échéances électorales ». Pour S.N.J., la réalité « est un enlacement de plus en plus serré de l'information à Paris et plus encore dans les DOM-TOM et en province ».

● L'hebdomadaire socialiste *FTV* suspend, comme chaque année, sa publication pendant le mois d'août.

JEUNES

DU 1^{er} AU 15 SEPTEMBRE
Ne restez pas désœuvrés
TOUT UN VILLAGE
VOUS ATTEND EN TUNISIE
Forfait tout compris : 1 295 F
Renseignements et inscription :
COMITÉ D'ACCUEIL
88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS
Tél. 325.11.61 et 326.60.97

A Saint-Jean-de-Luz

UN MEMBRE INFLUENT DE L'ETA A DISPARU DEPUIS TROIS JOURS

Un réfugié nationaliste basque, M. Eduardo Maria Moreno Bergareche, membre influent de la branche politico-militaire de l'ETA, a disparu depuis le vendredi 23 juillet de son domicile de Saint-Jean-de-Luz. « Il a été enlevé par des terroristes au service de la police espagnole », a affirmé l'ETA dans un communiqué publié dimanche 25 juillet à Hendaye.

M. Bergareche, alias « Pertur », vingt-cinq ans, a quitté Hendaye vers 10 h. 30, Saint-Jean-de-Luz, en annonçant se rendre à Hendaye à un rendez-vous qu'il avait qualifié de « mystérieux ». Depuis lors, il n'a pas donné de ses nouvelles. Réfugié depuis quatre ans en France, il avait été assigné à résidence dans l'arrondissement de Bayonne, en mars dernier, par la préfecture des Pyrénées-Atlantiques. Les autorités françaises se bornent pour l'instant à remarquer que le « militant » dans un communiqué n'avait plus fait voir son carnet de séjour depuis sept mois.

Le numéro du « Monde » daté 25-26 juillet 1976 a été tiré à 496 907 exemplaires.

A Beyrouth

AUCUN SECOURS N'A PU ÊTRE APPORTÉ AUX PALESTINIENS ENMURÉS À TEL-EL-ZAATAR

Beyrouth (A.F.P., Reuters). — Près de cinq cents Palestiniens — dont un grand nombre de femmes, d'enfants et de vieillards — sont enmures depuis samedi après-midi 24 juillet dans un abri souterrain aménagé dans le camp de Tel-El-Zaatar, assiégé par les forces de droite. Selon un responsable palestinien l'immeuble sous lequel ils sont construits n'est destiné à la suite d'un bombardement, et la poursuite des tirs rend impossible toute tentative de sauvetage. La Croix-Rouge, alertée par M. Chassan, a fait savoir qu'elle était impuissante et a rappelé l'échec de ses tentatives précédentes pour évacuer les blessés.

Citant une liaison radio entre le camp et le commandement palestinien progressiste, un porte-parole palestinien a indiqué que, samedi en début de soirée, quinze enfants avaient été retirés des débris, mais qu'ultérieurement les sauveteurs avaient dû interrompre leurs efforts en raison des tirs, alors qu'ils entendaient les cris des personnes ensevelies. Dimanche matin, cinq nouvelles personnes avaient été retirées des débris, mais les autres avaient été abandonnées à midi, l'artillerie des forces conservatrices ayant repris son pilonnage.

Aucune solution rapide au drame n'était envisageable dimanche soir, en dépit des interventions de M. Arafat. Samedi soir, M. Chamoun, ministre de l'Intérieur et chef du parti national libéral, avait affirmé que, à la demande du président syrien, le général Hafez el-Assad, les forces de droite avaient accepté de permettre l'évacuation des blessés du camp. Il avait précisé que « la Croix-Rouge internationale était invitée à évacuer les blessés, libanais et palestiniens, ainsi que tous les habitants qui désirent quitter le camp ». Cependant, le commandant Masek, chef des forces phalangistes, affirmait par la suite que la « terre ne serait pas cédée, qu'une telle affaire n'était qu'un stratagème des Palestiniens pour tenter d'obtenir de nouveau une intervention de la Croix-Rouge ».

En Argentine

LES ASSASSINATS COMMIS PAR DES GROUPES « NON IDENTIFIÉS » SE MULTIPLIENT

Buenos-Aires (A.F.P.). — Plus de sept cents personnes sont mortes depuis le début de l'année en Argentine, victimes d'une vague de meurtres dans un climat de guerre civile.

A côté des exécutions annoncées par la police et les forces armées, et des attentats revendiqués par les organisations de gauche, des cadavres sont découverts chaque jour dont on ignore le plus souvent l'identité, et le mode de meurtre. Les opérations combinées menées par la police et l'armée ont abouti, selon des déclarations officielles, à l'élimination de trois cents personnes, dont une centaine depuis le début de l'année, dont celle du dirigeant de l'armée révolutionnaire du peuple (R.P.), Roberto Sanchez, mardi dernier.

Pour la guérilla, le bilan des attentats se situe par la mort de cent vingt et une personnes. D'autre part, des groupes se réclament tantôt de la police, tantôt de l'armée, mais officiellement n'ont pas été reconnus, augmentant le bilan des exécutions en pratiquant une contre-terreur du type de celle pratiquée par l'Escadron de la mort au Brésil. Depuis le début de l'année, près de cent quatre-vingts cadavres non identifiés et dont l'assassinat n'a pas été revendiqué ont été retrouvés dans des cratères vagues des banlieues argentines. A la suite de l'assassinat, le 4 juillet dernier, par un groupe d'inconnus armés, de cinq prêtres argentins d'une mission trinitaire de la capitale, l'épiscopat argentin, dans un communiqué, se demandait la semaine dernière qui pouvaient être ces forces si puissantes qui agissent dans l'anonymat, en toute impunité, et quand elles le veulent, au sein de notre société ?

Cet appel est resté sans réponse, et les enlèvements mystérieux se poursuivent. Le 18, à Chamical, paroisse paysanne à 1200 kilomètres au nord-est de Buenos-Aires, deux prêtres français ont été enlevés par cinq hommes armés montrant des cartes de la police fédérale, qui les ont emmenés à bord d'une voiture sans plaque minéralogique. Le lendemain après-midi, on devait retrouver les corps des deux prêtres, criblés de balles, abandonnés le long d'une voie ferrée (le *Monde* du 23 juillet).

A B C D E F H

Imaginez la très grande luxe et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris (entièrement climatisé).

Imaginez aussi un massage tout en douceur et en nuances, pratiqué en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.

C'est le massage thaïlandais tel que le connaît Claude Massard et son équipe de douze masseuses asiatiques.

A découvrir de toute urgence. Prenez pour cela un rendez-vous personnel par téléphone.

Institut Corporel Claude Massard
6, rue de la Paix 75002 Paris
Tél. 261.21.25 - 261.21.97

هكذا من الأهل